

هكذا من الأصل



**KOSOVO** La redéfinition des objectifs politiques et des moyens militaires pour les atteindre sera au centre de la réunion des 23-24 avril à Washington, pour la commémora-

tion du cinquantenaire de l'OTAN. **● SELON LE GUARDIAN**, le premier ministre britannique Tony Blair jugeait que l'envoi de troupes terrestres doit être mise en œuvre « au plus

vite ». **● L'ALLIANCE** combine trois niveaux d'offensive : l'étouffement progressif de la capacité de réaction de l'armée serbe, son immobilisation au Kosovo pour éviter d'avoir à

intervenir au sol et les premières attaques contre les symboles du pouvoir et les propriétés des proches de M. Milosevic. **● POUR LA PREMIÈRE** fois, les armées albanaise et yougo-

slave ont échangé des tirs le 20 avril. Et des forces serbes ont pénétré en territoire croate, à la frontière monténégrine. (Lire aussi notre éditorial page 20.)

## L'hypothèse de l'envoi de troupes terrestres prend de plus en plus corps

Un infléchissement du discours est perceptible à Washington, Londres et Paris, quant à la possibilité de gagner la guerre par le seul moyen des frappes aériennes. L'OTAN a commencé de bombarder des sites symboles du pouvoir de Slobodan Milosevic ou dirigés par ses proches.

AU DÉBUT de la cinquième semaine de sa campagne militaire en Yougoslavie, l'Alliance atlantique maintient toujours officiellement, mercredi 21 avril, sa stratégie d'intervention exclusivement aérienne. Un infléchissement vers une intervention terrestre, en même temps qu'une intensification des raids, ne semble toutefois plus exclu.

Le premier ministre britannique, Tony Blair est convaincu qu'une intervention terrestre est la seule « option crédible » pour que l'OTAN parvienne à ses fins « dans un délai acceptable par les dirigeants politiques et les opinions publiques », et il veut en convaincre ses partenaires, croit savoir le quotidien britannique The Guardian. M. Blair, qui partait mercredi pour Washington, en vue d'y participer au sommet marquant le cinquantenaire de l'OTAN, va dire au président Bill Clinton qu'un « assaut terrestre doit être lancé au plus vite », précise le journal.

À Washington, plusieurs sénateurs ont l'intention d'évo-

quer la nécessité d'une intervention au sol, à l'occasion du débat engagé au Sénat sur les quelque 6 milliards de dollars réclamés par le président Bill Clinton pour l'effort de guerre et les opérations humanitaires. William Cohen, le secrétaire à la défense, n'exclut plus une telle éventualité.

Il a déclaré mardi que lorsque les chefs militaires le jugeront nécessaire, cette option pourra être examinée rapidement. Mais il a précisé que, pour l'instant, la stratégie de l'OTAN demeure fondée sur la campagne aérienne.

Il est « normal » que l'Alliance « n'exclue rien » quant à une « entrée en force » au Kosovo, avait déclaré quelques heures plus tôt, à Paris, le ministre français de la défense, Alain Richard. Les États-Unis, la Grande-Bretagne et la France fourrissent l'essentiel de la force de frappe de l'Alliance en Yougoslavie.

Trois mille trois cents soldats américains se trouvent désormais en Albanie dans le cadre du déploiement des 24 hélicoptères d'attaque Apache. Initiale-

ment prévue mardi, l'arrivée de ces hélicoptères, spécialisés dans la destruction de blindés, a été différée, afin de sécuriser leur site d'atterrissage. Une douzaine étaient attendus mercredi à Tirana et le reste jeudi.

L'Alliance a reçu des informations sur des opérations de nettoyage ethnique par les forces serbes au Monténégro. D'après le porte-parole de l'Alliance, Jaime

Shea, qui se réfère aux témoignages des réfugiés, les forces serbes sépareraient par ailleurs systématiquement les femmes expulsées des hommes, dont ils se serviraient parfois comme bouchers humains devant des chars.

En violation des Conventions de Genève de 1949, qui disposent clairement que les corps médical et para-médical doivent être épargnés, les forces serbes

semblent viser délibérément non seulement les personnels, mais aussi les installations médicales au Kosovo, privant ainsi les Kosovars restés dans la province de tout accès aux soins, rapporte l'envoyé spécial en Macédoine du Washington Post, Jeffrey Smith.

D'après des membres d'organisations humanitaires et des réfugiés, les forces serbes cherchent apparemment à vider le Kosovo des personnels de santé qui pourraient soigner les rebelles albanais (de l'armée de libération du Kosovo, UCK). Le gouvernement veut aussi rendre la vie de plus en plus difficile au Kosovo, pour favoriser l'exode des Albanais de la province, ajoute Jeffrey Smith.

L'OTAN a bombardé, dans la nuit de mardi à mercredi, le siège du Parti socialiste (SPS) du président yougoslave Slobodan Milosevic, qui a été en partie détruit. Outre le siège du SPS, l'immeuble de vingt étages abritait la radio-télévision Kosovo, dirigée par Marija, la fille de M. Milosevic, et la chaîne de télévision Pink, propriété de Zeljko Mitrovic,

membre du Parti de la gauche unie, dirigé par l'épouse de Slobodan Milosevic. « Il y a certainement des victimes », des journalistes pour la plupart, qui étaient présents dans le bâtiment au moment de la frappe », a déclaré le commandant de la défense civile de Belgrade, Draganovic.

Le dernier pont sur le Danube, à Novi Sad, chef-lieu de la Voïvodine, a été touché par deux missiles, d'après la télévision serbe. On ignorait encore mercredi matin si l'ouvrage avait été détruit. Les deux autres ponts reliant Novi Sad à la rive droite du Danube ont été détruits par des bombardements alliés le 1<sup>er</sup> et 3 avril.

Le Haut commissariat des Nations unies pour les réfugiés a déploré, mardi, le refus de l'OTAN de lui transmettre les informations, qu'il recueille, grâce à la surveillance aérienne, sur les personnes déplacées à l'intérieur du Kosovo. Quant au flot des réfugiés franchissant la frontière, il est dérisoire depuis dimanche, sans que l'on s'en explique les raisons.

### L'espace aérien autour de la Serbie s'ouvre à l'Alliance

La Roumanie et la Bulgarie, deux des sept pays est-européens à avoir rejoint l'Alliance, ont accepté que des avions de « Force alliée » puissent emprunter leur espace aérien dans le cadre de l'élargissement et de l'intensification des raids contre la Yougoslavie. Les mouvements d'un millier d'appareils, à terme, ne manqueront pas d'avoir des effets sur le trafic commercial. De leur côté, les trois nouveaux pays est-européens membres de l'OTAN, la Hongrie, la Pologne et la République tchèque, ont réaffirmé, dans un communiqué commun, leur « ferme soutien » aux frappes de l'Alliance. La République tchèque a ouvert son espace aérien et pourrait autoriser l'accès de son territoire à des convois terrestres et ferroviaires de l'OTAN vers la Hongrie, via l'Allemagne. La Hongrie a aussi mis son espace aérien et ses aéroports à la disposition de l'OTAN, même si elle n'envisage pas, à ce jour, de servir de point de départ à une action au sol contre Belgrade.

## Les trois logiques qui inspirent la stratégie de coercition de l'OTAN

LE MINISTRE britannique de la défense, George Robertson, espère un revirement des chefs militaires yougoslaves, qui chasseraient du pouvoir Slobodan Milosevic, au vu des dégâts que les frappes aériennes de l'OTAN occasionneront, à la longue, à leurs forces armées. Le ministre italien des affaires étrangères, Lamberto Dini, anticipe sur la pression que les milieux de la politique et des affaires, en Serbie, ne manqueront pas d'exercer sur Slobodan Milosevic à la perspective qu'une solution négociée est préférable à la continuation des bombardements alliés. Le ministre français des affaires étrangères, Hubert Védrine, annonce que l'effet des raids commence à se faire sentir et qu'il est prévu, sinon d'ajouter de nouvelles catégories de cibles, d'en accroître le nombre. Ces pronostics, avancés, mardi 20 avril, par des responsables - et non des militaires - de trois des pays impliqués dans « Force alliée », sont à l'image d'une opération dont les ambitions, clairement affichées ou non par ses planificateurs, sont à la fois alambiquées et assez cohérentes.

A l'OTAN, il existe, de fait, trois stratégies militaires menées plus ou moins de front, selon les circonstances, avec des succès variables. Ce qui ne signifie pas pour autant qu'il s'agisse d'une stratégie séquentielle et régulière. Ce serait plutôt trois chantiers différents, dont le rythme et le dosage

des actions qui les constituent varient d'un jour à l'autre, au gré des opportunités, avec des réussites diverses sur le terrain. Mais l'ensemble de ces logiques militaires est censé entrer dans un processus unique, qui vise à isoler et asphyxier la Serbie.

La première de ces stratégies a consisté à obtenir, par une série d'interventions périphériques, un étouffement progressif de la capacité de réaction des forces serbes au Kosovo. Les objectifs choisis l'ont été de façon à enfermer l'armée, blindée ou mécanisée, la police et les forces spéciales serbes de sécurité dans un espace - la province kosovare - où leurs capacités opérationnelles, faute de lignes de communication avec leur base arrière, seraient amoindries sur le long terme. C'est la théorie du confinement : le confinement et le maintien sous contrôle d'un adversaire. Mais, d'une part, l'Alliance a sous-estimé la résistance des forces serbes et leur aptitude à s'adapter aux seules frappes aériennes. Et, d'autre part, elle a oublié que, sur place, ces mêmes forces disposeraient de stocks, souvent dissimulés et disséminés, qui leur ont permis de tenir, à ce jour, au-delà du temps qu'on leur a initialement accordé. C'est actuellement la phase critique à laquelle l'OTAN est confrontée et qui lui fait réclamer de pouvoir définitivement couper le cordon ombilical de ces forces avec Belgrade en matière de carburant, de sou-

tien logistique, de ravitaillement, voire de renforts.

La deuxième stratégie va aller en s'amplifiant. Une pression maximale devrait s'exercer sur les forces serbes elles-mêmes au Kosovo, dès lors que des moyens aériens supplémentaires - à venir - permettront aux alliés de leur appliquer des frappes vingt-quatre heures sur vingt-quatre. L'objectif des Américains est de pouvoir échapper ainsi à un engagement terrestre qui serait nécessairement lourd dans un environnement hostile. Ce pari, car c'en est un, consiste à immobiliser une armée parfaitement rodée au camouflage à la défense, alors que des forces paramilitaires, peu susceptibles d'être intimidées, sont mobilisées pour la répression.

### LES « HÉRÉSIES »

Faute à cette double logique militaire de l'OTAN, force est de constater que Slobodan Milosevic et ses États-majors jouent les « hérésies » et s'activent pour créer des réseaux parallèles. D'un côté, la Serbie s'arc-boute sur ses moyens de défense dont, de son propre aveu, l'OTAN n'a détruit que 15 % du potentiel de combat après quatre semaines de raids. De l'autre, elle a réussi à surmonter - pour combien de temps ? - les dégâts créés, depuis une semaine, à ses capacités de ravitaillement. Enfin, une troisième stratégie est, elle aussi, à l'œuvre. C'est à coup sûr le chantier de l'OTAN qui

prétera le plus à l'interprétation, sinon à la critique. Pour l'instant, l'Alliance en est restée aux phases 2 et « 2 bis », en quelque sorte, de sa planification, qui prévoit de s'en prendre aux infrastructures et à l'activité économique de la Yougoslavie, dès lors qu'elles auraient, croit-on, des implications militaires. En Serbie et au Kosovo, les

membres, l'Alliance s'est néanmoins rabattue sur des instruments ou des symboles de ce même pouvoir. Des relais de communications ont été atteints, des récepteurs de radio et de télévision plionnés. Des sources d'énergie et des usines stratégiques sont hors service. Des sites « sensibles » ont été détruits.

### Jets de pierres sur des soldats français en Macédoine

Deux soldats français ont été blessés, mardi 20 avril, par des jets de pierres, à Vic Kuceviste, un village à une quinzaine de kilomètres au nord de Skopje (Macédoine), et leur véhicule, une Jeep P4, incendié. Selon les autorités françaises, l'incident s'est produit alors qu'une colonne de trois véhicules de l'ex-force d'extraction de l'OTAN a voulu traverser le village. Les véhicules se sont retrouvés pris sous des jets de pierres de la population.

Pour éviter une escalade ou d'autres blessures, a précisé un porte-parole de l'OTAN, les soldats se sont alors retirés et ont dû abandonner un véhicule. Les forces alliées, basées en Macédoine, comptent de l'ordre de 12 000 hommes, dont 2 700 Français d'un premier échelon, sous le commandement du général britannique Michael Jackson. Il leur arrive fréquemment d'être l'objet de signes d'hostilité, tels des jets de pierres, dans des villages à forte ethnicité slave.

destructions, opérées par l'OTAN sous la contrainte d'avoir à éviter les « dommages collatéraux », sont importantes ; certaines sont même irréversibles, et exigent, après coup, un investissement financier hors de portée de la seule Serbie, à caractère international.

Sans être passée à la phase 3, qui vise le cœur même du pouvoir à Belgrade et qui, à ce titre, nécessitera l'aval unanime des pays

comme si l'OTAN avait voulu adresser un message avant de passer à la vitesse supérieure et à la phase suivante. Ainsi, selon des analystes américains, à travers quelques cibles, des proches de Slobodan Milosevic sont déjà visés : son propre fils, Marko, qui exploite une fabrique de tabac, durement touchée ; sa fille, Marija, dont la chaîne de télévision a été bombardée en même temps que

l'immeuble du Parti socialiste serbe au pouvoir ; ou encore le président du Parlement fédéral, qui a des intérêts dans une entreprise de pétrole mise à mal. « Malgré l'escalade dans le martèlement de son économie et le martèlement de son armée, Slobodan Milosevic campe sur ses positions. De leur côté, les alliés réitérent leur détermination à mener des opérations aériennes.

### EXPORTATION DE LA GUERRE

La crise yougoslave est-elle soluble dans cette stratégie de coercition de l'OTAN, avec ses trois logiques militaires qui n'ont pas encore mis à genoux les forces serbes et ont jeté sur les routes une marée de Kosovars expulsés de leur pays par une féroce répression ? La pression militaire, qui se resserre sur les centres du pouvoir serbe, ne conduira-t-elle pas Slobodan Milosevic à chercher à rompre son isolement en exportant sa guerre pour semer la confusion chez les alliés ? Et, dès lors, le cordon sanitaire établi par l'OTAN aux frontières, en Macédoine, en Albanie et en Bosnie, grâce à la présence de ses troupes, voire au Monténégro et, plus loin encore, en Hongrie, en Bulgarie et en Roumanie, sera-t-il assez étanche pour contenir l'effacement ? En ce début de la cinquième semaine de raids, c'est là le risque majeur de « Force alliée ».

Jacques Isnard

## Deux semaines cruciales à Washington pour définir de nouvelles options politiques et militaires

WASHINGTON

de notre correspondant  
Le Sénat américain a commencé de débattre sur la requête du président Clinton pour voter 6 milliards de dollars (5,6 milliards d'euros) de crédits supplémentaires pour financer le conflit au Kosovo, dont près de 1 milliard d'assistance humanitaire. La discussion a permis à plusieurs sénateurs de présenter une résolution demandant au président l'autorité pour utiliser « toutes les forces nécessaires ». Leur objectif est de forcer la main à l'administration pour qu'elle se décide à dépêcher des troupes au sol, à un moment où l'on s'interroge de plus en plus sur l'efficacité des bombardements.

Le Kosovo au centre de la réunion de l'OTAN ce week-end

Le langage officiel évolue : le secrétaire à la défense ne rejette plus d'emblée, comme précédemment, l'option terrestre.

Mardi 20 avril, William Cohen a déclaré : « Nous avons indiqué publiquement que, quand les chefs militaires penseront qu'il est nécessaire de considérer cette option, cela pourra être fait très rapidement. Mais ce n'est pas le cas actuellement. » Cependant, de sources américaines, l'OTAN met la dernière main à un plan de stabilisation dans les Balkans en trois points, incluant : une justification de l'intervention alliée ; la nécessité d'assurer la sécurité à long terme des Balkans avec une participation russe, et le financement par l'Union européenne de la reconstruction après la guerre.

Selon le Conseil américain britannique d'information sur la sécurité (Basic), ce document incluait, en termes volontairement vagues, un accord pour recourir au cas échéant à des troupes au sol. Une décision qui, entend-on parfois ici, pourrait être prise à l'issue du sommet de l'OTAN des 23 et 24 avril ou peu après.

Les scénarios militaires et de sortie de crise

L'envoi de forces terrestres est au cœur de tous les scénarios envisagés à Washington, qui vont d'une capitulation déguisée face à la détermination de Slobodan Milosevic jusqu'à une intervention massive pour le renverser. Entre ces options extrêmes peu envisageables, il existe plusieurs sorties de crise. Anthony Cordesman, du Centre d'études stratégiques et internationales (CSIS), en voit quatre, toutes périlleuses : crier victoire et s'en aller ; revenir au « illusion » de Rambouillet ; organiser une partition dans l'honneur ; l'effondrement du régime serbe sous les coups de bottes alliés.

Vu les résultats - minimes - de la guerre aérienne sur l'armée de Belgrade, M. Cordesman estime que les deux semaines à venir seront cruciales : ou bien les hélicoptères Apache et les avions chasseurs de chars feront la diffé-

rence, ou bien il faudra intervenir au sol. Quelle que soit l'option choisie, conclut-il, ses résultats arriveront trop tard pour empêcher les Serbes de vider le Kosovo de ses habitants.

Stephen Larrabee, de la Rand Corporation, entrevoyait quatre options, dont certaines recourent les précédentes : intensifier les bombardements pendant de longs mois, avec peu de chances d'emporter la décision ; envoyer des troupes au sol alors que le soutien politique et de l'opinion semble encore insuffisant ; créer une enclave pour permettre aux réfugiés de rentrer chez eux et servir de tête de pont à une offensive ; chercher un accord négocié, qui pourrait ne pas correspondre aux objectifs affichés par l'OTAN. Sur ce dernier point, beaucoup craignent, devant une vraie guerre prolongée, que les alliés - en premier lieu Bill Clinton - ne soient prêts à réduire leurs exigences et à traiter avec M. Milosevic.

En cas d'intervention au sol, comment s'y prendre ?

S'il faut intervenir sur le terrain, comment s'y prendre ? Stephen Larrabee s'accorde avec Michael Vickers, du Centre pour l'évaluation stratégique et budgétaire, pour dire que l'option la plus favorable stratégiquement - une percée de blindés en Serbie à partir de la Hongrie - est la plus délicate politiquement ; et que la plus attrayante politiquement - attaquer à partir de l'Albanie - est la plus difficile techniquement, au vu du terrain. Pour renverser M. Milosevic, il faudrait environ 200 000 hommes ; pour reprendre le Kosovo, 75 000 suffiraient. Trois à quatre mois seraient nécessaires pour amener ces hommes sur place, permettant en même temps d'accroître la pression sur Belgrade.

En raison de la difficulté du terrain, il faudra utiliser des forces légères et mobiles. Trois scénarios s'offrent dans ce cas, qui peuvent

se combiner : armer l'UCK pour qu'elle fasse le travail, ce qui ne tente pas grand monde à Washington, où l'on se méfie de guérilleros peu fiables militairement et politiquement ; former à partir des réfugiés une armée kosovare encadrée par l'OTAN ; envoyer des troupes hélicoptères et d'infanterie de montagne nettoyer le Kosovo, seules ou combinées avec des forces kosovares, et appuyées par des blindés et des frappes aériennes. Les pertes risqueraient de se compter par centaines et les opérations de durer deux mois.

Aucune de ces options ne paraît satisfaisante, mais la guerre aérienne ne marche pas ; au printemps, le météo n'est favorable qu'un jour sur quatre, l'été, deux sur cinq. Ce n'est pas bon pour nos munitions guidées par laser, et les nouvelles ne sont pas encore au point », conclut Michael Vickers.

Patrice de Beer



## La Serbie multiplie les incidents avec les pays voisins du Kosovo

ENTRE 200 et 300 soldats de l'armée yougoslave ont pénétré, mardi 20 avril, dans la zone délimitée de la péninsule de Prevlaka, placée sous le contrôle de l'ONU à la frontière entre le Monténégro et la Croatie. La zone est surveillée par une vingtaine d'observateurs de l'ONU dont un des responsables a noté que la situation y était « extrêmement tendue ».

A la demande du Conseil de sécurité, Bernard Miyet, sous-secrétaire général chargé des opérations de maintien de la paix, a ouvert une enquête, notamment en rencontrant mardi soir le représentant yougoslave à l'ONU, Vladislav Jovanovic, « pour lui demander la version des faits des autorités yougoslaves ». L'ambassadeur de Croatie auprès des Nations unies, Ivan Simonovic, a déclaré à la télévision croate qu'il était convaincu que les troupes yougoslaves se retireraient et que la question serait réglée par voie diplomatique. « Mais la Croa-

tie doit être prête à toute option possible », a-t-il avéré.

Dans la journée de mardi, des soldats yougoslaves prenant la relève de la police des frontières monténégrines avaient fermé le point de contrôle de Debeli Brijeg, à la frontière avec la Croatie, situé dans la péninsule de Prevlaka, convoitée par les deux pays. M. Simonovic a accusé l'armée yougoslave d'avoir violé un accord de 1996 sur la normalisation des relations bilatérales et d'avoir « émis des mesures positives qui ont été prises pour la stabilité et la sécurité de la région ».

Belgrade a souvent critiqué le Monténégro pour avoir maintenu ouverte sa frontière avec la Croatie. A la différence de la Serbie, il n'exige pas de visa de ses visiteurs occidentaux. Le président monténégrin Milo Djukanovic affirme, en outre, dans le *Financial Times* de mercredi que la deuxième armée yougoslave, déployée dans la

république, lui a ordonné de placer la police nationale sous son contrôle. « Il est hors de question que le ministère de l'intérieur soit subordonné à l'armée yougoslave », déclare-t-il.

Par ailleurs, les forces serbes et albanaises ont échangé des tirs mardi près du poste de Quafte E Prushit à la frontière albanowo-yougoslave, ce qui constitue le premier accrochage entre les deux armées depuis le début de la crise du Kosovo, ont rapporté des observateurs internationaux. Un soldat albanais a été blessé.

Des responsables de l'OTAN ont reproché à la Yougoslavie de tenter d'entraîner l'Albanie dans le conflit. Le commandant suprême des forces de l'Alliance en Europe, Wesley Clark, a accusé la semaine dernière Slobodan Milosevic de menacer et de tenter d'intimider les pays voisins et l'a mis en demeure de « cesser cette agression ».

— (AFP Reuters.)

## Des forces serbes commencent à étendre le nettoyage ethnique au Monténégro

ROZAJE

de notre envoyée spéciale L'homme s'efforce de témoigner, entouré d'amis qui le soutiennent. Il se tient debout devant l'hôpital de Rozaje, l'œil tuméfié par un coup de crosse de fusil. Dimanche 18 avril, son village, Kalderski Laz, blotti dans les montagnes du nord du Monténégro, à 10 kilomètres des limites du Kosovo, a été happé par la guerre. Saban Gaic, Albanais du Monténégro, a été le témoin de ce qui pourrait constituer le premier cas de nettoyage ethnique commis par des forces serbes au Monténégro.

L'armée yougoslave est entrée, dimanche, dans Kalderski Laz. Les soldats criaient des injures. Ils s'en sont pris aux réfugiés kosovars hébergés dans ce hameau musulman. Des tirs ont retenti. « Il y a eu des morts, et personne n'est venu nous prêter secours », dit Saban Gaic, blessé. Il a dénombré neuf morts et sept blessés graves. La police monténégrine, déployée sur certaines routes, plus bas dans la vallée, n'a pas pu intervenir. « Elle n'a pas osé ». Les assaillants étaient des réserves et des paramilitaires, dit-il. « Des forces d'Arkan [terroriste du conflit bosniaque] et des soldats avec des barbes, qui buvaient ».

NOUVEL EXODE

Les habitants du village ont d'abord été bloqués. Puis les hommes armés ont commencé à enlever des femmes, des enfants et plusieurs hommes. Mais avant d'atteindre la ville de Rozaje, située à 7 kilomètres de là, douze hommes ont été de nouveau interceptés et emmenés. « On ne sait pas où ils sont », constate Saban Gaic. Il se serait réfugié, mardi 20 avril, une trentaine de personnes coincées dans le village. Depuis plus d'une semaine, des rumeurs circulaient sur la présence, dans ces forêts du Monténégro, de forces serbes infiltrées du Kosovo. « Il y a six jours, ils m'ont attrapé sur la route et frappé au visage avec un bâton », raconte Saban Gaic. « Ils disaient : on va vous faire subir ici la même chose qu'au Kosovo, on va tous vous jeter dehors ».

Deux autres villages, Gorno Bukel et Dacic, auraient subi dimanche des violences semblables. Leur population s'est enfuie vers Rozaje. Selon les officiels, « six personnes au moins » ont trouvé la mort. Le vice-premier ministre monténégrin, Dragisa Burzan, s'est rendu mardi dans cette zone, accusant l'armée yougoslave d'y avoir commis des « crimes contre l'humanité ». Il est difficile de déterminer exactement d'où venaient les forces serbes en question. Cette région, proche de la Serbie, est parcourue depuis plusieurs jours par un nombre important de réserves.

Ces incidents ont déclenché une vague de panique parmi les milliers de réfugiés albanais campant à Rozaje. Craignant pour leur sécurité, ils se sont mis à quitter la région en grand nombre, la plupart filant en bus vers le sud du Monténégro. Selon l'équipe de Médecins sans Frontières, environ 3 000 personnes ont quitté Rozaje en deux

jours. Quelque vingt-quatre bus privés ont été dénombrés au départ, pleins à craquer. « Le sentiment d'insécurité est devenu énorme », constate un médecin. Environ un tiers des familles qui s'entassaient, quelques jours auparavant, dans les hangars d'une usine locale désaffectée, ont pris le train, en dépit de la présence de quelques policiers monténégrins censés surveiller les lieux. « Seuls les plus pauvres, ceux qui ne peuvent pas payer les 25 deutschemarks pour le bus, restent ici », dit un réfugié devant l'usine.

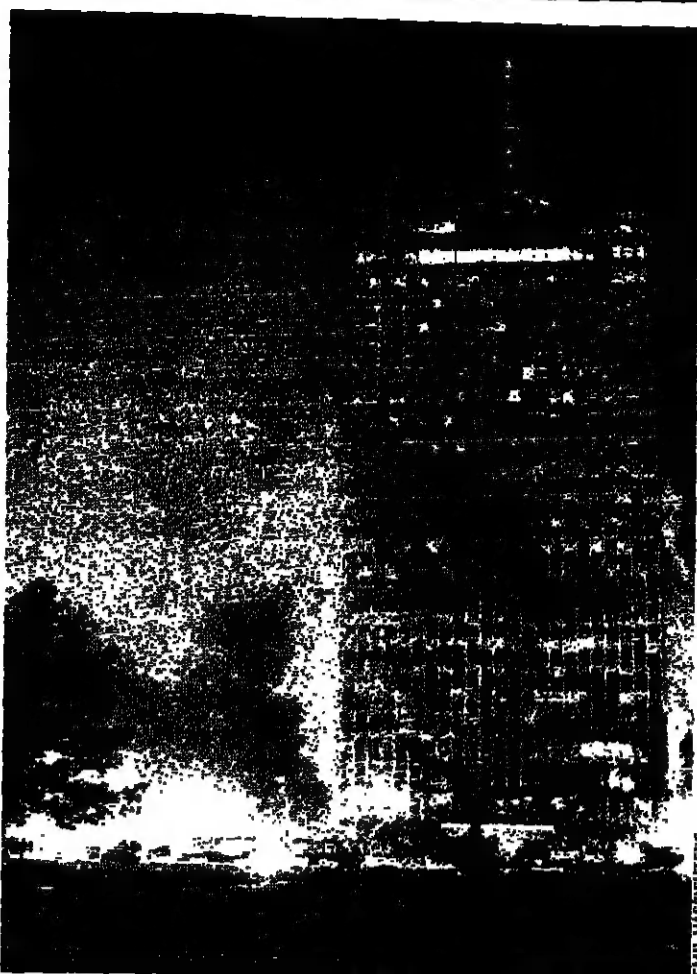
Ce nouvel exode de la population réfugiée, s'il se poursuit, devra entraîner un redéploiement de l'aide humanitaire, qui arrive difficilement au Monténégro. La petite République a accueilli en trois semaines environ 70 000 personnes déplacées, réparties sur deux « pôles » : Rozaje, au nord, et le centre balnéaire d'Ulcinj, au sud. En cas d'afflux en provenance du nord, les capacités d'accueil d'Ulcinj — déjà insuffisantes en raison du refus des autorités monténégrines de réquisitionner des hôtels de la région, tandis que la chambre chez l'habitant est souvent très cher payée par les réfugiés — risquent d'être complètement débordées. Plusieurs signes indiquent aussi que les départs de réfugiés vers l'Albanie ont augmenté. Comme si chacun mesurait désormais le risque de rester dans un pays, le Monténégro, où l'armée yougoslave est non seulement présente, mais de plus en

plus agressive envers les autorités locales.

L'annonce, mardi, que le commandement de l'armée fédérale au Monténégro veut désormais « prendre le contrôle » des forces de police, a aggravé ces craintes. Partout où ils sont logés, les réfugiés kosovars violent en la police locale, loyale au régime « réformateur » de Podgorica — la capitale — une garantie de sécurité, tandis que la multiplication des contrôles de l'armée, sur les routes et dans les villes, les terrifie à juste titre.

Les événements du 18 avril dans la région de Rozaje montrent aussi que le Monténégro — République relativement épargnée par les violences intercommunautaires durant les guerres yougoslaves de 1991-1995, notamment parce qu'elle était l'alliée, pendant ces conflits, de la Serbie — pourrait voir la coexistence des différents groupes ethniques voler en éclats. Peuplé de 650 000 habitants, le Monténégro, où la population majoritaire est slave orthodoxe, très proche des Serbes, dont elle partage la langue, compte 13 % de musulmans et 7 % d'Albanais, auxquels s'ajoutent désormais les réfugiés. Au nord, près de Rozaje, le long de la frontière avec la Serbie, le Monténégro côtoie en outre le Sandjak, une région particulièrement sensible, où vit une importante minorité musulmane, à cheval sur les deux Républiques.

Natalie Nougayrède



En plein centre-ville

### A BELGRADE

Les frappes de l'OTAN ont atteint, dans la nuit de mardi à mercredi, un immeuble qui abrite le siège du parti de Milosevic (SPS), la radio-télévision Kosava, dirigée par sa fille, Marija, et la chaîne Pink, propriété d'un proche de l'épouse de M. Milosevic. Sont désormais visés les intérêts familiaux du dirigeant de Belgrade.

## M. Blair est déterminé à « faire tomber » M. Milosevic

BRUXELLES

La différence tient en deux petits mots anglais. A l'issue de sa visite, mardi 20 avril, au siège de l'OTAN à Bruxelles, le premier ministre britannique Tony Blair a affirmé que les alliés allaient poursuivre leur offensive jusqu'à ce que Slobodan Milosevic « does step down » (tombe).

Un peu plus tard, lors du point de presse quotidien de l'Alliance, son compatriote Jamie Shea, porte-parole du secrétaire général, précisait que l'opération « Force allée » serait menée jusqu'à ce que le dirigeant serbe « does back down », c'est-à-dire recule et accepte les conditions posées par l'OTAN à un arrêt des frappes. Cette nuance est celle qui sépare l'expression employée par M. Shea pour exprimer un consensus au sein des dix-neuf membres de l'Alliance, de la position de plus en plus affirmée de Londres de se donner tous les moyens, y compris terrestres, d'en terminer rapidement avec le maître de Belgrade.

Le premier ministre anglais est le premier leader occidental à effectuer une visite au siège de l'OTAN depuis le lancement de l'opération aérienne contre la Yougoslavie, une visite symbolique destinée à montrer que la Grande-Bretagne, peut-être plus que d'autres membres de l'Alliance, faisait corps avec un projet à propos duquel des doutes commencent à pointer dans certains milieux politiques et militaires.

ASSAUT TERRESTRE

La Grande-Bretagne a, dès le début du conflit, été en pointe dans l'entreprise de « diabolisation » de Slobodan Milosevic, contre lequel une croisade au nom du Bien et de la morale est non seulement justifiée, mais indispensable.

Mécontent des précautions de langage des responsables de la communication de l'OTAN, Tony Blair a dépêché auprès de Jamie Shea son porte-parole personnel Alastair Campbell, un expert en communication de choc. Ce dernier est persuadé que les médias ne sont pas friands de faits mais « d'histoires » propres à faire les gros titres de la presse populaire britannique.

Les effets des conseils de M. Campbell ne se sont pas fait attendre. Mardi, Jamie Shea, après le

même exposé des opérations du jour par le général Giuseppe Marani, s'est lancé dans une description très détaillée de « l'opération-séjour » qui serait actuellement menée par les forces serbes contre les kosovars réfugiés dans les montagnes. « L'armée et la police serbe bombardent au hasard les pentes boisées pour en faire sortir les réfugiés. Ensuite, on les rassemble pour les expulser hors de la province », M. Shea s'est ensuite attardé sur les témoignages faisant état de viols systématiques sur des jeunes filles albanaises rassemblées dans un hôtel de Decani. Mardi soir, les responsables de l'OTAN faisaient savoir que plusieurs centaines de jeunes albanais étaient contraints de servir de « banque du sang » pour les soldats et miliciens serbes blessés lors des combats avec l'UCK.

Mardi également, le secrétaire du Foreign Office, Robin Cook, a remis solennellement à Louise Arbou, procureur du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie les documents recueillis par les services spéciaux britanniques sur les crimes de guerre perpétrés par les Serbes au Kosovo.

Tony Blair, lors de sa conférence de presse à Bruxelles, ne s'est pas prononcé explicitement sur l'éventualité du passage à une opération terrestre pour faire plier Belgrade, mais il a affirmé que Slobodan Milosevic ne disposait pas de droit de veto sur le déploiement de troupes au Kosovo. Néanmoins, le quotidien anglais *The Guardian* écrit : le premier ministre « M. Blair va partir ce soir pour Washington [au sommet du cinquantenaire de l'OTAN], afin de convaincre le président Clinton qu'un assaut terrestre doit être lancé au plus vite ». « Le premier ministre va expliquer à M. Clinton, que l'offensive terrestre est la seule option crédible pour l'OTAN si l'Alliance veut atteindre ses objectifs dans un délai acceptable par les dirigeants politiques et les opinions publiques », poursuit *The Guardian*.

Lors de sa prestation bruxelloise, M. Blair s'est bien gardé de reprendre à son compte l'estimation répétée depuis plusieurs jours à l'OTAN et dans plusieurs capitales occidentales, selon laquelle l'opération « Force allée » pourrait durer encore « deux ou trois mois ».

Luc Rosenzweig

## DÉPÊCHES

CARBURANT

La compagnie pétrolière américaine Texaco a annoncé, mardi 20 avril, avoir livré du carburant à la Yougoslavie le 10 avril, près de trois semaines après le début des frappes de l'OTAN. La direction de la compagnie s'est engagée à suspendre ses exportations vers la Yougoslavie durant la durée des hostilités et un porte-parole a expliqué que Texaco avait reçu l'assurance que le carburant, raffiné au Royaume-Uni, ne serait utilisé qu'au Monténégro, neutre dans le conflit. La livraison du 10 avril équivalait à 65 000 barils. — (Reuters.)

IBRAHIM RUGOVA

Le chef du protocole d'Ibrahim Rugova (le chef modéré des Albanais du Kosovo), Adnan Merovci, a pu se rendre de Pristina à Skopje où il a rencontré des diplomates occidentaux, explique-t-il lui-même dans une interview publiée mardi 20 avril par le quotidien albanais *Fjalë* à Skopje. Il a affirmé que les récentes rencontres entre M. Rugova et les présidents yougoslave et serbe, Slobodan Milosevic et Milan Milutinovic, avaient été organisées « pour les besoins de la propagande serbe » et « n'avaient aucun contenu substantiel ». — (AFR)

KOHADITORE

Baton Haxhiu, rédacteur en chef du principal journal de langue albanaise au Kosovo, *Koha Ditore*, qui a cessé de paraître depuis le début des frappes de l'OTAN, le 24 mars, était hier à Paris et a annoncé qu'il cherchait des fonds pour relancer ce quotidien en Macédoine et en Albanie.

VIOLS

L'OSCE (Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe) a recueilli à Skopje, Ohrid et Gostivar environ 250 témoignages de réfugiés du Kosovo sur des meurtres, exécutions, pillages, et a noté que les témoignages sur les viols augmentent. « Les témoignages actuels indiquent une augmentation de la violence dans l'est du Kosovo, dont des exécutions sommaires du type de celles observées auparavant dans l'ouest du Kosovo », selon l'OSCE. Ces témoignages font également état de victimes ayant eu « la gorge tranchée, les yeux arrachés, les seins dégrèlés, le nez, les doigts, les mains et/ou les pieds arrachés... » — (AFP)

APPEL EN FAVEUR DU MONTÉNÉGRO

« La désintégration du Monténégro et ses menaces de coup d'État portent le risque d'une guerre civile », souligne un appel lancé par des intellectuels parisiens dont Pascal Bruckner, André Gide, Gilles Hertzog, Véronique Nahum-Grappe, Alain Touraine.

ORTHODOXES

Le patriarche orthodoxe russe Alexis II a rencontré, mardi 20 avril, Slobodan Milosevic et Ibrahim Rugova, selon l'agence officielle serbe Tanjug. Mardi matin, au cours d'un office religieux célébré à Belgrade avec le patriarche serbe Paul II, Alexis II a accusé l'OTAN de vouloir imposer un ordre « fondé sur le dictat de la force brutale ». — (AFP)

# Le Chinos c'est Avirex

## Avirex®

STANDARD US AIR CHINOS® SINCE 1942\*

Pour tout renseignement sur les revendeurs agréés :  
Tel. 01.42.21.02.09 - Fax 01.42.21.05.09

\*"LE CHINOS" PORTÉ PAR L' "US AIR FORCE" DEPUIS 1942

مَكُونَا مِنَ الْأَمَلِ



## Les autorités macédoniennes redoutent les agissements de l'UCK sur leur sol

23 % de la population est de langue albanaise

Les autorités macédoniennes redoutent que les agissements de l'Armée de libération du Kosovo (UCK) sur son sol, en particulier dans les zones à

population albanophone, ne déboulent la guerre. Le ministre de l'intérieur macédonien, qui rappelle que

23 % de la population du pays est de langue albanaise, a lancé une mise en garde aux pays occidentaux et aux organisations humanitaires.

**SKOPJE**  
de notre envoyé spécial  
L'avertissement a été lancé le vendredi 16 avril. Ce jour-là, la police macédonienne annonçait la découverte d'une cache d'armes dans une mine située près de la ville de Kumanovo. Depuis, un convoi d'armes a également été intercepté par les autorités. Le journal albanais édité à Skopje, *Fakti*, a beau émettre des doutes sur la réalité de ces révélations, le message adressé à l'Armée de libération du Kosovo (UCK) est clair : la Macédoine ne veut pas servir de base arrière pour les miliciens albanais.

Ce mardi 20 avril, la presse macédonienne est alarmée. « L'UCK veut attirer la Macédoine dans la guerre », titrent les journaux. Pavle Trajanov, le ministre de l'intérieur, n'a pas de mots assez durs contre ceux qu'il accuse de vouloir « déstabiliser » son pays. « Parmi les réfugiés albanais du Kosovo, il y a un certain nombre de membres ou de sympathisants de l'UCK. Ils ont organisé des filières pour recruter des hommes et pour les faire passer en Albanie où ils reçoivent un entraînement militaire. Parmi les gens qui sont envoyés là-bas, il y a même des adolescents », assure le ministre en brandissant un rapport attribué à ses services, avant d'énumérer les noms d'une vingtaine de villages où les groupes de l'UCK seraient comme des poissons dans l'eau. Le responsable macédonien donne également la liste de trois villages situés dans la région de Tetovo où les agents recruteurs de l'UCK agiraient presque de manière officielle.

Selon lui, mille personnes seraient déjà arrivées de la sorte en Albanie, dont une soixantaine de citoyens macédoniens de langue albanaise. Ces derniers constituent



23 % de la population du pays si on se réfère aux résultats du recensement organisé en 1994, contre 66 % de Macédoniens slaves. Ce chiffre est cependant contesté par les Albanais qui se disent plus nombreux. Quel qu'il soit, il permet aux combattants kosovars de tisser leurs réseaux, ne serait-ce qu'en jouant des liens familiaux.

Pour ce nouveau ministre arrivé aux responsabilités avec la coalition formée après les élections de novembre 1998, l'apprentissage est rude. L'activisme de l'UCK, « qui est encouragé par les bombardements de l'OTAN », présente selon lui une réelle menace pour la Macédoine. C'est tout d'abord la coalition au pouvoir qui est menacée. L'alliance inattendue des nationalistes macédoniens et des nationalistes albanais va-t-elle résister à cette pression ?

Selon Pavle Trajanov, la présence d'Albanais dans le gouverne-

ment, même si aucun n'a été nommé à un ministère régulier, avait contribué à faire baisser les tensions entre les deux grandes communautés du pays. Après les querelles suscitées par le déploiement de drapeaux albanais sur les édifices publics de villes albanaises ainsi que par la création d'une université albanaise « sauvage » à Tetovo, « nous avons décidé de régler nos problèmes par la discussion », mais qu'en sera-t-il demain ?

« Actuellement, les extrémistes albanais de Macédoine n'ont pas de grain à moulin du fait de la politique équilibrée de mon gouvernement. Il existe des responsables de police albanais et l'administration s'occupe de plus en plus d'eux, alors ils exploitent le problème du Kosovo », argumente le ministre qui voit loin. « Ils vont multiplier les infiltrations, les recrutements et les

camps d'entraînement en Albanie et à partir du mois de septembre, ils commenceront les opérations contre nous, comme au Kosovo. » Pourquoi le mois de septembre ? « Parce qu'à cette date, la question du Kosovo aura été réglée et qu'ils pourront passer à la suite, la constitution d'une Grande Albanie avec le Kosovo et des territoires pris au Monténégro et à la Macédoine ». Le ministre n'en démord pas. « Les instructions qu'ils donnent vont en ce sens. Ils font pression sur nos citoyens en leur disant : aidez-nous et

**L'activisme de l'UCK « est encouragé par les bombardements de l'OTAN »**

nous vous aiderons. Mais jusqu'à présent, les Albanais de Macédoine ne veulent pas aller dans cette direction, car la situation ici n'a rien à voir avec celle du Kosovo. »

Très critique vis-à-vis de certaines organisations humanitaires (dont il refuse cependant de donner le nom) et qui selon lui « aident » l'UCK, Pavle Trajanov n'est guère plus tendre envers les pays occidentaux suspectés d'être trop favorables à l'Armée de libération du Kosovo. « Nous avons informé les membres du Groupe de contact de ce qui se passe ici. Ce sont eux qui ont donné une légitimité à l'UCK. J'ai réuni les ambassadeurs et ils m'ont tous assuré, y compris celui des États-Unis, qu'ils n'allaient pas le soutenir. C'est de l'intérêt de tout le monde que la Macédoine reste stable. »

Gilles Paris

## Sur la frontière albanaise, le face-à-face entre l'Armée de libération du Kosovo et les forces serbes

**VLAHENTI (frontière albanais-yougoslave)**  
de notre envoyé spécial  
En haut, sur la montagne, sur la crête pelée, là où dans les neiges court la frontière entre l'Albanie et la Yougoslavie, les forces serbes entrent leurs positions. A quelques centaines de mètres en contrebas, les combattants de l'Armée de libération du Kosovo (UCK) s'installent dans les bâtiments lépreux d'une mine désaffectée.

Le jour, les adversaires se font face. Ils s'épiegent à la jumelle, échangeant quelques coups de feu. La nuit, s'engage un mortel jeu de cache-cache. « On les voit. Ils sont tout près », dit, en montrant la première position serbe

sur une colline, le chef de la caserne de l'UCK. Un treillis recouvre ses habits de paysan kosovar. « Ils n'oseraient pas nous attaquer à pied. Nous pourrions les repousser avec vingt hommes », assure-t-il. « Mais nous ne les attaquons pas. Nous ne voulons pas que les Serbes se vengent sur les villageois albanais », explique-t-il. Il y a quelques jours, les Serbes ont pénétré le village de Vlahenti d'une quarantaine d'obus. Les habitants ont fui. Puis ils sont revenus par les chemins boueux dans leurs maisons de pierre aux toits en tuile. « Nous avons peur mais nous ne savons pas où aller », dit un homme du village. Des femmes tirent de l'eau du puits. « Et puis, ajoute ce paysan alba-

nais édenté, si l'on s'enfuit, ils ont gagné. Après le Kosovo, ils veulent nettoyer le nord de l'Albanie. » Au cantonnement de l'UCK, les combattants se préparent, eux, à reconquérir le Kosovo. La plupart sont des adolescents, à peine en âge de combattre. Dans des uniformes de camouflage neufs, ils plaisantent, jouent avec leur fusil d'assaut. Certains semblent avoir pas quinze ans. A pied, rarement en camion, des recrues encore en vêtements civils affluent. « Tous ceux qui sont ici sont des volontaires. Beaucoup sont très jeunes. Ils ont envie de se battre. On ne peut leur refuser », dit leur chef.

Beaucoup de ces combattants aux visages d'enfants vont bien-

tôt mourir. Avant même d'avoir tiré un coup de feu pour libérer leur Kosovo. Après quelques jours de préparation (quinze au mieux, quatre au pire), ils tenteront de passer la frontière pour aller aider les maquis de l'UCK de l'intérieur, encerclés par les forces serbes. La nuit tombée, ils devront traverser les champs de mines, échapper aux embuscades, aux pilonnages de l'artillerie.

**LOURDES PERTES**

Lors du passage de la frontière albanaise puis du franchissement de la « zone de sécurité » d'une dizaine de kilomètres taillée par les Serbes à l'intérieur du Kosovo, les pertes de l'UCK seraient souvent de près de 50 %. « Et parfois de 100 % », dit un combattant albanais.

Et, sur la frontière albanaise où les troupes de l'UCK se gonflent de l'afflux de volontaires venus d'Occident, du flot des humiliés, des expulsés du Kosovo qui veulent y retourner, mais les armes à la main, les Serbes colmatent les brèches. « L'Armée yougoslave continue de miner la frontière », raconte un observateur militaire occidental qui a vu une unité serbe enfouir les pièges mortels dans la montagne.

« L'OTAN doit créer un corridor pour l'UCK, détruire les chars et l'artillerie qui tiennent la frontière », s'exclame, dans un village frontalier, Gani Sulaj, le porte-parole de l'UCK pour la région. « Nous ne voulons pas que des soldats étrangers meurent pour le Kosovo, mais que l'on nous aide. L'OTAN devrait parachuter des armes, des vivres et des médicaments à l'UCK, à l'intérieur du Kosovo. Dans la Drenica (centre du Kosovo), la situation est dramatique. Sans parachutage, la situation va devenir critique au Kosovo. Et l'Occident, estime-t-il, sera responsable. »

Hector Forest

Jean-Baptiste Naudet

### L'Alliance « criminelle et fasciste »

A QUELQUES JOURS de la célébration du 50<sup>e</sup> anniversaire de l'OTAN, la télévision serbe a tenu à célébrer l'événement avec de nouveaux clips dénonçant l'Alliance « criminelle » et « fasciste ». Une animation de synthèse montre une formation de chasseurs américains en forme de croix gammée à laquelle répond un vol de Mig 29 en arc de cercle avec la légende : « opération boomerang ». Une émission spéciale tire un sombre bilan de l'existence de l'OTAN.

Milos Knezevic, de l'institut de géopolitique, explique ainsi que l'Alliance est devenue une « organisation militante, expansive et agressive », l'instrument de la domination des États-Unis sur le monde en général et, en particulier, sur une Europe maintenue « en position d'infériorité ».

A cette occasion, la télévision serbe donne sa version de la guerre au Kosovo, première étape d'un conflit « dirigé contre les peuples slaves, obstacles, pour les Américains, sur la route conduisant aux puits de pétrole du Caucase ». Le commentateur croit savoir que le Kosovo « renferme l'un des plus riches gisements de plomb et de zinc d'Europe », qu'« Alexandre le Grand l'avait utilisé en son temps pour financer ses guerres en Asie Mineure » et que, comme par hasard, « ces mines sont les seules pour l'instant à ne pas être la propriété d'une multinationale américaine ». Selon le commentateur de la télévision, le conflit en Yougoslavie trouve aussi ses rac-

sons dans la situation économique dans le monde. Après les problèmes rencontrés sur les places financières d'Asie, de Russie et d'Afrique, « l'argent a submergé le marché des devises dans le monde ». Il fallait donc trouver un endroit pour placer cet argent, plus de 10 000 milliards de dollars utilisés dans une « guerre sur le sol européen qui peut garantir un accroissement du capital aux meilleurs taux ».

Revenant à l'aspect militaire du conflit, Milos Knezevic constate qu'il s'agit d'un « test de la force de l'Alliance, de l'OTAN et des États-Unis ». Ce ne serait pas seulement le peuple serbe qui serait visé mais la Russie et surtout la Chine, « le futur concurrent des États-Unis », dont « on teste les réactions sur notre dos ». L'émission n'a pas omis un rappel du passé, notant que l'action de l'OTAN sur la Yougoslavie marque le retour « illégal » de l'Allemagne en tant que participant aux opérations militaires.

Rappelant les crimes du nazisme, la télé serbe affirme : « Partout où il y a des meurtres, il y a l'armée allemande. » Ainsi, l'histoire de l'Allemagne et des États-Unis « qui commencent aussi par un génocide, celui des Indiens » - « se poursuit aujourd'hui par un nouveau génocide, à l'encontre des Serbes ». « La Serbie a survécu à Hitler, la Serbie et le monde peuvent survivre à Clinton », conclut l'émission.

## Abdelaziz Bouteflika a été proclamé président de la République algérienne

**ALGER**. Abdelaziz Bouteflika a été proclamé, mardi 20 avril, président de la République par le Conseil constitutionnel. M. Bouteflika - le cinquième président - a recueilli le 15 avril 7 445 045 voix. Le président élu prendra ses fonctions immédiatement après sa prestation de serment qui interviendra la semaine prochaine, selon les informations de certains journaux d'Algérie. M. Bouteflika est suivi d'Ahmed Taleb Ibrahim avec 1 265 594 voix, Abdallah Djaballah avec 400 080 voix, Hocche Ali Ahmed avec 321 179 voix, Mouloud Hamrouche avec 314 160 voix, Mokdad Sli avec 226 139 voix et Youssef El Khatib avec 121 414 voix. Le taux de participation à ce scrutin a été de 60,25 % sur les 17 488 759 inscrits. Selon les six adversaires de M. Bouteflika, qui se sont retirés à la veille du scrutin après le refus du gouvernement d'annuler les premiers votes chez les nomades du Sahara et dans les casernes, votes entachés, selon eux, de fraude, ce taux oscille entre 20 % et 30 %. - (AFP Reuters.)

## L'Union européenne suspend ses sanctions contre la Libye

**BRUXELLES**. L'Union européenne (UE) a suspendu, mardi 20 avril, ses sanctions contre la Libye, ainsi que l'avaient fait les Nations unies il y a deux semaines, après le transfert aux Pays-Bas de deux Libyens accusés de l'attentat contre un avion de la PanAm, en 1988, au-dessus de Lockerbie. L'UE a précisé, dans une déclaration, qu'elle se prononcera sur la levée définitive des sanctions après l'étude d'un rapport de l'ONU - qui doit être achevé dans un délai de quatre-vingt-dix jours - sur le respect par la Libye de toutes les conditions fixées pour mettre fin à ces sanctions.

Établies en 1992 par le Conseil de sécurité des Nations unies, après le refus de la Libye de remettre les deux hommes à la justice américaine ou britannique pour qu'ils soient jugés, ces sanctions prévoyaient notamment un embargo aérien. L'UE a fait savoir qu'elle maintenait un embargo de 1986 sur les exportations d'armes vers la Libye, ainsi que les restrictions imposées à son personnel diplomatique. Ces mesures ont été adoptées en raison du soutien de la Libye au terrorisme international, note l'UE. - (Reuters.)

## Le parquet requiert la peine capitale contre Abdullah Öcalan

**ANKARA**. Le parquet de la Cour de sûreté de l'État d'Ankara requiert la peine de mort contre le chef rebelle kurde Abdullah Öcalan pour trahison, dans l'acte d'accusation qu'il vient de rédiger, a indiqué mardi 20 avril l'agence Anatolie. Le chef du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), qui mène depuis 1984 une rébellion armée dans le Sud-Est à majorité kurde, est accusé de « trahison et atteinte à l'intégrité territoriale de la Turquie », conformément à l'article 125 du code pénal turc, selon Anatolie.

La Cour de sûreté de l'État d'Ankara, qui a déjà ouvert en 1997 un procès contre le dirigeant rebelle sous les mêmes chefs d'accusation, doit décider le 30 avril, dans le cadre de cet ancien procès, de joindre les deux procédures et fixera une date pour l'ouverture du nouveau procès, précise Anatolie. Celui-ci se déroulera sur l'île-prison d'Imrali, en mer de Marmara (ouest), où le chef du PKK est détenu depuis sa capture au Kenya le 15 février. - (AFP)

**EUROPE**

■ **UNION EUROPÉENNE** : la Commission européenne devait proposer, mercredi 21 avril, de sanctionner financièrement la France pour l'obligation de lever l'interdiction du travail de nuit des femmes. Elle suggère à la Cour européenne de justice de Luxembourg d'infirmer une astreinte financière tant que Paris n'aura pas respecté la directive européenne de 1976 interdisant toute discrimination homme-femme dans la législation du travail. - (AFP)

■ **RUSSIE** : le procès du journaliste Grigori Pasko, jugé pour « haute trahison » à Vladivostok, a été de nouveau suspendu et renvoyé au jeudi 22 avril, à la demande de la défense. Grigori Pasko, arrêté en novembre 1997 et accusé d'espionnage pour ses reportages sur la pollution causée par la flotte russe, risque une peine de vingt années de prison. - (AFP)

■ **TURQUIE** : Tarkan, la pop-star de vingt-sept ans, sera déchu de sa nationalité s'il ne rentre pas immédiatement en Turquie pour accomplir son service militaire, après avoir laissé passer la date-but, ont rapporté mardi 20 avril les médias turcs. - (AFP)

**AMÉRIQUES**

■ **COLOMBIE** : la guérilla a annoncé, mardi 20 avril, qu'elle ne reprendrait les discussions de paix avec les autorités qu'après « nouvel examen des garanties du gouvernement de lutter efficacement contre les paramilitaires de droite ». Les Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC) avaient bloqué le processus de paix voilà trois mois, réclamant du gouvernement des mesures concrètes contre les milices paramilitaires. - (AFP)

**PROCHE-ORIENT**

■ **ÉTATS-UNIS/IRAN** : la Maison Blanche a condamné, mardi 20 avril, les persécutions dont sont victimes les babaïs en Iran et a appelé le président Khatami à intervenir pour faire libérer tous ceux emprisonnés pour l'exercice de leur religion. Le porte-parole de la Maison Blanche a indiqué, dans un communiqué, que les États-Unis étaient « particulièrement préoccupés » par la condamnation récente de quatre Iraniens de l'Institut supérieur d'éducation bahá'í, Sina Hakimian, Farzad Khajeh Shariabadi, Habibullah Ferdosian Najafabadi et Ziaullah Mirzapour, condamnés à des peines de trois à dix ans de prison. - (AFP)

**AFRIQUE**

■ **NIGER** : Mohamed Anako, un des responsables de l'ex-rébellion touarègue, a été nommé, mardi 20 avril, ministre-conseiller spécial du chef de l'État, le commandant Daouda Mallam Wanké. M. Anako a dirigé l'Union des forces de la résistance armée (UFR), coalition d'ex-rébelles touarègues et touaregs, jusqu'à la signature de l'accord de paix du 28 novembre 1997. - (Reuters.)

## M. Kabila s'abandonne à son propre parti au Congo-Kinshasa

**KINSHASA**. Le président de la République démocratique du Congo (RDC, ex-Zaïre), Laurent-Désiré Kabila, a annoncé mardi 20 avril « la disparition » de son parti politique, l'Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo (AFDL). M. Kabila a justifié sa décision en expliquant que le mouvement était voué à la « médiocrité » par des militants lancés dans une « course effrénée à l'enrichissement ». L'AFDL avait conduit l'offensive victorieuse de M. Kabila contre le régime de feu Mobutu Sese Seko en 1996-1997. « L'AFDL était composée de quatre mouvements, dont trois étaient légitimes par l'Armée », a déclaré M. Kabila en référence à ses ex-alliés rwandais et ougandais. « La disparition de l'AFDL était inscrite dans l'ordre des choses », a-t-il expliqué. - (AFP)

L'Inde s'est  
de son quatrième g



## L'Inde s'est mise à la recherche de son quatrième gouvernement en trois ans

Sonia Gandhi s'efforce de succéder à Atal Bihari Vajpayee

La veuve de Rajiv Gandhi, Sonia Gandhi, d'origine italienne, tente de ramener au pouvoir le Parti du Congrès qu'elle préside à la faveur de

la crise politique dans laquelle a chuté, samedi 17 avril, la coalition emmenée par Atal Bihari Vajpayee. Dans un climat d'affaiblisse-

ment de l'Etat central, l'Inde en est à nouveau à rechercher un gouvernement, son quatrième en trois ans.

**NEW DELHI**  
de notre correspondante  
en Asie du Sud  
Héritière de la dynastie Nehru-  
Gandhi, Sonia Gandhi, présidente

**ANALYSE**  
Les partis régionaux, arbitres du pouvoir, réagissent en fonction de calculs locaux

Dans un pays pluraliste comme l'Inde, le phénomène n'aurait rien de condamnable, si ce n'était que les partis réagissent d'abord et avant tout en fonction de leurs calculs locaux. Au pouvoir depuis treize mois seulement, le gouvernement de Atal Bihari Vajpayee est tombé le 17 avril parce qu'il n'a pas voulu satisfaire à l'exigence de son allié du Tamil Nadu, M<sup>me</sup> Jayalalitha, de démettre le gouvernement élu à Madras, ce qui aurait entraîné la fin des poursuites contre M<sup>me</sup> Jayalalitha dans plusieurs affaires de corruption.

Après avoir satisfait nombre d'exigences de cette alliée incommode qui lui avait permis d'arriver au pouvoir - transfert de hauts fonctionnaires, postes ministériels -, M. Vajpayee a résisté à sa dernière demande - un prétexte - qui était la réintégration du chef d'état-major de la marine, renvoyé en décembre.

La difficulté se rencontre aujourd'hui le Congrès à former un gouvernement tient au fait que ses alliés dans la chute du cabinet Vajpayee craignent, en l'aidant, de le renforcer à leur propre détriment. L'exemple de l'Uttar Pradesh, qui envoie 85 députés au Parlement central, est éclairant. Opposant féroce du Congrès en Uttar Pradesh, le chef du Parti Samajwadi et an-

Après avoir satisfait nombre d'exigences de cette alliée incommode qui lui avait permis d'arriver au pouvoir - transfert de hauts fonctionnaires, postes ministériels -, M. Vajpayee a résisté à sa dernière demande - un prétexte - qui était la réintégration du chef d'état-major de la marine, renvoyé en décembre.

Après avoir satisfait nombre d'exigences de cette alliée incommode qui lui avait permis d'arriver au pouvoir - transfert de hauts fonctionnaires, postes ministériels -, M. Vajpayee a résisté à sa dernière demande - un prétexte - qui était la réintégration du chef d'état-major de la marine, renvoyé en décembre.

Après avoir satisfait nombre d'exigences de cette alliée incommode qui lui avait permis d'arriver au pouvoir - transfert de hauts fonctionnaires, postes ministériels -, M. Vajpayee a résisté à sa dernière demande - un prétexte - qui était la réintégration du chef d'état-major de la marine, renvoyé en décembre.

Après avoir satisfait nombre d'exigences de cette alliée incommode qui lui avait permis d'arriver au pouvoir - transfert de hauts fonctionnaires, postes ministériels -, M. Vajpayee a résisté à sa dernière demande - un prétexte - qui était la réintégration du chef d'état-major de la marine, renvoyé en décembre.

Après avoir satisfait nombre d'exigences de cette alliée incommode qui lui avait permis d'arriver au pouvoir - transfert de hauts fonctionnaires, postes ministériels -, M. Vajpayee a résisté à sa dernière demande - un prétexte - qui était la réintégration du chef d'état-major de la marine, renvoyé en décembre.

Après avoir satisfait nombre d'exigences de cette alliée incommode qui lui avait permis d'arriver au pouvoir - transfert de hauts fonctionnaires, postes ministériels -, M. Vajpayee a résisté à sa dernière demande - un prétexte - qui était la réintégration du chef d'état-major de la marine, renvoyé en décembre.

Après avoir satisfait nombre d'exigences de cette alliée incommode qui lui avait permis d'arriver au pouvoir - transfert de hauts fonctionnaires, postes ministériels -, M. Vajpayee a résisté à sa dernière demande - un prétexte - qui était la réintégration du chef d'état-major de la marine, renvoyé en décembre.

Après avoir satisfait nombre d'exigences de cette alliée incommode qui lui avait permis d'arriver au pouvoir - transfert de hauts fonctionnaires, postes ministériels -, M. Vajpayee a résisté à sa dernière demande - un prétexte - qui était la réintégration du chef d'état-major de la marine, renvoyé en décembre.

Après avoir satisfait nombre d'exigences de cette alliée incommode qui lui avait permis d'arriver au pouvoir - transfert de hauts fonctionnaires, postes ministériels -, M. Vajpayee a résisté à sa dernière demande - un prétexte - qui était la réintégration du chef d'état-major de la marine, renvoyé en décembre.

Après avoir satisfait nombre d'exigences de cette alliée incommode qui lui avait permis d'arriver au pouvoir - transfert de hauts fonctionnaires, postes ministériels -, M. Vajpayee a résisté à sa dernière demande - un prétexte - qui était la réintégration du chef d'état-major de la marine, renvoyé en décembre.

Françoise Chipaux

## Quand un Marocain interpelle son tortionnaire

« JE VOUS REVOIS très élégant ou plutôt coquet. Vous vous déplacez toujours avec une clique de sbires qui déploient sur les rangées de corps étendus une aile noire [...] Vous contemplez avec délectation vos prisonniers accroupis dans les caves et les couloirs [...] Vous marchiez de pas comptés dans le cimetière des vivants appelé Derb Moulay Cherif, et un parfum emplissait l'air, un parfum d'eau de Cologne. Dans ma mémoire, l'eau de Cologne se mêle à l'odeur de tabac blond, de peau brûlée et à une autre, celle d'urine, de crasse et d'excréments. Vous assistiez toujours aux séances de torture, et en fait les dirigez [...] »

Ainsi commence la « Lettre ouverte à mon tortionnaire » publiée sans commentaire, vendredi 16 avril, dans deux quotidiens marocains, *Libération* et *Al Itihad Al Ichiraki*. L'auteur, Salah El Ouadi, interpelle son bourreau, évoque le souvenir de ses compagnons - Abdelatif, « mort sous les coups de fouet et enterré sous un faux nom » ; Miloud, « qui a perdu la raison » ; Abdallah, « réduit à un tas de pensements sanguinolents » -, avant de plaider contre l'oubli, « honteuse comédie qui mépriserait le droit des victimes ».

L'homme sait de quoi il parle. Militant de gauche, il a été arrêté en 1974 et détenu au secret. Il avait 22 ans. Torturé pendant plus d'une année par 140 prisonniers d'opinion, il sera condamné à vingt ans de prison pour atteinte à la sûreté de l'Etat et à deux années supplémentaires pour outrage à magistrat. En 1984, par grâce royale, il sera libéré.

**K. Y., COMMISSAIRE DE POLICE**

Le tortionnaire auquel s'adresse Salah n'est pas un inconnu. Commissaire de police, K. Y. a sévi pendant des années au Derb Moulay Cherif, à Casablanca, l'un des centres de torture du régime. Il est aujourd'hui l'un des responsables de la Sûreté nationale. Il y a deux ans, raconte Salah dans sa lettre, K. Y. est venu à Genève devant les Nations unies « témoigner qu'il n'y a pas de torture » au Maroc. « Je ne sais qui a conseillé votre nomination comme membre de la délégation officielle [mais] quelle déchéance et quelle bassesse », commente Salah.

Que le texte ait été publié par *Libération*, quotidien dont le directeur n'est autre que l'actuel premier ministre (socialiste) du gouvernement d'alternance, Abdelrahmane Youssoufi, et

par *Al Itihad Al Ichiraki*, son pendant en langue arabe, dirigé par un autre personnalité du gouvernement, le socialiste Mohamed El Yazghi, ne signifie pas que le commissaire risque d'être inquiété. Il y a quelques jours, en effet, le Conseil consultatif des droits de l'homme (CCDH), un organisme qui dépend du roi Hassan II, a blanchi par avance tous les bourreaux du royaume en expliquant que « la réaction des autorités [...] et de leurs auxiliaires » pendant les années de plomb visait à « préserver la quiétude de l'Etat et sa sécurité » menacée par les auteurs de « crimes d'atmosphère à la sharia de l'Etat ». Justement ce dont était accusé Salah El Ouadi.

Ce dernier a déjà eu sa revanche. Depuis la publication de la lettre ouverte - une première -, le téléphone n'a cessé de sonner à son domicile. « Des Marocains anonymes qui m'appellent pour me féliciter », raconte-t-il. Son roman *Al Ariss (Le Marié)*, témoignage de prison publié à compte d'auteur à 4 500 exemplaires, est épuisé. Une traduction en français et en anglais sera bientôt disponible.

Jean-Pierre Tuquoy

## Amnesty International émet de vives critiques contre l'Autorité palestinienne

« L'AUTORITÉ PALESTINIENNE sape l'autorité de la loi », fait fi des exhortations du Conseil législatif, des organisations non gouvernementales et de l'opinion publique palestinienne et transgresse le pouvoir judiciaire, par l'arrestation et le maintien en détention de centaines de Palestiniens, parfois sans procès ni jugement, déplore Amnesty International, dans un rapport rendu public mercredi 21 avril.

D'après Amnesty, les pressions exercées par Israël et les Etats-Unis sur l'Autorité palestinienne pour qu'elle incarcère les islamistes expliquent, au moins en partie, le comportement du gouvernement de M. Arafat. Mais, insiste l'organisation de défense des droits de l'homme, ces pressions ne sauraient justifier le mépris des règles du droit, tant en ce qui concerne les détenus qualifiés de « prisonniers de sécurité », que les

prisonniers dits politiques. A propos des premiers, « on croit savoir qu'ils sont soupçonnés d'avoir collaboré d'une manière ou d'une autre avec Israël ». Les « politiques » sont « presque toujours soupçonnés de soutenir des groupes islamistes ».

**DÉTENUS « AU SECRET »**

Quelque 120 prisonniers « politiques » sont, selon le rapport, maintenus en détention, « sans inculpation ni jugement », depuis plus d'un an et une centaine d'autres depuis plusieurs mois. Quelques-uns ne seraient que des prisonniers d'opinion, dans la mesure où ils n'expriment qu'une opposition « non violente » à l'Autorité palestinienne ou expriment des propos « susceptibles d'embarrasser cette dernière ».

Amnesty critique la création, en 1995, d'une Cour de sûreté de l'Etat, qui, non seulement organise

des procès « manifestement inéquitables » et, à la satisfaction des Etats-Unis, prononce « de lourdes peines pouvant aller jusqu'à vingt-cinq ans d'emprisonnement », mais permet aussi à l'Autorité de court-circuiter la Haute Cour de justice.

Il y aurait au moins 250 prisonniers « de sécurité » détenus « au secret », sans inculpation ni jugement depuis plus d'un an, la plupart étant soumis « à la torture ou aux mauvais traitements ». Leur détention peut durer « des semaines, des mois, voire des années ».

« Au moins deux détenus ont "disparu" après leur arrestation. (...) A la connaissance d'Amnesty, aucune personne accusée de "collaboration" avec Israël n'a été jugée par l'Autorité palestinienne pour ses activités. » L'organisation note aussi que les accusations de collaboration ont « souvent été utilisées par l'Autorité palestinienne pour calomnier certains opposants ».

Déplorant que l'Autorité ne se soit « généralement pas montrée coopérative avec la Haute Cour de justice », dont les injonctions pour la remise en liberté des détenus restent lettre morte, Amnesty rappelle que, par deux fois, des juges ont été destitués « sans raison valable ».

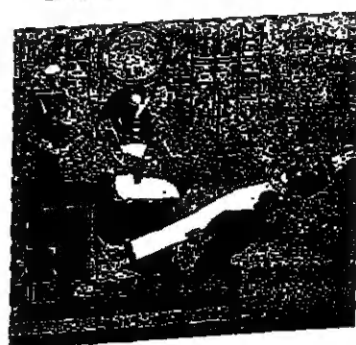
Fayez Abou Rahmed, nommé procureur général en juillet 1997, a démissionné en avril 1998 en invoquant « des ingérences et des obstacles rencontrés dans [son] travail ».

Amnesty demande la libération « immédiate et sans condition » des prisonniers « de sécurité » et des « politiques » ou l'organisation de procès « équitables ». Elle requiert d'Israël de préciser que « les poursuites [exigées de l'Autorité palestinienne] à l'encontre des auteurs d'actes de violence ne peuvent être engagées que conformément à la loi ».

# Un trafic en pleine expansion

Emmanuel de Roux  
Roland-Pierre Paringaux

## Razzia sur l'art



Vol, pillages, recels à travers le monde

Fayard

352 pages  
135 F

Une enquête édifiante dans l'univers des pilliers d'antiquités et des bandits de haut vol spécialisés dans l'art.

Anne Muratori-Philip, *Le Figaro*

L'enquête [d'Emmanuel de Roux et Roland-Pierre Paringaux] se lit comme un roman policier.

Odile Le Bihan,  
Le Républicain Lorrain

**FAYARD**

سكوا من الأصل



**OPPOSITION** Le bureau politique de l'UDF a approuvé à une très large majorité, mardi 20 avril, la volonté de François Bayrou, son président, de conduire une liste auto-

nome pour les élections européennes du 13 juin, sans céder aux appels à l'union de l'opposition lancés par le RPR et Démocratie libérale. La commission des investitures

de cette liste devait se réunir mercredi. **NICOLAS SARKOZY**, président par intérim du mouvement gaulliste, a décidé de prendre la tête d'une liste RPR-DL en compagnie d'Alain

Madelin. **AU RPR**, le bureau politique devait, mercredi, entériner cette décision et s'employer à renvoyer sur l'UDF la responsabilité de la division actuelle. **JACQUES**

**CHIRAC**, surpris par la détermination de M. Bayrou, n'est pas parvenu à susciter la liste d'union qu'il appelait de ses vœux après le retrait du président du RPR, Philippe Séguin.

## Le RPR et l'UDF se disputent la recomposition de la droite

La décision de François Bayrou de maintenir sa liste aux élections européennes contraint le président par intérim du RPR, Nicolas Sarkozy, à s'engager dans ce scrutin. Cet affrontement affaiblit la stratégie de Jacques Chirac pour l'après-13 juin

À 14 H 30, mardi 20 avril, les derniers doutes de François Bayrou sont envolés. Les réactions enregistrées après son émission de dimanche soir, sur TF1, continuent d'être très favorables : le RPR et Démocratie libérale se débattent dans une situation peu enviable ; et, surtout, le bureau politique de l'UDF, qui s'achève après trois heures et demi de débat, vient de lui démontrer que la grande majorité de ses lieutenants appuient sa démarche et, qui plus est, qu'ils sont prêts à le montrer. Cette fois, les centristes sont déterminés. M. Bayrou maintiendra donc sa liste aux élections européennes.

À 11 heures, lorsque la réunion commence, presque tous les cadres de la maison sont présents. Seuls manquent à l'appel André Santini, un des vice-présidents du parti, excusé, et Pierre Méhaignerie, en vacances aux États-Unis. Consulté auparavant par téléphone, l'ancien président du CDS a prudemment suggéré à ses amis

d'essayer de « gagner du temps ». Il sera bientôt hors sujet. Parmi les présents, tous, ou presque, s'expriment. François Léotard fait exception. Il a confié à Dominique Pallé, directeur de la campagne de M. Bayrou, qu'une liste séparée est peut-être la moins mauvaise solution, mais qu'aucune des solutions possibles n'est bonne. Les participants y lisent une manifestation de fidélité balladrière.

### « SARKOZY RÉTRÉCIT CHIRAC »

Les gradés du Sénat, en revanche, sont plus bavards. Et ce n'a pas toujours été le cas : ils appuient la thèse de la liste UDF autonome. René Monory, battu à la présidence du Sénat, au mois d'octobre 1998, par le RPR Christian Poncelet, désormais membre du comité politique qui entoure le président par intérim du parti gaulliste, Nicolas Sarkozy, applaudit des deux mains la fermeté affichée par M. Bayrou. Jean Arthuis, président du groupe de l'Union

centriste du Sénat, n'est pas en reste. Alain Lambert, rapporteur général du budget au Palais du Luxembourg, suit le mouvement : « Pour le président de la République lui-même, il vaut mieux une pluralité de listes. Car Sarkozy rétrécit Chirac », plaide-t-il notamment. Les candidats à une place sur la liste dont l'existence est mise en débat - Alain Lamassouze, Thierry Cornillet, etc. - poussent les uns après les autres à sa constitution. Même Nicole Fontaine, auteur, il y a quelques semaines, d'une tribune parue dans *Le Figaro* plaçant pour une liste d'union, abonde en ce sens. Gilles de Robien, porte-parole de l'UDF, confirme son soutien, tandis que Bernard Bosson, ancien rival de M. Bayrou pour la présidence du CDS, ne ménage pas le sien.

À côté des partisans déterminés de la liste, qui constituent au moins les deux tiers de l'assemblée, d'autres souhaiteraient un dialogue avec le RPR. C'est le cas

de Renaud Donnedieu de Vabres, député d'Indre-et-Loire et proche de M. Léotard, qui penche, depuis longtemps, du côté de l'union de l'opposition : de Dominique Baudis, député et maire de Toulouse, qui fut la tête de liste de l'ensemble de l'opposition aux européennes de 1994 ; Hervé de Charette, président délégué de l'UDF, qui, les jours précédents, a semblé pencher en faveur de la discussion, demeure dans le flou. Quant à Philippe Douste-Blazy, président du groupe de l'Assemblée nationale, quelque peu encombré de son double engagement en faveur d'une liste UDF, d'une part, et de Jacques Chirac, de l'autre, il préfère évoquer l'avenir et les équilibres à venir dans l'opposition.

Lui aussi initialement partisan de l'union de l'opposition, Jacques Barrot reconnaît cependant la valeur des arguments en faveur de la liste. Constatant que l'assemblée penche clairement de ce côté, il annonce qu'il se rangera à son

avis, mais conjure ses amis de prendre garde à l'isolement. Il les prévient aussi que l'UDF devra justifier sa liste « dans un contexte rendu plus difficile par le départ de Séguin, la guerre du Kosovo et la perspective des élections municipales et législatives ». Henri Piagnol, député du Val-de-Marne et signataire, avec Renaud Dutreil, député UDF de l'Aisne, ainsi que des députés RPR et DL, de multiples appels à l'union, fait tirer sous cape lorsqu'après un *mea culpa* - « Je me suis trompé, François, je ne pensais pas que l'hypothèse d'une liste UDF serait si bien accueillie » -, il suggère au président de l'UDF qu'il serait peut-être enfin temps de rentrer dans le rang.

Le souvenir d'humiliations passées enfume parfois les esprits. Le RPR en fait les frais. Le RPR version Nicolas Sarkozy, s'entend, puisque l'UDF s'est aujourd'hui trouvé, en Charles Pasqua, un allié de choix. « C'est lui le véritable porteur du gaullisme », Nicolas Sarkozy, c'est un autre parti », affirme ainsi Maurice Leroy, député du Loiret-Cher, ancien secrétaire général du groupe communiste du Sénat avant d'être « débauché » par M. Pasqua, puis d'être élu député UDF.

### M. PASQUA, ALLIÉ OBJECTIF

Cette alliance de revers avec M. Pasqua, c'est justement l'un des éléments qui a conduit M. Bayrou à croire en sa chance. Renoncer à sa liste, a-t-il calculé, c'eût été, pour lui, disparaître du paysage de l'opposition, qui aurait été alors entièrement occupé par les avatars du RPR : un RPR libéral et européen autour de M. Sarkozy, un RPR national autour de M. Pasqua. Et Jacques Chirac en surplomb. Maintenir la liste UDF, spéculé M. Bayrou, c'est occuper le terrain guigné par M. Sarkozy, sans contester le moins du monde celui de M. Pasqua. Seul face au RPR et à DL dans l'ancienne Alliance, M. Bayrou s'envisage aujourd'hui un allié, M. Pasqua, face au tandem Sarkozy-Madelin, qui cohabite sur le seul et même terrain du libéralisme. « Ce trépid-là me plaît », se félicite M. Bayrou.

Il ne reste plus au bureau politique qu'à trouver le moyen de

dire « non » sans passer pour le fauteur de trouble. Le communiqué charge donc M. Bayrou de défendre devant les Français une « Europe politique fédérale ». « Fédérale », c'est le seul mot que ne peut articuler un gaulliste. Pour faire bonne mesure, la date de convocation du conseil national, initialement envisagée pour le 2 mai, est avancée au dimanche 25 avril : puisque la décision est

### La gauche en hausse dans un sondage

Un mois après le début de l'intervention de l'OTAN en Yougoslavie, le chef de l'Etat et le premier ministre bénéficient du soutien croissant de l'opinion. Selon l'enquête de BVA, réalisée du 15 au 17 avril auprès d'un échantillon de 1 101 personnes et publiée par *Paris-Match* (daté 22 avril), Jacques Chirac recueille 65 % de bonnes opinions (+5 points), tandis que Lionel Jospin est crédité de 64 % de bonnes opinions (+8 points en un mois).

Ce sondage, réalisé au moment de la démission de Philippe Séguin, permet mal d'en mesurer l'impact pour les élections européennes. Une liste conduite par MM. Sarkozy et Madelin recueille 20 % d'intentions de vote, une liste autonome de M. Bayrou 8 %, tandis que la liste de MM. Pasqua et de Villiers est créditée de 9 %. A gauche, la liste de M. Hollande recueille 24,5 % d'intentions de vote (+1,3 point) ; M. Cohn-Bendit regagne 2 points à 10 %.

prise, inutile de s'exposer aux pressions en tous genres. Un nouveau bureau politique de l'UDF en précisa, jeudi, l'ordre du jour. Jeudi, dimanche : c'est, dans les deux cas, le lendemain des réunions du RPR. Il ne sera pas dit que l'UDF aura rompu la première. En attendant, au programme de mercredi, réunion de la commission des investitures.

C. C.

### Le PS constate « la profonde division du parti du président »

Le bureau national du PS a débattu, mardi 20 avril, de la situation politique à droite. « D'abord, il y a une crise de l'opposition, a notamment expliqué Alain Claeys, directeur de la campagne européenne du PS, nous sommes désormais en présence d'une profonde division au sein même du parti du président de la République. » M. Claeys a ajouté que cela « n'est pas neutre » dans le fonctionnement des institutions, mais « n'a pas précisé son analyse sur ce point.

« Plus que jamais, nous devons être un pôle de stabilité autour du premier ministre et du gouvernement », a conclu le secrétaire national du PS, réduisant ainsi par avance la capacité d'expression du Mouvement des citoyens de Jean-Pierre Chevènement, dont plusieurs responsables figurent en position éligible sur la liste socialiste pour les prochaines élections européennes.

### M. Bayrou : « Tourner la page sur des années d'enlèvement »

COLMAR (Haut-Rhin) de notre envoyée spéciale

Dans l'avion - d'une contenance de six passagers la semaine dernière, de vingt ce soir - qui l'emmène à Colmar pour une rapide réunion publique, mardi 20 avril, François Bayrou montre obligamment, sur son ordinateur portable, les e-mails d'encouragement et de félicitation qu'il a reçus depuis son passage sur TF1, dimanche 18 avril. « Quelques messages, on peut les truquer, mais pas des dizaines », s'enchaîne le président de l'UDF. C'est fou l'impact que peut avoir une seule émission de télévision ! Ce soir, il en est maintenant certain, il tiendra le premier meeting de la seconde campagne européenne qui s'est offerte à lui, et qu'il a décidé de faire, après la démission de Philippe Séguin.

Cette nouvelle campagne ne ressemble déjà plus tout à fait à la précédente. Les responsables locaux de l'UDF veulent eux aussi le croire. « L'UDF a gagné en crédibilité. Tenez ferme, tenez bon ! », lui lance, en guise de bienvenue, Bernard Stoessel, président de la fédération du Haut-Rhin. Lorsque M. Bayrou se dirige à son tour vers le micro, les quelques trois cents participants applaudissent sagement en cadence, signe sans équivoque, à l'UDF, de ce qu'ils ont nommé enthousiasme. « Il y a des moments, attaque M. Bayrou, où les campagnes électorales basculent. Jacques Chirac évoque souvent ce jour de février 1995 où, pour lui, la campagne présidentielle a basculé. En entrant dans cette salle, j'ai eu le même sentiment. »

Puis le président de l'UDF rappelle qu'avant les régionales de 1998 il était venu soutenir la liste conduite par M. Stoessel, alors aux prises avec la liste RPR rivale d'Hubert Haenel. « Quelles menaces ne nous a-t-on pas servies ! », s'exclame M. Bayrou, avant d'ajouter : « Malgré tous les prophètes de malheur, cette liste est arrivée en tête de toutes les listes de l'opposition. »

Dans cette nouvelle campagne, M. Bayrou parle bien entendu de l'Europe. Mais, et c'est nouveau, il parle aussi beaucoup de politique intérieure - « Je ne suis pas un ange pur et radieux, je sais que ça existe », rassure-t-il son public.

« Nous sommes dans l'opposition, plus, nous sommes l'opposition, à égalité de droits et de devoirs », lance-t-il à l'adresse du RPR. Surtout, le président de l'UDF endosse désormais un autre costume : celui, déjà porté en d'autres occasions, et notamment en 1989, de renouveau. « N'avez-vous pas le sentiment que ce dont on a le plus besoin l'opposition, c'est de renouvellement, d'oxygène, d'apport d'idées et de générations nouvelles ? », interroge M. Bayrou. « C'est parce que l'opposition a renoncé au débat d'idées qu'elle est là où elle est aujourd'hui », a-t-il fait valoir avant d'espérer qu'un vrai débat européen dans cette campagne permette de « tourner la page sur des années d'enlèvement ».

Cécile Chambraud

## Suicide, résurrection et rédemption de la famille centriste

CHAUSSÉES-TRAPES, embuscades, occasions manquées et chances saisies : la reconstruction de l'UDF aura demandé un an d'efforts à François Bayrou. Rien

### RÉCIT

Un an d'efforts de M. Bayrou pour éviter la disparition de l'UDF

n'était acquis. Longtemps, même, cette émancipation a davantage ressemblé aux derniers soubresauts de la droite non-gaulliste.

● 24 mars 1998 : le pari. Vingt ans après sa création par Valéry Giscard d'Estaing, la confédération libérale et centriste a vécu. Le 20 mars, au lendemain d'élections régionales calamiteuses pour la droite, cinq présidents de région issus des rangs de l'UDF ont été élus avec les voix du Front national. Réuni à la hâte dans la soirée du 24 mars, le bureau politique de l'UDF ne parvient pas à trancher. Son président, François Léotard, soutenu par François Bayrou, demande l'exclusion des cinq présidents, parmi lesquels Charles Millon, Jacques Blanc et Jean-Pierre Soisson. Au nom de la majorité des libéraux, Alain Madelin refuse cette sanction et dénonce un « lynchage médiatique ».

Président de Force démocrate, François Bayrou voit dans ce désaccord l'occasion de s'emparer de toute l'UDF. « Une époque vient

de s'achever », lâche-t-il. Dès le lendemain, sans consulter personne, il tente son pari. Ce dont la droite a besoin, lance-t-il, c'est d'un « nouveau parti du centre et du centre-droit, l'espace que l'UDF occupait si mal ». Et il appelle à le rejoindre « tous les démocrates, les républicains, les libéraux » qui refusent les accommodements avec l'extrême droite.

● 14 mai : l'isolement. François Bayrou rêvait d'une percée de mousquetaire. Très vite, il doit déchanter. Bien peu se précipitent derrière le panache blanc de l'ancien ministre de l'éducation. Au contraire, il a beau ferrailler, demander une consultation de la base, prêcher pour un nouveau parti unifié, tous ou presque l'accusent d'avoir cassé l'UDF et le soupçonnent de songer à pactiser avec la gauche.

Surtout, Alain Madelin refuse de se laisser absorber. Craignant d'affronter directement François Bayrou devant les militants, il préfère quitter la confédération. Pour pallier l'effritement de l'opposition, Philippe Séguin, président du RPR, et François Léotard, son homologue de l'UDF, annoncent sans crier gare, le 14 mai, la création de l'Alliance. Deux jours plus tard, fort d'une cinquantaine de députés de Démocratie libérale (sur les 112 que compte l'UDF), Alain Madelin quitte l'UDF et adhère à l'Alliance.

Voilà François Bayrou isolé, en butte à la foudre de ses amis cen-

tristes, poussé à abandonner la présidence du groupe UDF de l'Assemblée nationale, condamné enfin à subir un nouveau camouflet, le 16 juin, avec l'élection à ce poste d'un rival ambiteux, Philippe Douste-Blazy, contre son propre candidat, Gilles de Robien. Douché par ces revers en cascade, le président de Force démocrate se réfugie prudemment, le 7 juillet, sous l'aile de l'Élysée : « Les choix européens du président de la République sont justes et tous ceux qui les soutiennent doivent se retrouver sur la même liste » pour les élections européennes.

● 16 septembre : l'UDF réduite aux acquets. François Léotard, battu aux régionales et cerné par la justice, a jeté l'éponge au début de l'été. La présidence de l'UDF est en déshérence. Mais une UDF réduite aux bataillons de Force démocrate et aux maigres troupes du parti de Hervé de Charette, des Adhérents directs, des radicaux de Thierry Cornillet et des libéraux en rupture de ban.

C'est pourtant à la tête de ce regroupement de notables et de baronnets que François Bayrou est élu, le 16 septembre, avec 89 % des suffrages exprimés par les adhérents. Reste à reconstruire un vrai parti, à unifier les structures de ses composantes, à s'imposer dans le concert de l'opposition.

Et ça commence on ne peut plus mal. Le 2 octobre, le tout nouveau président de l'UDF assiste, impuissant, à la conquête

par Christian Poncelet - un gaulliste - de la présidence du Sénat. Le centriste René Monory est battu. La seule place forte de la droite libérale et centriste est perdue. M. Bayrou en est réduit à grogner en privé contre ce coup bas. « On ne va pas au clash

### Marie-France Garaud moque « l'exploit » de M. Chirac

Marie-France Garaud, ancienne conseillère de Georges Pompidou et de Jacques Chirac, candidate en troisième place sur la liste de MM. Pasqua et de Villiers, n'a jamais mâché ses mots. « Jacques Chirac aura réussi l'exploit de rétablir le régime d'assemblée, de faire entrer en fait la France dans l'OTAN et d'avoir redonné vie à l'UDF. M. Giscard d'Estaing doit se sentir frustré », lance-t-elle dans un entretien au *Figaro*, mercredi 21 avril.

M<sup>me</sup> Garaud ajoute que la démission de Philippe Séguin « n'est que la conséquence de la mauvaise foi, de l'ambiguïté et de l'embrouille » qui imprègnent la politique intérieure et extérieure de la France. Quant au président par intérim du RPR, Nicolas Sarkozy, « s'il incarnait le gaullisme, on le saurait », assure-t-elle. Pour les élections européennes, « François Bayrou et Charles Pasqua ont choisi la clarté, les autres continuent leurs opérations de camouflage. Pas pour longtemps », conclut-elle.

sur un échec », calcule-t-il. Il se résigne à attendre des jours meilleurs. On se gausse, au RPR, de « l'UDF-canal historique ».

● 9 janvier 1999 : la revanche de Rhône-Alpes. Un changement de pied de la direction du RPR, dans la nuit du 8 au 9 janvier, va soudainement révéler le président de l'UDF. Assez des « coups de sifflet » ! « Il suffit que nous cessions d'avoir peur », affirme M. Bayrou.

Il avait été laborieusement

convenu que l'opposition toute entière s'alignerait, à Lyon, sur les choix tactiques de l'UDF locale. Bon gré, mal gré, la candidature d'Anne-Marie Comparini, adjointe de Raymond Barre à la mairie de Lyon, à la succession de Charles Millon à la présidence du

conseil régional Rhône-Alpes, avait été soutenue au premier et au deuxième tours de scrutin. Dans la nuit, avant le tour décisif, une série d'appels contradictoires venus de Paris, engageant finalement les élus du RPR à lâcher M<sup>me</sup> Comparini au profit du doyen d'âge de l'assemblée. La manœuvre échoue, mais c'en est trop. Après le Sénat, l'UDF a failli perdre la deuxième région française. Et pourquoi pas la mairie de Lyon en 2001 ?

Gérard Courtot







## Jacques Chirac a échoué à rassembler derrière lui l'ensemble de l'opposition

ET FLÛTE! Le conflit des Balkans était en passe d'être effacé de la scène médiatique en rendant au chef de l'Etat la plénitude de sa fonction. L'opposition, secourue par la démission de Philippe Séguin, allait enfin serrer les rangs et venir, humblement, ployer le genou devant son seul grand chef, Jacques Chirac. La « recomposition » programmée pour les lendemains du 13 juin avait juste pris un peu d'avance, croyait-on à l'Elysée, mais tout était « sous contrôle ».

Sous contrôle, le RPR. Enfin débarrassé de ce président ingérable et « caractériel », la maison gaulliste allait retrouver ce qu'elle n'aurait jamais dû quitter : sa gestion directe par l'Elysée. Comme

aux plus belles heures de la campagne législative de mai-juin 1997, le secrétaire général de l'Elysée, Dominique de Villepin, s'active en tous sens. Il multiplie ostensiblement les réunions avec les dirigeants du RPR et affiche fièrement cette nouvelle donne politique. Nicolas Sarkozy multiplie, pour sa part, les gages d'allégeance : « Chirac dit que... », « Chirac veut que... », ne cesse-t-il de répéter depuis le départ de Philippe Séguin. Mais comme l'ancien balladurien ne bénéficie pas de la confiance aveugle du chef de l'Etat, celui-ci s'emploie également à l'encadrer de sa garde prétorienne, Jean-Louis Debré en tête. Quant à Alain Juppé, il n'a pas attendu une minute pour revenir. Sans souci de

respect d'un « délai de veuvage », le chef de l'Etat le convie, mardi 20 avril, à occuper la place qui revenait précédemment à M. Séguin, au petit-déjeuner qui réunissait depuis plusieurs mois, autour de M. Chirac, le président et le secrétaire général du RPR ainsi que les deux présidents des groupes RPR de l'Assemblée nationale et du Sénat.

### L'HABITUDE DE LA COUARDISE

Sous contrôle, les centristes. A l'Elysée, on était convaincu, vendredi 16 avril, qu'une pression forte suffirait à ramener la famille UDF dans le giron de l'union de l'opposition. Cette conviction, M. Chirac la puisait à plusieurs sources : les conversations qu'il avait eues avec des parlementaires UDF, à l'occasion des multiples déjeuners organisés à l'Elysée depuis plusieurs semaines ; les « informations » que lui donnait Philippe Douste-Blazy, son interlocuteur privilégié à l'UDF, qui joue à l'égard de M. Bayrou un jeu presque aussi compliqué que feu celui de Nicolas Sarkozy à l'égard de Philippe Séguin ; enfin, et ce n'est pas la moindre, la certitude historique qu'a le RPR de la couardise centriste. Dès l'annonce de la démission de M. Séguin, l'Elysée fait donc passer la consigne : il faut multiplier les appels à l'union pour faire vaciller les élus centristes inquiets de leur réélection de député ou de maire, et obliger M. Bayrou à ployer. Toute la chiraquie officielle s'emploie aussitôt à relayer la consigne présidentielle. La réponse, inattendue, tombe dimanche. Le chef de l'Etat ne s'y trompe pas : le ton du président de l'UDF est celui de quelqu'un qui ne cédera pas.

Pour M. Chirac, tout est à recommencer. La résistance inattendue de M. Bayrou le ramène à la case précédente lorsque, faute d'union, il tentait de se construire une image de chef d'une « droite plurielle », recevant régulièrement

François Bayrou à l'Elysée - comme il le faisait encore jeudi - s'affichant aux côtés de Jacques Barrot, figure de la famille UDF pendant que M. Séguin menait campagne européenne aux Antilles, serrant à Lyon la main de la présidente UDF de la région Rhône-Alpes, Anne-Marie Comparini, le jour même où MM. Séguin et Madelin participaient à leur première réunion publique à Marseille.

M. Barrot, qui appartient au groupe des quatre anciens ministres d'Alain Juppé - Michel Barnier, Dominique Perben et Jean-Pierre Raffarin - avec lequel M. Chirac s'entretient régulièrement, a tenté dès mardi de relancer cette dynamique de « droite plurielle ». « Je ferai tout pour que nous préparions au-delà de ces élections européennes une opposition qui serait pluraliste (...), qui vive ses différences avec un respect mutuel, avec le sens du dialogue, et qui soit fidèle à la politique européenne courtoise du président », a-t-il déclaré.

Mais toute la difficulté pour M. Chirac aujourd'hui, vient de ce que, cinq jours durant, il a été, pleinement, président du RPR, et perçu comme tel par l'opinion. En s'engageant comme il l'a fait dans la gestion directe des affaires de l'opposition, il risque de perdre le bénéfice des semaines et des mois passés. Ce danger a été souligné avec amertume par Edouard Balladur, mardi 20 avril sur TF1 : « J'ai peur, a souligné l'ancien premier ministre et ex-futur tête de liste unique de l'opposition aux européennes, que cet empiètement ait des conséquences à moyen terme qui coûteront cher à l'ensemble de l'opposition et qui nous conduiront peut-être à rester très longtemps dans cette position ». L'avertissement vaut directement pour celui qui, à l'Elysée, n'a d'yeux que pour la future échéance présidentielle.

Pascal Robert-Diard

## Le RPR fait porter à M. Bayrou le « sombrero de la division »

LES JEUX sont faits. Quatre jours après avoir été nommé président par intérim du RPR, Nicolas Sarkozy a décidé de prendre la tête d'une liste RPR-DL en compagnie d'Alain Madelin. Au cours de multiples réunions, mardi 20 avril, à commencer par un petit déjeuner avec le président de la République et les membres du conseil politique restreint dont il s'est entouré - Christian Poncelet, Alain Juppé, Jean-Louis Debré et Josselin de Rohan -, le député des Hauts-de-Seine s'est assuré qu'il n'était pas possible d'aller plus loin dans les concessions, en direction de l'UDF.

La veille, à Chambéry, il avait affirmé, en vain, qu'il n'y avait « rien d'insurmontable » dans la discussion des propositions exprimées, dimanche sur TF1, par François Bayrou sur la défense européenne, la Constitution et l'élection d'un président de l'Europe. Mais alors qu'au siège du mouvement gaulliste le conseil politique restreint venait de convoquer un bureau politique du RPR pour le mercredi 21 avril dans l'après-midi, le bureau politique de l'UDF, réuni au même moment, réaffirmait son engagement pour « une Europe fédérale ». A aucun moment, le mot « union » n'était cité par le porte-parole de l'UDF, Gilles de Robien, pas plus qu'il n'était fait référence au président de la République. « La prochaine fois, ils vont nous demander de faire la campagne en espé-

ranto ! », ironisait un cadre du mouvement gaulliste.

La grogne monte au RPR, en effet, devant l'« orange » du président de l'UDF. « François Bayrou ne veut pas d'une rencontre avec le RPR et DL pour une raison très simple : c'est qu'une telle réunion aboutirait à un accord », explique-t-on dans l'entourage de M. Sarkozy. Cet agacement est partagé par Laurent Dominati, secrétaire général de Démocratie libérale, qui déclarait, mardi sur BFM : « On en a un peu assez de ce cinéma ».

### QUESTION « IRRÉELLE » A M. BALLADUR

Après de nouveaux entretiens avec, entre autres, Philippe Séguin - qui s'est installé dans son ancien bureau de l'Assemblée nationale - et Edouard Balladur, le nouveau président du RPR a vérifié précisément auprès du président de DL, Alain Madelin, que celui-ci était bien toujours partant. Puis, ultime précaution, il s'est entretenu avec Valéry Giscard d'Estaing, de retour de Grèce. Ironie de l'histoire, M. Sarkozy s'est sans doute souvenu qu'il y a dix ans, lors des élections européennes de 1989, il était avec M. Madelin le directeur de campagne du tandem formé à l'époque par M. Giscard d'Estaing et par M. Juppé, tandis que les centristes, déjà, faisaient bande à part.

Invité du journal de 20 heures sur TF1,

M. Balladur était contraint de prendre acte, au pied levé, de l'évolution, rapide, de la situation. Alors qu'on lui demandait s'il aurait pu condenser une liste d'union de l'opposition, l'ancien premier ministre a simplement répondu : « Votre question est irréaliste, à cet instant. » « 80 % des électeurs de l'opposition souhaitent l'union et une liste commune de l'opposition pour les élections européennes. Je constate qu'ils vont être cruellement déçus », a ajouté M. Balladur.

Il ne reste plus, dès lors, qu'à préparer les arguments de campagne. Les déclarations de ces derniers mois de M. Bayrou, qui n'a pas toujours été hostile à une liste commune, ont déjà été passées au peigne fin par les archivistes du RPR. Mercredi après-midi, le bureau politique du RPR devait toutefois veiller à ne pas fermer toutes les portes. Il s'agit, comme le dit un proche de M. Sarkozy, de « faire porter le sombrero de la division à François Bayrou ». Claude Gossuven, porte-parole de DL, a commencé à le faire, mercredi matin sur France 2, en déclarant que « l'UDF a de toute évidence choisi la division ». Il a aussi exprimé le vœu que la campagne que mèneront MM. Sarkozy et Madelin s'appuie sur le « thème de la rénovation et du renouvellement » et qu'elle puisse préfigurer « une vraie formation de droite ».

Jean-Louis Saux

Nouvelle Alfa 145

DU 23 AU 30 AVRIL.

## LES GRANDS JOURS ALFA ROMEO.

### LAISSEZ-VOUS GUIDER PAR LES NOUVEAUTÉS...

GARANTIE 24 MOIS : Les concessionnaires Alfa Romeo vous offrent une 2ème année de garantie. L'extension de garantie ALFA de 12 mois. Kilométrage illimité. Assistance 24 h/24. Offre valable et détails des conditions dans les points de vente particuliers.

Alfa Romeo 4+3

Nouvelle Alfa 146

Nouvelle version Alfa 156 Speed

Alfa 156

Alfa

Alfa Spider

Coeur Sportif

هكذا من الأصل



## Parution du décret sur le service militaire volontaire

LES JEUNES FRANÇAISES nées avant le 31 décembre 1982 peuvent désormais effectuer un service volontaire dans les armées. Le décret d'application de la loi d'octobre 1997 sur la réforme du service national vient de paraître au *Journal officiel*. Le volontariat devrait permettre aux Français et aux Françaises, âgés de dix-huit à vingt-six ans, de réaliser une première expérience professionnelle au sein des trois armées et de la gendarmerie. Il est conclu pour une durée d'un an, renouvelable quatre fois. Le volontaire sert sous statut militaire et il perçoit une solde équivalente au smic. Au total, à l'horizon 2002, le ministère de la défense est autorisé à embaucher 27 171 jeunes volontaires - hommes et femmes -, dont 60 % dans la gendarmerie.

### DÉPÊCHES

■ **SÉCURITÉ** : Bruno Mégret, président du Front national-Mouvement national, s'est déclaré, mardi 20 avril, opposé au renforcement des effectifs de police de proximité annoncé lundi par le conseil de sécurité intérieure. M. Mégret, qui ne croit pas à la prévention, a expliqué lors d'une conférence de presse à Senlis (Oise) que « les policiers n'ont pas à s'occuper des honnêtes gens, mais des délinquants ».

■ **35 HEURES** : la CFE-CGC réclame une troisième loi en 2000 afin de répondre aux litiges juridiques posés par les 35 heures. Cette loi devrait, notamment, être l'occasion de « réformer le droit du licenciement pour motif économique », ajoute l'organisation syndicale, en rappelant que le gouvernement s'y était engagé.

## Le surcoût pour l'Etat de la couverture maladie universelle ne sera que de 1,7 milliard de francs

Verts et communistes plaident pour un dispositif plus généreux

Compte tenu des transferts financiers prévus, la facture complémentaire de la couverture maladie universelle ne sera que de 1,7 milliard de francs pour les finances

publiques. Jugeant la somme modeste, les communistes et les Verts comptent revenir à la charge pour demander le relèvement du seuil ouvrant droit au dispositif.

connaît le rapport. Les crédits, attribués jusqu'ici aux départements chargés de l'aide médicale gratuite, sont recentralisés. Cela permettra, souligne M. Boulard, de « diminuer de 9,1 milliards de francs la dotation générale de décentralisation ». L'Etat devra, en revanche, alimenter les fonds destinés à financer les deux étages de la CMU : l'accès obligatoire au régime de base pour 150 000 personnes qui en étaient jusqu'ici dépourvues et l'accès, gratuit, à un régime complémentaire pour six millions de bénéficiaires potentiels. La différence, entre l'ancien système et celui qui devrait lui succéder, s'élève donc à 1,7 milliard. La part du financement qui revient aux partenaires du projet, assurances et mutuelles, a été fixée sans plus de précision à 1,75 % du montant total des cotisations santé versées par leurs adhérents. Soit, selon des estimations mutualistes, une somme quasi équivalente, dans ce secteur, à celle versée en plus par l'Etat.

### ■ AUGMENTATION CONJONCTURELLE

A ceux qui redoutent des mauvaises surprises dues à des projections trop basses, M. Boulard répond dans son rapport par une formule alambiquée. « Il n'y a pas de risque de forte augmentation des dépenses de soins par les futurs bénéficiaires de la CMU : les statistiques montrent que les personnes les plus modestes dépensent en moyenne 10 % de moins que les autres en matière de santé. On peut s'attendre toutefois à une augmentation conjoncturelle de ces dépenses lors de l'entrée dans le dispositif du fait d'une mise à niveau... Lors de son audition par la commission des

affaires sociales, le président de la Mutualité française, Jean-Pierre Davant, avait cependant jugé nécessaire de « réviser les prévisions du financement du dispositif », estimant à 800 000 le nombre de personnes âgées qui en bénéficieraient.

La participation de la Caisse nationale d'assurance-maladie (CNAM), elle, a d'ores et déjà été revue à la hausse. Au final, la charge nette qui devrait peser sur la Caisse sera de 900 millions de francs, après, ici aussi, d'importants transferts financiers. Cette somme résulte de la suppression de l'assurance personnelle, compensée en partie seulement par de nouvelles cotisations, moins élevées, et par l'accès au régime de base de 150 000 personnes. Bien que l'assurance-maladie soit engagée par ailleurs dans un plan d'économies, M. Boulard écrit qu'« en définitive le montage financier du projet permet de ne pas modifier pour l'an 2000 de façon sensible les équilibres issus de la loi de financement de la Sécurité sociale ».

En réponse aux critiques des Verts et des communistes, et pour diminuer les effets de seuil, le rapporteur propose la création d'un nouveau fonds, alimenté par les organismes complémentaires, encouragés à « faire un effort de solidarité ». Ce fonds serait destiné à venir en aide aux personnes dont les ressources se situent juste au-dessus de la barre des 3 500 francs. Certains s'étonnent. « Cette idée est sortie comme ça. Il n'y a eu aucune concertation sur le sujet », affirme M. Davant.

Isabelle Mandraud

## Robert Hue réfléchit à un compromis sur le Kosovo avec ses co-listiers

Le PCF d'accord pour une « force d'interposition »

DANS les prochains jours, les partenaires de la liste « Bouge l'Europe ! » conduite par Robert Hue devraient rendre public un texte commun sur le Kosovo. C'est le secrétaire national du PCF qui a rendu la mèche, lundi 19 avril, dans un de ses meetings de campagne, à Charleville-Mézières (Ardennes).

Comprenant sur sa liste des personnalités qui soutiennent l'intervention militaire en Serbie, notamment la philosophe Geneviève Fraysse en seconde position et Philippe Herzog, député européen sortant, ex-communiste, en septième place, il s'agit pour M. Hue qui a désapprouvé, dès le début du conflit, les bombardements de l'OTAN, de trouver une délicate synthèse.

L'enjeu pour le parti communiste est de taille. M. Hue a en effet réaffirmé, mardi 20 avril, dans un entretien au *Midi Libre* que sa position est « claire », sur le Kosovo, mais les questions qui continuent d'affluer, lors de ses déplacements, montrent qu'elle n'est pas perçue comme telle. Si la double parité (autant de femmes que d'hommes ; de communistes que de non-communistes...) continue d'être un motif de fierté pour M. Hue, en revanche, la pluralité d'opinions qui s'expriment au sein de la liste qu'il conduit, menace à terme de brouiller son discours. A l'issue du comité national du PCF, vendredi 16 avril, Sylviane Alnardi, députée européenne, qui en était le rapporteur, avait d'ailleurs reconnu que « tout cela nous bouscule ».

Par chance, les douze premiers de liste « Bouge l'Europe ! » sont tous parisiens ou presque et, de

puis vendredi, ils se sont réunis à plusieurs reprises au siège de campagne, afin d'élaborer un texte de compromis. Ce texte est destiné à paraître dans le premier journal de campagne de la liste.

### NE PAS « TRICHER »

Il s'agit pour les co-listiers de ne pas « tricher » et de ne pas masquer les désaccords initiaux qui portaient au premier chef sur la nécessité d'intervenir militairement au Kosovo. Ce constat de désaccord sera donc notifié dans le préambule. Mais alors que le conflit s'installe dans la durée, il semble possible que des points d'accord se dessinent pour trouver « une issue politique » au conflit.

Dans la première ébauche du texte, les membres de la liste se retrouvent pour « réintroduire l'ONU, comme élément pivot », dans une solution de sortie de crise. « Le refus de toute partition du Kosovo », ainsi que la nécessité du déploiement d'« une force d'interposition internationale » font aussi partie des points d'accord. A la demande de M. Herzog, il a été ajouté que « la défaite du régime de Milosevic et de tout pouvoir nationaliste est une condition nécessaire à une paix durable ».

De son côté, M. Hue a, dans le même entretien au *Midi Libre*, fixé la limite des concessions admissibles pour les communistes. Pour lui, « une intervention terrestre nous placerait au bord de l'abîme » dit-il, et « les communistes prendraient alors toutes leurs responsabilités ». Mais « je suis convaincu que notre voix sera entendue », ajoute-t-il.

Alain Beauvillier

## LA SOCIÉTÉ GÉNÉRALE SERA FERMÉE LE 22 AVRIL APRES-MIDI

Ce jour-là, le personnel de la banque poursuivra son action pour s'opposer au cataclysme qui menace le secteur bancaire français dont la Société Générale.

Les fusions ont toujours la même raison d'être, la logique des marchés financiers.

La méga-fusion BNP-SG-Paribas aboutirait forcément à :

- moins d'agences
- moins de personnel
- moins de disponibilités
- des crédits et des services plus chers,

car le Président de SBP (le nouvel ensemble BNP-SG-Paribas) ne pourrait faire autrement que d'obtempérer aux ordres des investisseurs ayant soutenu son projet et qui réclameraient leur dû.

Ce jour-là, le personnel de la Société Générale défendra un secteur bancaire français indépendant, capable d'offrir un réel choix concurrentiel à la clientèle.

Ce jour-là, sera une gêne momentanée pour ses clients.

Pour tous, ce sera un investissement sur l'avenir.

Le secteur bancaire doit aider au développement de l'économie et de la croissance, être un soutien aux entreprises, à l'investissement, être au service de la clientèle, de toute la clientèle.

Délégations nationales des syndicats CFTD-CFTC-CGT-FO-SNB/CGC,  
Comité d'entreprise de la Société Générale.  
Tour Société Générale - 92972 PARIS LA DEFENSE



t Hue réfléchit à un  
romis sur le Kosovo  
ec ses co-listiers  
nd pour une force d'interposition

LE MONDE / JEUDI 22 AVRIL 1999 / 9

# Nouvelle Classe BusinessElite®

## Une nouvelle Classe Affaires tellement haut de gamme que nous avons décidé de nous débarrasser de la Première Classe.

Quelle compagnie aérienne  
sait que les hommes  
d'affaires voyageant  
à l'étranger ont besoin de  
plus d'espace personnel ?  
Plus de vols non-stop ?  
Plus de personnel de bord ?  
Plus de vins de grand cru et  
de repas avec 5 plats ?  
Plus de gadgets ?  
Plus pour une satisfaction  
maximum ?  
Delta Air Lines, avec  
sa nouvelle classe  
BusinessElite®. Elle n'est  
pas seulement l'une des  
meilleures Classe Affaires,  
mais aussi celle qui offre  
de l'espace pour en profiter.  
Vous trouverez une grande

distance dossier à dossier  
de 152 cm, vous offrant un  
espace pour les jambes de  
92 cm et une inclinaison\*  
de 160°. Et jamais de  
siège au milieu. D'ici l'été,  
BusinessElite® sera  
proposée sur tous nos  
appareils à destination  
des Etats-Unis. Vous allez  
apprécier l'espace  
supplémentaire ainsi que  
les nouvelles installations  
à bord. Quel homme  
d'affaires n'apprécierait pas  
? Et pour vous offrir encore  
plus de choix, nous vous  
proposons en partenariat  
avec une autre compagnie  
de tout premier plan,

Air France, des vols quoti-  
diens au départ de 13 villes  
françaises via Paris  
Charles-de-Gaulle à  
destination de 8 villes  
aux Etats-Unis. De plus,  
tous les miles que vous  
accumulez en voyageant  
avec Delta Air Lines  
peuvent être comptabilisés  
sur la carte Fréquence Plus  
d'Air France et réciproque-  
ment pour la carte  
SkyMiles® de Delta.

Réservation : Paris 01 47 68 92 92  
Nice 0800 35 40 80.  
Minitel : 3615 Delta Air Lines  
(2,23FF/mn)  
Internet : <http://www.bizelite.com>

BUSINESSelite®  
 Delta Air Lines

BusinessElite® est uniquement disponible sur les appareils Delta Air Lines.

\*L'espace pour les jambes est la distance entre le point le plus en avant de l'assise du siège et le dossier du siège de devant (mesures prises sur siège de rangée standard sur appareil gros porteur). L'inclinaison est l'angle formé entre l'extrémité supérieure du bas du siège et l'extrémité arrière du dossier lorsque le siège est entièrement incliné.

هكذا من الأصل



**MÉDECINE** La France est le plus grand consommateur mondial de « veinotoniques », ces médicaments destinés à lutter contre la sensation de « jambes lourdes » et la maladie

veineuse. Le marché français représente 70 % du marché mondial. ● EN 1997, CINQ VEINOTONIQUES figuraient parmi les cinquante médicaments les plus vendus en France,

ce qui représente un chiffre d'affaires de trois milliards de francs et un coût de 1,6 milliard de francs pour l'assurance-maladie. ● DANS UN RAPPORT, l'Agence du médica-

ment conduit pourtant que ces traitements si souvent prescrits n'ont aucune efficacité. ● AU VU DE CES DONNÉES, MARTINE AUBRY ET BERNARD KOUCHNER ont saisi la

commission chargée d'étudier la prise en charge, par la Sécurité sociale, des médicaments concernés. Un déremboursement de ces traitements pourrait être envisagé.

## L'incompréhensible boulimie française pour les « veinotoniques »

70 % des médicaments destinés à lutter contre les « jambes lourdes » consommés dans le monde le sont en France. Selon l'Agence du médicament, ces molécules, qui coûtent 1,6 milliard de francs par an à l'assurance-maladie, sont pourtant inefficaces

LA FRANCE détient un étrange record : à elle seule, elle consomme plus des deux tiers des médicaments « veinotoniques » — ces molécules qui sont censées lutter contre la sensation de « jambes lourdes » et l'insuffisance veineuse des membres inférieurs — vendus dans le monde. Aucune donnée médicale ou épidémiologique ne justifie cette consommation exceptionnelle qui est à la fois fort coûteuse pour la collectivité et dommageable pour la santé publique. « Une forte demande en consultations de ville, une offre importante du nombre de spécialités soutenue par une promotion active, des industriels pharmaceutiques et un statut de médicament remboursable sont probablement les principaux éléments pouvant expliquer cette spécificité française », souligne un rapport daté du mois de mars et rédigé par l'Agence du médicament et l'Observatoire national des prescriptions et consommations des médicaments.

Ce document met en lumière les incohérences de ce secteur méconnu de l'activité médicale et pharmaceutique française. Son constat est accablant quant à la consommation des très nombreux médicaments — le dictionnaire Vidal en recense 77 — officiellement destinés, en France, à lutter contre les symptômes de la « maladie » — ou de l'insuffisance veineuse — des membres inférieurs, une entité pathologique complexe et mal définie (lire ci-contre) : cinq veinotoniques figuraient, en 1997, parmi les cinquante médicaments les plus vendus, en unités (nombre de boîtes). Trois de ces molécules figuraient en outre parmi les cinquante médicaments qui ont dégagé le plus de chiffre d'affaires en 1998.

**CREISSANCE CONSTANTE** La consommation des veinotoniques dans notre pays est en croissance constante : malgré un léger infatigabilité ces dernières années, ces médicaments ont enregistré une progression annuelle

moienne, en volume, de 2,4 % de 1991 à 1997. En 1998, dix-huit millions de prescriptions de veinotoniques ont été effectuées, ce qui représente un chiffre d'affaires de trois milliards de francs. Entre 1983 et 1997, la progression du chiffre d'affaires de ce secteur pharmaceutique a été, en moyenne annuelle, de 7,3 %. « Le marché de ces substances est en France huit fois plus important qu'en Italie, et plus de cent cinquante fois plus important qu'en Grande-Bretagne », souligne le rapport. Aux Etats-Unis, il est même « pratiquement inexistant » alors que ce pays est le premier marché mondial du médicament.

Cette situation est d'autant plus incompréhensible que le rapport établit que fort peu d'éléments permettent d'affirmer que ces médicaments sont dotés d'une réelle efficacité. Le traitement de référence de l'insuffisance veineuse des membres inférieurs n'est pas médicamenteux : il est plus effi-

cace, selon le rapport, d'avoir recours à une contention élastique des membres inférieurs. En pratique, la prescription par les médecins des médicaments veinotoniques fait suite à différentes doléances exprimées par leurs patients (sensation de « jambes lourdes », de gonflement des membres inférieurs, de crampes nocturnes et de sensations de picotements en différents endroits des membres inférieurs) ou à la présence de varices. La consommation de ces substances fait aussi une large place à l'automédication.

Les auteurs du rapport de l'Agence du médicament rappellent que les recommandations officielles établies, depuis novembre 1998, au travers des « références médicales opposables » — ces règles de « bonne pratique » médicale ouvrant droit au remboursement — ne définissent aucune situation dans lesquelles ces molécules peuvent être prescrites.

Seules sont précisées des restrictions à leur utilisation, qu'il s'agisse de prescriptions pour des périodes de plus de trois mois ou d'associations de plusieurs molécules de cette même classe. « Aucune donnée n'a permis de retenir leur action préventive ou curative dans les formes trophiques [complications cutanées] de l'insuffisance veineuse chronique », conclut le rapport. De fait, la prévalence des troubles trophiques d'origine veineuse ne diffère pas en France de celle des pays utilisant peu ou pas de veinotoniques.

**BAS DE CONTENTION** Le rapport remis à Martine Aubry, ministre de l'emploi et de la solidarité, et Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat à la santé et à l'action sociale, rappelle qu'un groupe de travail de l'Agence nationale de l'évaluation médicale avait établi dès 1996 que les veinotoniques étaient, au mieux, de simples traitements d'appoint par

rapport à la contention élastique obtenue grâce au port de bas, qui constitue, selon la littérature internationale, la « thérapie de référence » des symptômes de l'insuffisance veineuse chronique. Un euphémisme qui signifie que ces molécules n'ont, en réalité, pas d'efficacité thérapeutique avérée. Etudiant le coût, pour la collectivité, de cette consommation médicamenteuse, le rapport souligne que « le chiffre d'affaires des bas de contention est minime en regard de celui des veinotoniques respectivement en 1998 : trois cents millions de francs contre trois milliards de francs ». En 1997, les médicaments « veinotoniques » représentaient un coût d'environ 1,6 milliard de francs pour les régimes d'assurance maladie. Le rapport remet donc implicitement en cause le bien-fondé du remboursement actuel de ces molécules par la collectivité.

### Une maladie aux contours flous

● La pathologie veineuse. Il n'existe pas de définition précise de cette pathologie caractérisée, pour l'essentiel, par une circulation anormale du débit sanguin dans le réseau veineux des membres inférieurs. Fréquente dans les pays industrialisés, la maladie veineuse peut soit se traduire par de simples symptômes (« lourdeur » des jambes, « gonflements », crampes nocturnes), soit se compliquer de varices ou d'ulcères des jambes. La fréquence de cette pathologie croît avec l'âge. Elle est plus fréquente chez la femme. Les quelques études épidémiologiques siment entre 3 % et 40 % la prévalence de l'insuffisance veineuse chronique dans la population générale.

● La prévention. Cette situation pathologique est favorisée par les stations debout prolongées et les systèmes de chauffage par le sol. On sait qu'elle peut aussi être liée à l'absence d'une activité sportive dynamique et prolongée ainsi qu'à une surcharge pondérale, des déséquilibres alimentaires et certaines habitudes vestimentaires (vêtements serrés au niveau de la taille ou des membres inférieurs, chaussettes inadéquates). ● Le traitement. Les résultats des différentes études conduites sur ce thème convergent : le traitement de base de toute insuffisance veineuse chronique est la contention des membres inférieurs par des bas élastiques. Pour certains spécialistes, les médicaments peuvent parfois constituer un traitement d'appoint par rapport à cette contention sans qu'aucune recommandation précise puisse, sur ce point, être fournie aux prescripteurs. En cas de complications (présence de varices, notamment), la sclérothérapie ou la chirurgie deviennent indispensables.

### Le gouvernement étudie les modalités d'un déremboursement

AU VU du caractère atypique de la consommation française de médicaments veinotoniques, Martine Aubry, ministre de l'emploi et de la solidarité, et Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat à la santé et à l'action sociale, ont annoncé, mercredi 21 avril, qu'ils avaient saisi la commission de la transparence de l'Agence du médicament afin que soit réévaluée avant la fin du premier semestre 1999 le réel bénéfice thérapeutique apporté par cette classe de médicaments.

Cette commission de l'Agence du médicament, composée de seize représentants des pouvoirs publics et du monde médical et pharmaceutique est chargée de la réévaluation des médicaments remboursables, qui tous les trois ans, doivent faire l'objet d'un réexamen en vue du renouvellement de leur inscription sur la liste des spécialités remboursées par l'Agence du médicament.

Sécurité sociale. Cette réévaluation a pour objectif de rationaliser et d'harmoniser les conditions de prise en charge des médicaments en se fondant, strictement, sur le « service médical rendu », autrement dit sur leur rapport bénéfice-risque et sur leur efficacité thérapeutique.

**AUTOMÉDICATION** La réévaluation peut ainsi aboutir à un déremboursement, partiel ou total, de certaines molécules et constitue de facto un instrument de lutte contre les prescriptions abusives et la dérive des dépenses de santé.

En janvier 1998, le gouvernement avait retiré de la liste des spécialités remboursables du Lysanxia dans son dosage à 40 milligrammes (laboratoire Parke-Davis), un médicament anxiolytique très prescrit en France. Les experts de l'Agence du médicament

avaient en effet estimé que cette molécule, indiquée dans différentes formes d'anxiété, était utilisée bien au-delà de ses indications officielles. Sept mois plus tard, le Maxepa (laboratoire Pierre Fabre), un médicament prescrit depuis 1987 pour prévenir certaines maladies cardiovasculaires, faisait lui aussi l'objet d'une décision de déremboursement total en raison d'un service médical rendu jugé insuffisant.

Dans un point de vue publié peu de temps avant ces mesures dans nos colonnes (Le Monde daté 14-15 décembre 1997), Jean de Kervadon, ancien directeur des hôpitaux, dénonçait « la politique honteuse du déremboursement », qui conduisait selon lui à « une destruction du lien social », renforce les inégalités devant l'accès aux soins et favorise l'arrivée des assurances privées dans le champ de la santé.

Le syndicat national de l'industrie pharmaceutique, qui redoute un déremboursement total des « veinotoniques », souhaite que les pouvoirs publics tiennent compte de ses récentes propositions de classement en quatre catégories (innovation, médecine courante, automédication, génériques) correspondant à quatre types de prise en charge par la collectivité.

Dans l'entourage des deux ministres en charge de ce dossier, on se refuse pour l'instant à anticiper les conclusions qui devront être tirées des travaux de la commission de transparence. L'une des hypothèses envisagées est une négociation avec l'industrie conduisant, à terme, à un déremboursement total.

Laurence Folléa et Jean-Yves Nau

### L'imprudente promesse du président Houphouët-Boigny

SENTANT sa mort prochaine, le chef d'Etat ivoirien, Félix Houphouët-Boigny, décida, au mois de juillet 1993, de tenir une promesse faite à un homme dont l'importance se fait plus grande au soir d'une vie. Il se rappela avoir affirmé au pape Jean-Paul II qu'il édifierait un hôpital à deux pas de la basilique construite dans son village natal, Yamoussoukro, symbole de démesure et de gabegie.

Afin de réunir les fonds nécessaires, il opta, dans un premier temps, pour la vente de son hôtel particulier et de son mobilier, rue Masseran, dans le 7<sup>e</sup> arrondissement de Paris. Faute d'avoir pu convaincre le roi du Maroc d'acheter l'ensemble, le président ivoirien préféra proposer aux enchères chez Sotheby's, à New York, les pièces rares qui habillaient l'intérieur de cet hôtel. Parmi les tableaux figuraient de nombreux impressionnistes, dont Renoir, Degas et Monet. Et

à Foréverie, en argent massif et vermeil — Christofle fin XIX<sup>e</sup> —, s'ajoutait un magnifique salon de 1737, signé Jean Gourdin, composé d'un canapé et de six fauteuils. Un émissaire de M. Houphouët-Boigny versa 780 000 francs en espèces à la compagnie aérienne Air Afrique pour affréter un avion tout spécialement destiné au transport de ces biens précieux vers New York.

C'est ainsi qu'apparurent, à l'automne 1993, au sein du catalogue Sotheby's, les pièces extraites de l'hôtel Masseran. Fidèles lecteurs de ce type de publication, les fonctionnaires du ministère de la culture français ne cachèrent pas leur surprise. Comment le salon du père Gourdin, classé monument historique le 20 décembre 1966, avait-il pu quitter le territoire à l'insu des autorités ? Ils alertèrent la direction de Sotheby's, qui mit aux enchères l'ensemble des pièces mais bloqua la vente du salon.

Les six fauteuils « à la reine » et le canapé « à oreilles », époque Louis XV, sont habillés de tapisseries illustrant les fables de La Fontaine. Insérées dans des cadres façon coquillages, agrémentées de serpents de feuilles, les évocations des fameux textes moralistes sont déclinées en divers tons de gris. Acheté par le chef de l'Etat ivoirien en 1989, ce salon ornait, à l'origine, l'une des pièces du château de Condé-en-Brie et provenait de la collection personnelle du marquis de Sade.

**BAGAGES ACCOMPAGNÉS**

Les douanes françaises découvrirent, à cette occasion, qu'aucune autorisation n'avait été accordée pour ce transfert d'œuvre d'art, que les autorités ivoiriennes s'étaient pas acquittées des taxes inhérentes à ce type de transport et que le mobilier et les tableaux avaient été dissimulés

sous l'intitulé « bagages accompagnés ». Près de 5 millions de francs sont réclamés aux ayants droit du président ivoirien, décedé le 7 décembre 1993.

Après une longue procédure administrative, une information judiciaire a été ouverte par le parquet de Paris, au printemps 1998, pour « exportation illicite de mobilier classé monument historique ». Depuis, le salon du père Gourdin a été réexpédié en France par Sotheby's et attend sous douane qu'un bienfaiteur daigne payer les taxes pour mettre fin à cette fable africaine. A ce jour, l'hôpital n'a pas été construit mais, selon l'entourage du défunt, d'autres ventes doivent encore intervenir pour permettre de réunir les fonds nécessaires à la réalisation de l'édifice promis par Félix Houphouët-Boigny.

Jacques Follorou

### Des toques étoilées protestent contre l'assimilation de l'alcool à une drogue

QUELQUES-UNS des grands noms de la gastronomie française, parmi lesquels les Haebertin, les Troisgros ou Faugeron, ont apposé leurs paraphe au bas d'un texte dénonçant un projet de décret assimilant « le vin, la champagne, les spiritueux, la bière, le cidre et l'ensemble des boissons alcoolisées (...) aux drogues dures ». Cette pétition nationale, qui aurait été signée par vingt mille personnes, a été remise lundi 19 avril à l'hôtel Matignon. Les signataires refusent l'« amalgame qui fera d'eux » des producteurs de drogue, des dealers ou des dealers, et dénoncent « ce mauvais coup porté à toute une culture alors que la majorité des consommateurs font un usage raison-

nable et convivial du vin, dont les effets bénéfiques sur la santé sont aujourd'hui reconnus, et des autres boissons alcoolisées ».

Le premier ministre, Lionel Jospin, devrait en effet trancher, dans les mois qui viennent, sur la nécessité de classer l'alcool parmi les substances fortement toxiques, comme l'héroïne, ainsi que le préconisait en juin 1998 un rapport remis au secrétaire d'Etat à la santé, Bernard Kouchner, par le professeur Bernard Roques. La présidente de la Mission interministérielle de la lutte contre la drogue et la toxicomanie, Nicole Maestracci, avait défendu cette même approche dans une note d'étape remise à Lionel Jospin le 15 octobre 1998 : elle prônait alors le rapproche-

ment « des structures de soins destinées aux consommateurs abusifs d'alcool avec celles destinées aux toxicomanes » (Le Monde du 3 avril).

**DOSES MODÉRÉES**

Le plus tempérant des épidémiologistes concéderait qu'il paraît acquis qu'à des doses modérées le vin, comme le thé vert, apporte un bénéfice face au risque cardio-vasculaire. Le moins cenophile des alcoologues reconnaît de même qu'il voit plus souvent en consultation des amateurs du Château Cheval blanc. Mais les pétitionnaires, célèbres ou obscurs, semblent avoir oublié les 40 000 morts annuelles directement imputables

à l'alcoolisme. Selon le Haut Comité de la santé publique, l'abus d'alcool est impliqué dans 20 % des accidents domestiques, 15 % des accidents du travail, 80 % des rixes, des bagarres et des violences familiales (Le Monde du 19 mars). 15,9 % d'hommes et 5,1 % de femmes âgés de dix-huit ans et plus sont des buveurs. Les Français, qui absorbent en moyenne 10,9 litres d'alcool pur par an, n'ont cédé la première place en Europe au Portugal qu'en 1997. Voilà qui nuance quelque peu l'argument culturel invoqué par la pétition.

Dernière quelques toques étoilées pointe l'oreille du lobby des alcooliers, qui met en avant l'image noble du terroir viticole pour faire oublier celle, plus pro-

saïque, de la dépendance d'une partie des consommateurs. Dans son rapport, le professeur Roques classait l'alcool en compagnie de l'héroïne et des opiacés, ainsi que de la cocaïne dans le premier groupe (le plus dangereux) des substances « hédoniques susceptibles d'entraîner des effets plus ou moins accentués de dépendance psychique ». Le rapport, préparé par dix experts français et étrangers, indiquait que l'alcool, à l'instar des « drogues dures », engendrait une « très forte dépendance psychique, une très forte dépendance psychique, une forte neurotoxicité et possédait une forte dangerosité sociale ».

Paul Benkimoun

### DÉPÊCHES

■ RELIGION : quatorze associations de chrétiens « critiques » se sont regroupées dans une fédération nommée « Les réseaux des parvis », qui éditent un trimestriel sous le même nom. « Critiques mais fidèles », ces associations militent pour une démocratisation dans l'Eglise catholique. Certaines d'entre elles avaient vu le jour après l'éviction de l'ancien évêque d'Evreux, Mgr Jacques Gaillot, en janvier 1995. D'autres sont plus anciennes, comme Droits et libertés dans les Eglises, Femmes et hommes en Eglise, le groupement de prêtres Jonas, un groupement d'homosexuels chrétiens, et Plein Jour, qui rassemble des femmes vivant avec des prêtres.

■ MONT-BLANC : les familles des victimes du tunnel du Mont-Blanc se sont constituées en association, mardi 20 avril, en affirmant, selon un de leurs représentants, avoir été « mises à l'écart » et « dans l'incertitude » après le drame, à cause d'un « défaut de communication ». Cette association devrait se constituer partie civile, a annoncé son avocat, M. Alain Jakubowicz, qui a également invité les familles à se constituer individuellement partie civile.

■ FEMMES : en réponse à une lettre de Ségolène Royal, ministre déléguée à l'enseignement scolaire, demandant aux Galeries Lafayette de « reconsidérer le bien-fondé » de l'exposition de mannequins vivants dans ses vitrines (Le Monde du 15 avril), la direction du grand magasin a indiqué, mardi 20 avril, « être prête à réfléchir à la façon d'éviter un malentendu et une polémique aux antipodes de l'esprit de (son) initiative ». La secrétaire d'Etat aux droits des femmes, Nicole Péry, s'est également insurgée publiquement contre cette exposition.





*Jeudi 22 avril,*  
**A SAISIR CHEZ CARREFOUR**



**5000 costumes Tex**  
**100% pure laine**  
**Woolmark**  
**et pas un de plus.**

**550 F**

TeX



PURE LAINE VIERGE  
WOOLMARK

A ce prix, jusqu'à quelle heure  
y en aura-t-il ?  
On ne sait pas...

Costume 100% laine Woolmark super 100's.  
Traitement Teflon®.  
Pantalon : bas à revers. Doublure  
jusqu'aux genoux 100% perfordé.  
3 longueurs de jambes. Du 36 au 52 : 170 F  
Veste : doublure 100% acétate.  
Du 46 au 62 : 380 F  
Coloris anthracite ou gris moyen.

**Avec Carrefour**  
**je positive!**

**A DEMAIN...**

هكذا من الأصل

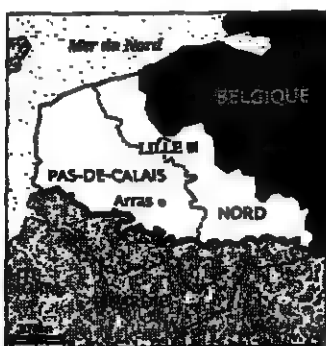


## LES RÉGIONS EN CHANTIERS

NORD PAS-DE-CALAIS

### Les élus réclament une politique de la ville plus réaliste

Dans la région la plus urbanisée de France, où les villes nées avec l'industrialisation manquent d'espaces publics, un logement sur deux est en HLM. Les Nordistes veulent agir au niveau de l'agglomération. Ils reprochent à l'Etat un saupoudrage inefficace et une vision trop normative



LILLE

de Lille correspondant régional. La préparation du contrat de plan Etat-Région n'est pas une mince affaire. La région la plus urbanisée de France : le Nord-Pas-de-Calais, qui n'a pas échappé à l'Etat pour sa politique de la ville, a du mal à se couler dans le moule proposé par Paris. 4 millions d'habitants, 322 au kilomètre carré, le Nord-Pas-de-Calais attire une population plus élevée que la densité moyenne française (106,7 habitants au kilomètre carré). Les zones denses prennent donc une large place dans les préoccupations des responsables régionaux. Mais il ne faut pas croire qu'en ce pays il n'y a que des villes au milieu du désert, comme ce peut être le cas ailleurs (Le Monde du 20 avril). Dans le département du Nord, les zones denses sont rarement peuplées : la population y est rarement au-dessous de 100 habitants au kilomètre carré. Autant dire que pour Daniel Ghossein, le géographe du cabinet du président (PS) de la région Michel Delebarre, qui articule la réflexion sur le contrat de plan, la politique de la ville est « consubstantielle » à ce territoire : ce volet de l'action publique a donné lieu, dès le début des années 80, à d'importantes expérimentations à des opérations lourdes, comme à Lille, Roubaix-Tourcoing, Calais, Grande-Synthe. Ces zones denses ont déjà retrouvées dans le premier contrat de plan Etat-région (1984-1988), qui leur a consacré une vingtaine de communes.

Simultanément, ces zones développent une culture de l'urbanisme. Ces responsables ont leurs preuves bien avant. Elles ont été mises en œuvre au cours de ce siècle, la

guerre de 1914-1918 et la désindustrialisation : le premier avait limité tout le Nord, le second a touché le bassin minier, mais aussi la sidérurgie, les filatures et les chantiers navals, dans cette région où l'urbanisation s'était réalisée autour des usines ou des mines, sous l'impulsion de grands propriétaires fonciers et d'un patronat paternaliste.

#### CITOYENNETÉ PARTICIPATIVE

L'exemple de Lille est, à cet égard, saisissant. Ces cités sont nées avec l'industrialisation : on s'est occupé de remplir l'espace, entre les usines, de logement social qui permettaient de loger le maximum d'ouvriers, plus près de leur travail, les fameuses courées. Aujourd'hui, Jean Vandieren (div. gauche), maire de Roubaix, et Jean-Pierre Baldryck (PS), maire de Tourcoing, engagés dans la Communauté urbaine de Lille, ont un grand projet urbain, pour prioriser de créer des espaces publics qui ont toujours manqué. « Ces villes, nées par et pour le travail, n'avaient aucune fonction d'échange, il faut leur en donner », constate Daniel Ghossein.

C'est un facteur déterminant, qui ne se retrouve nulle part en France : dans le Nord-Pas-de-Calais, un logement sur deux est en HLM. Si 30 000 logements des Houillères ont été supprimés, il en reste 100 000. Le logement social n'a pas cherché ailleurs, par exemple, dans une boulimie de pouvoir, pour expliquer la farouche résistance de Michel Delebarre à prendre la présidence de l'Union départementale des HLM. Il ne pouvait tout simplement pas négocier un tel instrument.

#### Sous-équipement administratif

Le sous-équipement administratif dont souffre le Nord-Pas-de-Calais se retrouve dans tous les domaines. Avec un taux de 4,1 agents de l'Etat pour 100 habitants, la région est au dernier rang, en compagnie de la Picardie voisine, avec toutes les conséquences que cela implique pour la santé, la police ou la justice : un seul CHU pour 4 millions d'habitants ; la faculté de médecine de Lille est celle qui compte le plus d'étudiants et le moins de professeurs ; il manque 80 postes hospitalo-universitaires pour atteindre la moyenne nationale ; une densité médicale très pauvre dans tous les secteurs, alors que l'espérance de vie est amputée de trois ans chez les hommes, de deux ans chez les femmes par rapport à la moyenne nationale. Avant-dernier pour les dépenses, l'éducation nationale se situe dans le premier et le second degré, le Nord-Pas-de-Calais est bon dernier pour les dépenses de l'Etat par lycéen, à un niveau inférieur de 10 % à la moyenne nationale. Insuffisance de formations de haut niveau - de type troisième cycle universitaire -, nombre de chercheurs insuffisants complètent ce catalogue de retards.

Les Nordistes ont la plus forte dotation de solidarité urbaine (DSU) par habitant

| RÉGIONS               | DOTATION DE SOLIDARITÉ URBAINE (DSU) par habitant | NOMBRE DE CONTRATS DE VILLE |
|-----------------------|---|-----------------------------|
| MOYENNE : 95,2        |   |                             |
| ALSACE                | 82  | 3                           |
| AQUITAINE             | 85,4  | 5                           |
| AUVERGNE              | 80,2  | 6                           |
| BOURGOGNE             | 78  | 6                           |
| BRETAGNE              | 79,9  | 7                           |
| CENTRE                | 89  | 8                           |
| CHAMPAGNE-ARDENNE     | 124,7   | 8                           |
| COCOTSE               | 115   | 12                          |
| FRANCHE-COMTÉ         | 97,2  | 6                           |
| ILE-DE-FRANCE         | 87,2  | 130                         |
| LANGUEDOC-ROUSS.      | 101,1   | 7                           |
| LIMOUSIN              | 50,1  | 1                           |
| LORRAINE              | 100,1   | 9                           |
| MIDI-PYRÉNÉES         | 85,6  | 8                           |
| NORD-PAS-DE-CALAIS    | 157,9   | 10                          |
| BASSE-NORMANDIE       | 127   | 5                           |
| HAUTE-NORMANDIE       | 114,9   | 5                           |
| PAYS DE LA LOIRE      | 115,1   | 5                           |
| PICARDIE              | 120,9   | 5                           |
| POITOU-CHARENTES      | 84,1  | 6                           |
| PROV.-ALPES-C. D'AZUR | 83,9  | 14                          |
| RHÔNE-ALPES           | 88,1  | 14                          |

La dotation de solidarité urbaine (DSU) est versée aux communes dont les ressources fiscales sont faibles et les charges importantes. La DSU par habitant mesure le rapport entre le montant total versé à la commune et la population. Les contrats de ville ont pour objet la lutte contre l'habitat et la réhabilitation des quartiers urbains déshérités. Ils impliquent l'Etat, les communes ou leurs groupements et éventuellement les régions et les départements.

Dans ce contexte, les collectivités territoriales du Nord-Pas-de-Calais ont recherché leurs propres solutions, avec les méthodes qui caractérisent ce pays : grand sens de la solidarité et de la collectivité, goût du consensus social et capacité à oublier, pour les grandes causes, les clivages politiques. Dès 1982, le conseil régional, sans avoir la compétence, s'est impliqué dans des projets d'agglomération et plurimunicipaux, libre-

ment consentis en fonction de la demande et des besoins, touchant aussi bien des communes que des structures intercommunales, les cantons ruraux voisins, et a été capable de mobiliser les conseils généraux. La région aidait en finançant l'ingénierie, grâce au fonds de participation des habitants, mis en place il y a dix ans. Il cherche toujours à aider les projets associatifs ou collectifs qui paraissent viables et à favoriser une citoyenneté participative. Mais il s'agit aussi, personne ne le cache, d'une façon de dire que l'Etat n'est pas seul à avoir de bonnes idées.

#### POLITIQUE CLOISONNÉE

Dans le même temps, l'Etat pratiquait une politique de la ville très cloisonnée, ancrée sur les quartiers. Paris a mené des projets dans le Nord-Pas-de-Calais entre 1981 et 1983 ; 21 entre 1984 et 1988 ; 64 projets sur 204 sites sur une centaine de communes à partir de 1993. C'est à partir de cette date que le hiatus a été jugé par beaucoup inacceptable, ne correspondant ni à l'histoire ni aux besoins de la région, moins à la décentralisation : l'Etat, par le biais des préfets

et des sous-préfets délégués à la ville, revenait à une forte centralisation, à une politique de guichet et à des engorgements de délais. Qu'il s'agisse par exemple de lutte contre la toxicomanie ou de politique de transports urbains, les Nordistes ont toujours pensé qu'il fallait agir au niveau de l'agglomération, tandis que l'Etat, de son côté, ne proposait que des actions de ville, un fonctionnement normatif que beaucoup jugent sévère.

C'est ainsi que les services de la région, sur le contrat de plan qu'il s'achève, ont été amenés à traiter entre 1 500 et 2 000 dossiers par an, pour des sommes entre 5 000 et 30 000 francs. « Nous avons perdu un temps fou pour un saupoudrage ridicule », déplore Daniel Ghossein, en l'absence d'innovation et de souplesse. Mais qui réclament en plus la plurimunicipalité, nous toujours confrontés à un budget annuel de l'Etat. Il n'y avait par exemple aucune association possible entre les départements qui tenaient les politiques de proximité dont nous avons besoin. »

Lionel Jospin a apporté quelque apaisement, il n'a pas pleinement rassuré les Nordistes. Ceux-ci

voient mal comment concilier leur politique d'agglomération avec les procédures de contrat de ville, déjà engagées par les préfets avec les généraux. Ils sont loin de l'approche globale qu'ils souhaitent. « Il nous faut engager un rapport nouveau avec l'Etat, qui aura toujours tendance à nous regarder ministre par ministre. Il nous faut faire un transversal », tempête Michel Delebarre. Pour les Nordistes, il s'agit de ne pas être traités de la même façon que les Franciliens, obligés de maîtriser le développement de leur région. Eux se sentent obligés à tout reconstruire, d'anticiper de nouvelles organisations urbaines et sociales. Ils savent qu'ils ont maintenant la tête hors de l'eau. Ils veulent aussi pouvoir avancer.

#### RATTRAPAGE

Dans ce contexte, l'assurance de la ville et des agglomérations est au cœur de la demande. Les élus du Nord-Pas-de-Calais soulignent un sous-équipement administratif, handicap considérable qui place la région, selon Michel Delebarre, non pas au-dessous du niveau des régions les mieux équipées, mais au-dessous de la moyenne nationale. Le document d'orientation régionale adopté le 14 janvier, dans la perspective du contrat de plan 2000-2006, constitue un véritable cahier de doléances.

En matière de logement, dans une région où l'investissement privé s'est tari, les dotations de l'Etat ne correspondent plus aux besoins, qu'il s'agisse de construction ou de réhabilitation. Avec une dépense de 124 de 73 francs par habitant, le Nord-Pas-de-Calais arrive bon dernier, loin de la moyenne nationale (109 francs), très loin des 277 francs de la Bretagne ou des 111 francs de la Champagne-Ardenne, selon les statistiques arrêtées par la direction régionale des affaires culturelles, le point de combat pour obtenir des renforts d'agents publics. « D'accord pour parler contrat de plan avec l'Etat, dit Michel Delebarre, mais il faut aussi avoir le sien pour lutter contre le sous-équipement administratif qui est le nôtre et le rattrapage auquel nous avons droit. »

Pierre Chervatou

PROCHAINS ARTICLES : Rhône-Alpes, les universités et la recherche

### En Aquitaine, la gauche « plurielle » s'inspire des polyphonies corses

#### BORDEAUX

Une majorité relative ? Président de la région Aquitaine depuis un an, Alain Rousset préfère parler de « minorité absolue ». Avec quarante sièges sur 88 PS, 8 PCF, un membre du groupe communiste, il Verts) sur quatre-vingt-cinq, Rousset, fabiusien atypique, sans mandat national, a recouru au « 49-3 » régional pour faire adopter le budget 1999, repoussé par une majorité d'élus. « Ce « 49-3 » peut faire passer un budget mais déresponsabilise », dit-il. Le maire (Gironde) qui s'imaginerait gouverner ainsi pendant un an a un goût pour le socialisme. Il a un goût pour le socialisme, remarque Gilles Savary, chef file fabiusien socialiste, le vice-président chargé de l'emploi, la recherche et le petit dénominateur commun. C'est l'inverse d'une ambition, mais il y a un contrat car l'opposition peut être majoritaire quand elle sou-

La « minorité absolue » est une gauche « plurielle » soudée. Aux élections régionales de 1997, elle a expérimenté une forme de figure : seul dans Landes et les Pyrénées-Atlantiques, allié au PCF et au MDC en Dordogne, aux radicaux de gauche et au MDC en Gironde, lui aux communistes le Lot-et-Garonne. Les Verts ont fait partout liste séparée, mais toute la gauche s'est retrouvée sur la plate-forme de M. Rousset, y compris les

communistes, dont l'union avait fait passer, de 1992 à 1998, le budget du président précédent, le RPR Jacques Valade.

En un an, la « minorité absolue » a mené une grosse antioche. Un lundi sur deux, M. Rousset, flanqué d'un membre de cabinet, Vincent Feltesse, qui a été ses quatre ans auprès de Michel Vaillant, ministre des relations avec le Parlement, a fait passer ses quatorze vice-présidents (10 PS, 4 PCF et un Vert). Le premier d'entre eux, Jean-Louis Carrère, député Landes, proche d'Henri Emmanuelli, président du groupe socialiste, « ne devient pas intangible quand on est par l'intergroupe de la majorité. Nous les présentons comme des groupes de l'opposition démocratique - RPR, MCF, Chasse, pêche, nature et tradition. » On ne peut pas vivre en guerre permanente, assure M. Carrère, qui ne cherche pas à chercher des compromis au conseil régional. « C'est un groupe pluriel, note-t-il, qui a quatre élus plutôt de droite et quatre plutôt de gauche. Mais les huit ont choisi de voter groupés. »

#### LES VERTS, « BOUCLEUR SVOIQUE »

Vice-président communiste, Pierre Augier, qui a été singulièrement en 1977 dans son parti en votant contre une modification de la loi de PCF, est un chasseur comme je suis, ils m'ont mis à l'environnement ! », dit-il. Mé-

thode jospinisme, « indispensable à une politique cohérente ». « On ressent cette même volonté de construire qu'au gouvernement », se réjouit-il.

Tous les votes de la gauche ont été unanimes, affirme fièrement le président du conseil régional, sauf sur le schéma de développement de l'espace communautaire. Mais le bel édifice aquitain a failli être ébranlé par la démission budgétaire. Pour « impérativement sortir de l'asphyxie financière » imposée à son prédécesseur, M. Rousset a programmé pour 1999 une forte baisse de la fiscalité (-25 %) et une diminution du budget. Ce distinguant des autres départements, les communistes girondins, réputés moins proches de Robert Hue, ont mené campagne sur le thème « pas plus de 5 % de hausse ! ». « On a réussi à ramener la hausse de +33 % à +25 % », se console M. Augier, qui a obtenu une « efficacité des aides publiques » aux entreprises. « On a un PCF intrigué sur son expression mais fiable sur ses votes », dit M. Savary. Il dit non mais il vote oui.

La gauche plurielle ressemble à une polyphonie corse. Les voix sont diverses mais elles sont harmonieuses », ajoute M. Savary pour qui les Verts constituent « le bouclier immobile et stoïque » de cette coalition, faisant face, « une maturité politique étonnante », aux attaques des chasseurs. Privés au lendemain des régionales de leur

dirigeant, Noël Mamère, resté député, les Verts se sont libérés en temps de la loi « radicale » de son discours.

#### UNE ANNÉE DE CONSTRUCTION

Vice-président chargé de la recherche, Jean-Pierre Dufour, « une année de construction » et de disparition de préjugés réciproques. « Il faut qu'on puisse donner un message de la patience en fonction des circonstances. »

M. Rousset a lancé une construction régionale avec les présidents de conseils généraux - dont les deux de droite, François Bayrou dans les Pyrénées-Atlantiques et Jean François-Poncet dans le Lot-et-Garonne - et a déjà réuni les députés, les vingt-deux de gauche et les cinq de droite, dont Alain Juppé. Son ambition est de faire de l'Aquitaine une « vraie collectivité locale ». Le 10 mai, le vote en séance plénière des conseils du budget et l'emploi, la formation, l'aménagement du territoire, ont permis de « réorientations politiques », dit M. Carrère qui se prépare à négocier « en position de force » le contrat de plan avec l'Etat. Histoire de favoriser « une identification de la région » à une politique de « gauche « plurielle ».

Michel Noblecourt

### Les finances des régions

LA PLACE des régions dans le débat politique est sans commune mesure avec leur poids financier. Les conseils régionaux sont en effet, et de loin, les collectivités locales les moins riches - ou les moins dépensières. Cette caractéristique tient à leur définition même : les régions sont moins chargées de gérer que de coordonner et d'aménager.

Budget. Selon les calculs de la direction générale des collectivités locales (DGCL) du ministère de l'Intérieur, les budgets primitifs de l'ensemble des collectivités locales pour 1998 représentent 797,9 milliards de francs (121,6 milliards d'euros) pour les recettes et 795 milliards pour les dépenses. Pour les régions, ces chiffres sont respectivement de 80,7 et 81,2 milliards de francs. Ainsi, en 1998, les dépenses totales par habitant d'Aquitaine sont de 1 014 francs pour les départements, 1 363 francs pour les régions.

nération des enseignants, à la charge de l'Etat) représentent l'une des principales responsabilités des régions : les crédits votés à ce titre en 1998 atteignent 18,4 milliards de francs (en métropole), le quart de leur budget. L'investissement représente l'essentiel (13,3 milliards) des crédits du secteur scolaire.

Fiscalité. Le total des produits de la fiscalité locale pour 1998 s'élève, en métropole, à 24,2 milliards de francs : 5,3 milliards pour la taxe d'habitation, 5,9 pour la taxe foncière bâtie, 12,9 milliards pour la taxe professionnelle. Le total du produit fiscal de l'ensemble des collectivités locales de métropole pour 1998 est de 311,8 milliards. Les recettes fiscales directes par habitant sont en moyenne de 449 francs (métropole).

Endettement. L'endettement est très variable d'une région à l'autre. L'endettement par habitant varie pratiquement de 1 à 10. Au 1<sup>er</sup> janvier 1998, la dette moyenne régionale s'élevait à 1 116 francs (métropole), soit 136 francs d'annuité de dette. Les emprunts dans les budgets primitifs de 1998 (métropole) s'élèvent à 30,3 milliards, en baisse de 1,3 %. En réalité, une part importante de ces emprunts « devrait être consacrée au refinancement de la dette renégociée », indique la DGCL. Le montant réel des emprunts n'est donc que de 8,2 milliards. L'annuité de la baisse de 0,9 % par rapport à 1997.



MOËT &amp; CHANDON

Dom Pérignon

Veuve Clicquot Ponsardin

MERCIER

Ruman

KRUG

Comard Dubouché

POMME

LVMH

MOËT HENNESSY · LOUIS VUITTON

LA PASSION CRÉATIVE



## Forte progression du chiffre d'affaires au 1<sup>er</sup> trimestre 1999

Chiffre d'affaires  
au 1<sup>er</sup> trimestre**1,76**

milliard d'euros

Progression  
par rapport à 1998**+12,8 %**

Le chiffre d'affaires consolidé du premier trimestre 1999 du Groupe LVMH - Moët Hennessy - Louis Vuitton ■ atteint 1,76 milliard d'euros (11,5 milliards de francs), ■ hausse de 12,8 % par rapport ■ 1998.

La reprise du chiffre d'affaires constatée ■ 4<sup>ème</sup> trimestre 1998 s'est confirmée ■ amplifiée ■ du premier trimestre 1999.

Pour le seul mois de mars, le chiffre d'affaires ■ en progression de 18 %.

Hennessy

Louis Vuitton

CELINE

LOEWE

CHRISTIAN LACROIX

GIVENCHY

Christian Dior

FRED

GUERLAIN

KENZO

DFS



### Évolution par groupe d'activités

◆ L'activité du groupe Vins & Spiritueux a été très soutenue. Les ■ de Champagne et Vins ■ augmenté de 30 %, dont 24 % ■ périmètre comparable. Krug a rejoint LVMH ■ janvier 1999.

Les volumes ont fortement augmenté ■ premier trimestre. Les hausses de prix, de l'ordre de 5 %, ■ ligne ■ notre politique. Le Royaume-Uni, l'Italie, les Etats-Unis et le Japon enregistrent une forte croissance notamment du fait des nouvelles cuvées comme Nectar Impérial.

◆ Les ventes de Cognac sont ■ hausse de 5 %, grâce à une bonne tenue des volumes principalement au Japon, ■ Etats-Unis, ■ dans la région Asie Pacifique.

■ Les ventes du groupe Mode & Maroquinerie sont en hausse de 12 %. Le chiffre d'affaires de Louis Vuitton Malletier poursuit ■ forte croissance grâce ■ succès tant des lignes traditionnelles que des nouveaux produits tels Monogram Vernis et souliers.

Tous les marchés progressent. La croissance ■ particulièrement forte aux Etats-Unis ■ ■ Asie. Deux

nouveaux "global stores" Louis Vuitton ont été ouverts au Landmark, à Hong Kong ■ ■ Fukuoka au Japon.

◆ Les ventes de Parfums & Cosmétiques augmentent de 22 %. La croissance ■ particulièrement forte pour Parfums Christian Dior, ■ raison notamment de la reprise des ventes ■ touristes ■ Asie Pacifique ■ du lancement de nouveaux produits : Bodylight, Vitamine ■ Diorever.

◆ Les ventes du groupe d'activité Distribution sélective sont ■ hausse de 3,6 %. Les ventes de DFS sont en baisse par rapport ■ l'an dernier compte tenu de la fermeture de certains magasins intervenue dans l'intervalle, mais elles sont supérieures au budget.

Sephora poursuit ■ développement. Le réseau comporte désormais 221 boutiques en Europe. Quatre nouveaux magasins ont été ouverts aux Etats-Unis, ce qui porte le réseau américain à 18 magasins.

### Confirmation des objectifs

La progression du chiffre d'affaires à fin ■ 1999 permet de confirmer les objectifs de croissance des résultats pour 1999 annoncés le 18 ■ ■ dernier.

### Principales données par groupe d'activités

| 1 <sup>er</sup> trimestre | 1998          |              | 1999          |              | Evolution       |
|---------------------------|---------------|--------------|---------------|--------------|-----------------|
|                           | FRF           | €            | FRF           | €            |                 |
| ■ millions                |               |              |               |              |                 |
| Champagne ■ Vins          | 1 259         | 192          | 1 635         | 249          | + 29,9 %        |
| Cognac et Spiritueux      | 1 032         | 157          | 1 082         | 165          | + 4,9 %         |
| Mode et Maroquinerie      | 3 158         | 481          | ■ 532         | 538          | + 11,8 %        |
| Parfums ■ Cosmétiques     | 1 830         | 279          | 2 241         | 342          | + 22,4 %        |
| Distribution sélective    | 2 917         | 445          | 3 022         | 461          | + 3,6 %         |
| Autres                    | 30            | 5            | 24            | 4            | -               |
| <b>Total</b>              | <b>10 226</b> | <b>1 559</b> | <b>11 536</b> | <b>1 759</b> | <b>+ 12,8 %</b> |

Informations complémentaires : Club des Actionnaires LVMH 30, avenue Montaigne - 75008 Paris  
Tél : 01 42 21 50 - Minitel : 3015 LVMH - 22 F la nuit - Internet : <http://www.lvmh.fr>

هكذا من الأصل



50 من الأول

14 / LE MONDE / JEUDI 22 AVRIL 1999

CARNET

DISPARITIONS

# Hernando Santos

Figure influente de la vie politique colombienne

**HERNANDO SANTOS**, directeur de *El Tiempo*, principal quotidien colombien, est mort à Bogotá, mardi 10 avril, à l'âge de soixante-seize ans, des suites d'une attaque cérébrale.

Figure d'un certain journalisme de tradition familiale, Hernando Santos fut un journaliste influent de la vie politique colombienne. Né le 12 août 1932 à Bogotá, après une enfance de droite, Hernando Santos rentre en 1954 au journal appartenant alors à son oncle, le *El Tiempo*. Eduardo Santos, qui vient d'occuper la présidence de la République. Lorsque celui-ci répartit les actions du journal entre ses parents, Hernando Santos, qui devient le principal actionnaire à la mort de son oncle en 1974.

Directeur du quotidien depuis 1981, Hernando Santos contribue à

la modernisation de *El Tiempo* et profite des difficultés de son principal concurrent, *Espectador*, pour consolider l'hégémonie de son journal. Il est du poids de son quotidien pour entrer dans le jeu du pouvoir, qui l'amuse sans jamais le tenter. Au fil de ses éditoriaux, il est le fidèle porte-parole de l'establishment et de la raison d'Etat. « *Le gouvernement a toujours raison* », est sa devise. Cependant, Hernando Santos a su ouvrir les pages de son quotidien au débat et à la pluralité d'opinions. Comme il l'avait lui-même annoncé, sa succession sera très probablement assurée par une équipe au sein de laquelle ses deux fils – et principaux actionnaires du journal – se partageront le pouvoir avec son neveu Enrique Santos, la brillante plume de la famille.

Marc Chénier

**YVETTE PIERPAOLI**, une Française qui avait voué sa vie à la cause des réfugiés, est morte d'un accident, dimanche 11 avril, à l'âge de 60 ans, à la mission humanitaire qu'elle dirigeait en Albanie. Agée de 60 ans, elle se trouvait en compagnie d'un couple d'Américains, David et Penny McCall, appartenant comme elle à la mission américaine. Refugiés internationaux, et d'un chauffeur albanais lorsque leur véhicule est entré dans un ravin près de Tuka, au nord de l'Albanie, là où arrivent une grande partie des réfugiés du Kosovo. Fille d'immigrés italiens établis en Lorraine, Yvette Pierpaoli était connue une femme difficile, mais aussi une femme qui avait contribué à fonder. Après avoir assisté, pendant dix années, les Cambodgiens parqués dans les camps de la frontière thaïlandaise, on la retrouvait dans la plupart des grands événements humanitaires de notre siècle, en Asie, en Afrique et en Amérique latine. Yvette Pierpaoli avait raconté sa vie et ses engagements dans un livre : *La femme dans les enfants*, publié en 1971 dans la collection « Vécu » chez Robert Laffont.

**RALPH MONTAUDO**, ancien journaliste, est mort d'une crise cardiaque samedi 17 avril à son domicile parisien. Né le 8 septembre 1933 à Versailles, il a collaboré au *Populaire*, à *Franc-Tireur* et à *L'Information* avant d'entrer en 1957 à Europe 1 où il est resté pendant vingt ans. En 1977, il rejoignit le barreau, pour se mettre au service des anciens confrères. Il fut qu'avocat, jusqu'en 1992. Ralph Montaudou fut élu en mai 1993 président du Syndicat national des journalistes (SNJ), auto-

nome) qu'il a dirigé jusqu'en 1992. Il a été également directeur du Centre de formation des journalistes (CFJ) et vice-président de la Commission de la Haute École des Journalistes professionnels.

**ANNE ZAMBERLAN**, comédienne, est morte vendredi 16 avril à l'hôpital de Villeneuve-Saint-Georges (Val-de-Marne) des suites d'une embolie pulmonaire consécutive à une intervention chirurgicale. Agée de quarante-huit ans, Anne Zamberlan avait travaillé par le théâtre d'appartement et de rue (au sein de la compagnie Off), puis elle avait rejoint une compagnie qui portait son nom. Elle avait également joué dans *Le Purgatoire*, de Virgin Megawatt. Depuis cinq ans, elle travaillait avec le Théâtre de Châteillon (Hauts-de-Seine), dirigé par Serge Noyelle. Elle avait joué dans *Les Cérémonies*, *Promenade au bois*, *Le Purgatoire*, et devait participer en juin à Marseille à la prochaine édition du festival de Serge Noyelle, *Corège*, un opéra urbain.

NOMINATIONS

**Episcopat** : Mgr André Vingt-Trois, évêque auxiliaire de Paris, a été nommé par le pape, mercredi 21 avril, archevêque de Tours (Indre-et-Loire). Il succède à Mgr Michel Moutet, décédé le 11 mai 1998.

[Né le 7 novembre 1942 à Paris, André Vingt-Trois a fait ses études ecclésiastiques au séminaire d'Issy-les-Moulineaux. Ordre prêtre en 1966, il est nommé vicaire à la paroisse Sainte-Jeanne-de-Chantal (XVI<sup>e</sup>). En 1974, il devient directeur du séminaire d'Issy-les-Moulineaux. Il est nommé vicaire général du diocèse de Paris en 1981, puis évêque auxiliaire en 1988. Mgr Vingt-Trois est président de la Commission épiscopale de la famille depuis 1998.]

AU CARNET DU « MONDE »

Anniversaires de naissance

- Hier encore, à nous deux nous avions ton âge, nous les deux filles, parties chez Dany et Elfiel, mais toujours si heureuses de revenir à Savole, sur la Bourget, à côté du Revard, et surtout de retrouver.

Petite Maman.

Nos baisers les plus tendres, pour ton anniversaire.

Décès

- Georges Baradez, son épouse, Elisabeth et André Varin, Simone et Vincent Leguay, Jacques et Louise Baradez, ses enfants, Ses petits-enfants, Et arrière-petits-enfants, Simone et René Carrière, ses sœurs et beaux-frères, Ses neveux et nièces, Les familles alliées et amies, ont la grande peine de faire part du décès dans sa quatre-vingt-troisième année, de

André BARADEZ, né BONSAQUET,

le 17 avril 1909.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Famille A. Varin, 38330 Saint-Léger.

- Geneviève Basset, Céline Basset, Caroline Basset et Arnaud Friederich, Marguerite Basset, Les familles parentes et alliées, ont la profonde douleur de faire part du décès du

docteur Paul André BASSET,

professeur à la faculté de médecine de Strasbourg,

survenu à Strasbourg, le 18 avril 1999, à l'âge de cinquante-deux ans.

- Monique Bontron, son épouse, Et toute la famille, font part du décès de

Georges BONTRON,

survenu le 18 avril 1999.

Les obsèques civiles et l'incinération auront lieu le vendredi 23 avril, à 8 h 30, au crématorium des Joncherolles, 95, rue Marcel-Sembat, à Nanterre (Seine-Saint-Denis).

Henri DELBECQ,

survenu le 19 avril 1999, à Paris.

Une cérémonie religieuse sera célébrée le samedi 24 avril, à 11 heures, en l'église Notre-Dame de Beauregard, à La Celle-Saint-Cloud (Yvelines).

Cet avis tient lieu de faire-part.

**Associations communiquez vos Assemblées générales tous les jours dans le Carnet**

**Tarif à la ligne**

120 TTC / 18,29 €

01.42.17.39.80 Fax: 01.42.17.21.36

- Broca, Paris, Montoel, Dagueux.

M<sup>me</sup> Claude Brunel, ses enfants et petits-enfants, M. et M<sup>me</sup> Jean Pierre Brunel, M. et M<sup>me</sup> Jean Jacques Brunel, Et leurs enfants, Leur famille, Alliés et amis, ont la douleur de faire part du décès de

M<sup>me</sup> veuve Jean BRUNEL,

née Jeanne BROSSARD,

survenue dans sa quatre-vingt-quatrième

Le service religieux sera célébré le vendredi 23 avril, à 14 h 30, en l'église du Christ-Roi, 22, rue Jean-Louis, à Broca (Rhône), suivi de l'inhumation au cimetière nouveau de Montoel (Ain), à 16 heures.

Ils rappellent à votre souvenir

Jean BRUNEL,

son époux, et sa fille,

Jeane.

- Tous ceux qui ont collaboré avec lui au sein de l'Agence DLB font part de leur immense tristesse devant la disparition de

Jean-Charles DILLINGER,

architecte.

31, quai de Bourbon, 75004 Paris.

- Les membres de la Compagnie des experts en décharges prient les leurs d'appeler et de se réunir au regret de faire part du décès de leur président,

Pierre FAIDEAU.

8, rue Anselot, 75004 Paris.

- M<sup>me</sup> Micheline Georgelin, son épouse, Et toute la famille, font part du décès de

Raymond GEORGIN,

survenu à Paris, le 19 avril 1999, dans sa soixante-dix-neuvième année.

L'incinération aura lieu le 26 avril, au monument crématoire du Père-Lachaise où l'on se réunira à 9 heures.

Ni funérailles ni inhumation.

- José Delbecq, Marie, Denise, Benoît, Nathalie, leurs conjoints et enfants, ont la tristesse de faire part du décès de

Henri DELBECQ,

survenu le 19 avril 1999, à Paris.

Une cérémonie religieuse sera célébrée le samedi 24 avril, à 11 heures, en l'église Notre-Dame de Beauregard, à La Celle-Saint-Cloud (Yvelines).

Cet avis tient lieu de faire-part.

**RUBRIQUE IMMOBILIÈRE**

Parution lundi et mardi

**TARIF ABONNÉS :**

200 caractères ou espaces par ligne)

2 Parutions : 430 TTC / 65,55 €

4 Parutions : 800 TTC / 81,46 €

100 TTC / 12,24 € la ligne suppl.

- Bonclage vendredi 12 h -

01.42.17.39.80 Fax: 01.42.17.21.36

- Marcel et Nicole Goldmann, parents, Denis et Anna Goldmann, Frédéric Goldmann, un frère aîné, Talila et Tamara Goldmann, ses nièces, Ses oncles, tantes, cousins et cousines, ont l'immense douleur de faire part du décès accidentel de

Maxime GOLDMANN,

survenu à Paris, dans la nuit du 17 avril

à l'âge de quarante et un ans.

La levée du corps aura lieu le mercredi 21 avril, à 14 heures, au funérarium de Villepinte, 83, boulevard Robert-Ballanger, et les obsèques solennellement à Jérusalem.

31, rue Albéric-Magnard, 75116 Paris.

- M. Philippe Gruner et M<sup>me</sup> Lucienne Spindler, M. Yves-Henri Furlit, ses enfants, Jérôme et Benjamin Gruner, ses petits-enfants, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

Yvonne GRAUER,

survenue en son domicile, le 19 avril 1999.

La mise en bière aura lieu le vendredi 23 avril, à 15 heures, au 4, rue Laplace, Paris-14<sup>e</sup>, de l'inhumation au cimetière parisien de Thiais, dans le

Le président,

l'ensemble de la communauté universitaire de l'université Paris-IV-Sorbonne ont la tristesse de faire part du décès, survenu le 18 avril 1999, de

M. Manfred KELLER,

professeur d'histoire à l'UFR de musique et musicologie.

Les obsèques auront lieu le 22 avril, à 15 heures, au funérarium de (Côtes-d'Armor).

- Dominique, Marguerite et Richard Colombani, ses enfants, font part aux amis et connaissances de

Evelyn LARCHET

(1923 - 1999),

qu'elle a choisie de nous quitter le 8 avril dernier.

Elle a été inhumée et ses cendres ont été dispersées selon ses vœux.

Elle est retrouvée.

Quel ? - L'été.

C'est la mer avec la soleil.

Elle est retrouvée.

Quel ? - L'été.

C'est la mer avec la soleil.

Elle est retrouvée.

Quel ? - L'été.

C'est la mer avec la soleil.

Elle est retrouvée.

Quel ? - L'été.

C'est la mer avec la soleil.

Elle est retrouvée.

Quel ? - L'été.

C'est la mer avec la soleil.

Elle est retrouvée.

Quel ? - L'été.

C'est la mer avec la soleil.

Elle est retrouvée.

Quel ? - L'été.

C'est la mer avec la soleil.

Elle est retrouvée.

Quel ? - L'été.

C'est la mer avec la soleil.

Elle est retrouvée.

Quel ? - L'été.

C'est la mer avec la soleil.

Elle est retrouvée.

Quel ? - L'été.

C'est la mer avec la soleil.

Elle est retrouvée.

Quel ? - L'été.

C'est la mer avec la soleil.

Elle est retrouvée.

Quel ? - L'été.

C'est la mer avec la soleil.

Elle est retrouvée.

Quel ? - L'été.

C'est la mer avec la soleil.

Elle est retrouvée.

Quel ? - L'été.

C'est la mer avec la soleil.

Elle est retrouvée.

Quel ? - L'été.

C'est la mer avec la soleil.

Elle est retrouvée.

Quel ? - L'été.

C'est la mer avec la soleil.

Elle est retrouvée.

Quel ? - L'été.

C'est la mer avec la soleil.

Elle est retrouvée.

Quel ? - L'été.

C'est la mer avec la soleil.

- François Seligmann,

Alain Fida, Claude et Gilbert Schil, Florence et Bertrand Schil, Annick et Jacques Schil, Sophie et Philippe Schil, Béatrice et Didier Schil, Blandine et Daniel Fida, Isabelle et Richard Baraillat, Claire et Bruno Fida,

Emy Elisinger, Françoise Mossé, Yvette Negrel, Jean-Louis et Jeanine Lévy, François et Sylvie Elisinger, Philippe et Hélène Mossé, Philippe Lévy, Marc Elisinger, Jean Claude Balivet,

Réjane Fraiz, Christine Alayrac,

ont la tristesse d'annoncer le décès de

François-Gérard SELIGMANN,

croix de guerre 1939-1945, combattant de la Résistance.

Les obsèques auront lieu le jeudi 22 avril 1999, à 11 h 30, au cimetière de Montparnasse (entrée 3, boulevard Edgar-Quinet).

Pas de fleurs mais des dons à la Fondation de France pour la Ligne contre le cancer (40, avenue Hoche, Paris-8<sup>e</sup>).

- M<sup>me</sup> Jean Vannier Moreau, son époux, Ses enfants, Ses vingt petits-enfants, Son arrière-petit-fils, ont la tristesse de faire part du décès de

Jean VANNIER MOREAU,

officier de la Légion d'honneur, officier de l'ordre national du Mérite, chevalier des Palmes académiques,

le 19 avril 1999.

Les obsèques seront célébrées en l'église Saint-Léon, XV<sup>e</sup>, le vendredi 23 avril, à 14 h 30.

6, rue Saint-Sauveur, 75015 Paris.

Anniversaires de décès

« April is the cruellest month of the year... »

Il y a cinq ans,

Suzanne PATTON,

(interprète de conférence AUC)

nous quitte.

« ceux et celles qui l'ont connue et aimée ont demandé une pensée qui leur tienne à cœur le 8 avril »

SOUTENANCES DE THÈSE

83F TTC - 12,65 € la ligne

Tarif Étudiants 99

## Abonnez-vous en toute liberté

**Vous faites arrêter votre abonnement quand il vous semble**

Votre abonnement est prolongé chaque mois automatiquement. Vous pouvez, bien sûr, le faire arrêter à tout moment en nous envoyant un simple lettre.

**Vous ne payez rien d'avance**

Avec le paiement automatique, vous ne payez rien d'avance, puisque le montant correspondant aux exemplaires servis pendant un mois n'est prélevé qu'au début du mois suivant. Ceci évite tout paiement en avance et évite tout paiement en retard.

**Vous êtes sûr de ne manquer aucun numéro**

Après signature de votre mandat de prélèvement, vous ne pouvez plus vous enlever de la tête. De ce fait, vous ne pouvez plus vous enlever de la tête. De ce fait, vous ne pouvez plus vous enlever de la tête.

**SPECIAL VACANCES :**

J'ai bien noté que je pouvais faire suspendre ou suivre mon abonnement pendant mes vacances.

Pour les vacances ou un déménagement, un numéro exclusif : 0 803 022 021

## Bulletin d'abonnement

☐ OUI, je désire m'abonner au Monde pour seulement 173 F par mois (26 numéros) par prélèvement automatique

Important : avant de joindre un relevé d'identité bancaire ou postal à votre autorisation, il y en a un dans votre chèque

☐ M. ☐ Mme ☐ Mlle 00140002

Prénoms : \_\_\_\_\_

Nom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code Postal : \_\_\_\_\_ Ville : \_\_\_\_\_

La présente l'établissement (type de votre compte à effectuer sur ce document les prélèvements pour votre abonnement au journal Le Monde. Je jure, sous peine de sanction, d'être titulaire d'un compte bancaire ou postal au nom de M. ou Mme Le Monde.

Vous vous abonnez au Monde : tout nous, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1999, nous sommes une seule et même publication. Nous sommes une seule et même publication. Nous sommes une seule et même publication.

Vous vous abonnez au Monde : tout nous, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1999, nous sommes une seule et même publication. Nous sommes une seule et même publication. Nous sommes une seule et même publication.

Vous vous abonnez au Monde : tout nous, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1999, nous sommes une seule et même publication. Nous sommes une seule et même publication. Nous sommes une seule et même publication.

Vous vous abonnez au Monde : tout nous, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1999, nous sommes une seule et même publication. Nous sommes une seule et même publication. Nous sommes une seule et même publication.

Vous vous abonnez au Monde : tout nous, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1999, nous sommes une seule et même publication. Nous sommes une seule et même publication. Nous sommes une seule et même publication.

Vous vous abonnez au Monde : tout nous, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1999, nous sommes une seule et même publication. Nous sommes une seule et même publication. Nous sommes une seule et même publication.

Vous vous abonnez au Monde : tout nous, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1999, nous sommes une seule et même publication. Nous sommes une seule et même publication. Nous sommes une seule et même publication.

Vous vous abonnez au Monde : tout nous, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1999, nous sommes une seule et même publication. Nous sommes une seule et même publication. Nous sommes une seule et même publication.

Vous vous abonnez au Monde : tout nous, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1999, nous sommes une seule et même publication. Nous sommes une seule et même publication. Nous sommes une seule et même publication.

Vous vous abonnez au Monde : tout nous, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1999, nous sommes une seule et même publication. Nous sommes une seule et même publication. Nous sommes une seule et même publication.

Vous vous abonnez au Monde : tout nous, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1999, nous sommes une seule et même publication. Nous sommes une seule et même publication. Nous sommes une seule et même publication.

Vous vous abonnez au Monde : tout nous, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1999, nous sommes une seule et même publication. Nous sommes une seule et même publication. Nous sommes une seule et même publication.

Vous vous abonnez au Monde : tout nous, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1999, nous sommes une seule et même publication. Nous sommes une seule et même publication. Nous sommes une seule et même publication.

Vous vous abonnez au Monde : tout nous, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1999, nous sommes une seule et même publication. Nous sommes une seule et même publication. Nous sommes une seule et même publication.

|                                     |  |  |  |
|-------------------------------------|--|--|--|
| N° NATIONAL D'ÉMETTEUR<br>N° 134031 |  | ORGANISME CRÉANCIER Le Monde<br>21 bis, rue Claude-Bernard |  |
|-------------------------------------|--|--|--|



# HORIZONS

## DOSSIER

# Ce crime au cœur de l'Europe



**Reprenant l'objectif ancestral des pires nationalistes serbes, Slobodan Milosevic a entrepris de déporter les Kosovars, de détruire leur culture et, sans doute, d'assassiner leurs élites. C'est un crime contre l'humanité.**

**L**ES chiffres sont sujets à caution mais les témoignages se recroisent. **Milovan Milosevic** est au train de réaliser l'objectif des **unions** avec les plus nationalistes et les plus extrémistes à travers l'histoire : chasser les Albanais du **Kosovo**. Pour le président yougoslave, il ne s'agit plus seulement de maintenir dans la **Sépie** cette province, **herzég** du peuple serbe, théâtre de « la plus glorieuse des défaites » contre les **Turcs** en 1389, riches des monastères les plus **riches** de l'orthodoxie. Après tout, les accords de Rambouillet, surtout avec la présence d'une **force** internationale, lui permettant de brider, pour un temps au moins, les velléités indépendantistes de la majorité albanaise.

■ mais le burin déposé. Il s'agit aujourd'hui de vider le Kosovo de sa population musulmane, de modifier l'équilibre démographique.

■ Les Serbes : 750 000 Albanais du Sud Serbie ; 420 000 réfugiés dans les pays voisins (40) ou Europe occidentale ; 850 000 autres, selon l'OTAN, ont dû quitter leur foyer et être regroupés par l'armée yougoslave ou par les forces paramilitaires serbes dans cinq zones de la province. Quel sera leur sort ? Seront-ils simplement poussés là où ils sont repoussés dehors ?

■ Les réimplantés : ceux qui dans leurs villages d'origine. Sont-ils voués à la mort par les forces somnifères, par les mines ou insurrection ? 1,6 million d'Alban-

du Kosovo, sur un total de 1,8 million, au phase aigu du conflit, sur ainsi des personnes « déplacées ».

Tous les témoignages recueillis de réfugiés en Albanie et en Macédoine, au Monténégro concordent : les Serbes procèdent toujours de la même façon. En quatre étapes. D'abord, elles entourent et pistent un village ou un faubourg pour chasser les habitants et les regrouper dans un endroit où ils peuvent être facilement surveillés, puis elles liquident la porte-parole de la communauté, les vieux, les prêtres, les enseignants, les intellectuels. Elles éparpillent les femmes, les enfants et les vieillards des hommes valides et, souvent, elles exécutent ceux qui sont en âge de se battre. Enfin, les maisons abandonnées sont pillées et détruites par un obus de gaz ou incendies : le gaz est au rez-de-chaussée, le feu, la bougie est allumée à l'étage. Quand le gaz s'est répandu, la maison est soufflée. Après, le terrain est miné.

Ces pratiques furent aussi mises en œuvre en Bosnie, peut-être d'une manière moins systématique et dans un laps de temps moins court. La rapidité des exécutions en accroît l'horreur. Ne s'en étonneront que ceux qui n'ont pas pris au sérieux l'abandonnée de la Serbie sur le nettoyage ethnique. Les faits sont. Le mémoire de 1937 de Vaso Cubrilovic, que nous citons ci-dessous, peut-être plus explicite. Il n'est ni le premier ni le dernier.

Le mémorandum de l'Académie des sciences rédigé en 1986, qui ex-

posait en filigrane la politique fu-  
neste de Milosevic, se référait aux  
méthodes nazies. La communauté in-  
ternationale n'a pas prêté l'oreille  
parce qu'il paraissait impensable à  
toute époque récente qu'un diri-  
geant politique européen puisse  
notre froidement et systématique-  
ment la mise en œuvre d'une politique inspirée  
par les purges balkaniques du  
début du siècle. L'Europe n'avait  
pas connu pareille déportation im-  
pulsée les années 1940 du stalinisme,  
depuis les années 1940 du nazisme ou  
depuis la fin de la seconde guerre  
en Europe. Seule l'Allemagne par  
répète avait elle ne s'était pas ali-  
mentée par la violence. C'est l'absence  
d'un système national communisme  
au service d'objectifs ancestraux.

La fin son message de 1937, l'au-  
teur du livre écrit en 1992, les  
« méthodes occidentales » ne  
conviennent ni au nettoyage é-  
thique. Les Serbes doivent se  
comporter comme les autres  
peuples des Balkans qui ont cherché  
à régler le problème des  
Céux-ci ont dépeint les populations,  
procédé à des échanges ou à des  
échanges et, quand ils n'ont pas  
ainsi atteint leur but, ont continué la  
répression jusqu'à épuisement  
l'adversaire. Citons, à titre  
d'exemple: le génocide Armé-  
niens en 1915; les échanges de  
population entre la Grèce et la Turquie  
après la guerre de 1923, perdue par  
Athènes; les exodes des  
mondiale; la répres-  
sion contre les Kurdes; et, plus ré-  
cemment, les 2 millions  
personnes « déplacées » par les der-  
nières guerres yougoslaves et les

tromper la vigilance des observateurs de l'OSCE envoyés dans la province à la suite des accords avec Richard Holbrooke. En même temps, il avait lancé les commandements paramilitaires du district « Arkan » et le chef de l'armée serbe Seselj. Le plan « Fer à cheval », révélé par les Allemands, montre que pour se débarrasser de l'UCK, les forces serbes avaient prévu l'envoi de déplacer la population albanaise acceptable de cacher les combattants.

Milosevic espère-t-il pouvoir remplir la seconde partie des plans préparés depuis les Allemands par les

nationalistes serbes, il savoir coloniser le Kosovo, le repeupler de « vrais Serbes », par exemple, qui ont été chassés de Croatie en 1995. Il n'a pas essayé après 1995, mais en vain, car ces réfugiés serbes ne voulaient pas vivre au Kosovo. Les Serbes croit-il, dans sa paranoïa, que la présence des Albanais les rendrait « plus forts » et qu'ils s'installeraient plus facilement sur la « Terre sainte » débarrassée des musulmans auxquels on aura fait perdre les terres, maisons, lieux de culte, papiers d'identité, etc.

guerre menée par l'OTAN est le retour des réfugiés albanais dans leurs villages. L'expérience qu'il sera l'Organisation atlantique de tenir son engagement. En et malgré la présence de la SFOR, réfugiés seulement 1,3 million sont revenus. L'enjeu d'importance. La communauté internationale n'a plus de succès. réfugiés du Kosovo, Milosevic, même la perte, ont atteint son but.

## « L'Expulsion des Arnaoutes »

**L** ■ 7 mars 1937, Vaso Cubrilovic, professeur de philosophie à Belgrade ■ véritable héros national pour avoir participé à l'attentat de 1914 ■ Sarajevo contre l'héritier ■ la maison d'Autriche, publie un mémoire intitulé L'Expulsion des Amaoutes (Albanais).

1918) consista en ce que, oubliant où elles vivaient, dans les pays balkaniques depuis 1912, résolu sont se trainer résoudre les questions de leurs minorités nationales par des transferts de populations, nous nous sommes tenus, pour notre part, à des méthodes lentes ou maladroites colonisations graduelles. Les résultats ont été négatifs. (...) Sans aucun doute, le raison essentielle de l'insuccès notre colonisation dans les contrées dites que meilleures terres sont restées mains Albanais. La seule manière possible réaliser la colonisation massive régions par nous éléments était de s'emparer les terres des Albanais. (...) Au lieu de mettre à profit la conception des Albanais eux-mêmes Albanais pour leur usurpation de la terre, (...) non seulement nous avons légitime usurpations, mais, bien pis, (...) familiarisés Albanais aux idées l'Europe occidentale sur la propriété privée (...).

la seule manière et le seul moyen de refouler les Albanais, la force brutale d'un pouvoir d'Etat organisé, au sein duquel nous [...] toujours dominés. [...] 1912 à ce jour (1937) nous n'avons pas obtenu de succès dans notre lutte contre nous, nous ne devons pas en prendre qu'à nous, car nous n'avons [...] mis [...] profit [...] pouvoir comme il [...] devait. Il ne saurait être question d'une assimilation [...] leur part [...] avantage. Au contraire, s'appuyant sur l'Albanie, ils sentent leur sentiment national [...] en temps [...] dans vingt ou [...] ans nous [...] confrontés à un irréductible fa-rouche, dont [...] signes apparaissent déjà [...] qui mettra immanquablement en question [...] territoires [...] le Sud.

« Si l'on admet que le refluxement progressif des Albanais à notre colonisation lente sans effet, il ne alors qu'une seule vue, leur transplantation en . Ici nous deux Etats vue, l'Albanie la Turquie. (...) L'opinion mondiale, surtout milieux fincés par l'Italie, bien un peu alertée. Néanmoins, le monde aujourd'hui habité à bien pire. (...) Quand l'Allemagne peut expulser des dizaines milliers à juifs et que la Russie transplante des millions d'hommes d'une partie du continent à une autre, le transfert quelques centaines de milliers d'Albanais ne fera pas éclater une guerre mondiale. (...) »

« Pour réaliser un transfert en masse, la première condition est la création d'une psychose appropriée, ce qui peut se faire de multiples manières. (...) Un moyen que la Serbie a employé est la manière très pratique après 1878, qui consiste à mettre le feu furivement à des villages des quartiers de villes albanaises. (...) D'abord envisager l'évacuation des villages, puis les villages. Les villages sont plus compacts et c'est pourquoi présentent plus de dangers. Ensuite, il ne faut pas commettre l'erreur de transplanter seulement les pauvres ; la couche moyenne aussi constitue la colonne vertébrale du tout peuple. C'est elle qu'il faut persécuter et transplanter. (...) Quand on crée la psychose de l'évacuation, il faut faire en sorte qu'il soit possible pour évacuer des villages entiers, et tout au moins des familles entières. »

## Glossaire

Voici quelques extraits des définitions données par la Cour pénale internationale en 1998 pour les crimes de génocide, contre l'humanité ou de guerre.

● **Génocide** : on entend par crime de génocide l'un quelconque des actes commis dans l'intention de détruire, en tout ou partie, un groupe national, ethnique, racial ou religieux, comme tel.

● **Crimes contre l'humanité** : on entend par crimes contre l'humanité un acte perpétré dans le cadre d'une attaque généralisée ou systématique contre une population civile.

- **Crimes de guerre** : on entend par crimes de guerre les infractions aux conventions de Genève du 12 août 1949 (homicide intentionnel, torture, destruction et appropriation ■ biens, prise d'otages) ainsi que les autres violations graves des lois et

coutumes applicables aux conflits armés internationaux (attaques généralisées contre la population civile en général ou contre des civils qui ne prennent pas part directement aux hostilités, attaques délibérées contre des organisations humanitaires, attaques ■■■ bombardements de villes, villages, habitations ou bâtiments qui ne sont pas défendus et qui ne sont pas des objectifs militaires, le transfert, direct ou indirect, par la puissance occupante d'une partie de sa population civile, dans le territoire qu'elle occupe, ou la déportation ou le transfert, à l'intérieur ou hors du territoire occupé, de la totalité ou d'une partie de la population de ce territoire, des attaques délibérées contre des bâtiments consacrés à la religion, à l'enseignement, à l'art, à ■■■ science ou à l'action caritative, contre des monuments historiques...)



# Un mois de frappes aériennes

Comme d'autres avant elle, la guerre du Kosovo ne devait durer que quelques jours... Elle se poursuit depuis un mois.

6 200 sorties aériennes ont déjà été effectuées. Certains, à l'OTAN et au Pentagone, prévoient « des mois »

de bombardements en Serbie. Devant l'incapacité des frappes à mettre un terme à l'exode des Kosovars

- 765 000 ont quitté la région depuis le 24 mars -, une intervention terrestre est de plus en plus évoquée.

Officiellement, du côté de l'Alliance, l'envoi de troupes au sol n'est envisagé qu'après « la fin des violences » au Kosovo.



Bombardements dans le sud de la Serbie.

- 1987 • Slobodan Milosevic, chef de la Ligue des communistes de Serbie, mobilise les foules contre « le génocide des Serbes » et sur les thèmes « révolution antibureaucratique » et « réveil de la conscience serbe ». Il exige la réunification de la Serbie par le rattachement des provinces autonomes du Kosovo et de Voïvodine.

- 1989 • En juin, Milosevic réunit un million de Serbes à Kosovo Polje : « La Serbie se trouve devant de nouvelles batailles ». En juillet, il supprime le statut d'autonomie du Kosovo et de Voïvodine. Grèves, manifestations. Belgrade décrète l'état d'urgence au Kosovo et fait intervenir l'armée.

- 1990 • Ecoles fermées. Journaux, radios et télévisions albanophones également fermés. Dissolution des institutions politiques albanaises. Renvoi des fonctionnaires.

- 1991 • Autoproclamation de la « République du Kosovo » (référendum clandestin).

• Le chef de la Ligue démocratique du Kosovo, Ibrahim Rugova, appelle à la résistance passive.

• Une armée parallèle (écoles, dispensaires, etc.) met en place.

- 1995 • Les accords de Dayton, en décembre, mettent fin à la guerre en Bosnie mais occultent totalement le problème du Kosovo.

- 1996 • L'UCK (Armée de libération du Kosovo) revendique pour la première fois une série d'attentats à la bombe.

- 1998 • Affrontements entre forces serbes et UCK. Escalade de la répression, combats. Fuite de réfugiés vers l'Albanie.

• La communauté internationale multiplie les pressions et pousse les deux parties à entamer le dialogue.

- 1999 • Négociations de Rambouillet (février). Plan de paix présenté par le Groupe de contact : autonomie substantielle du Kosovo ; déploiement d'une force internationale ; démilitarisation du Kosovo. Refus de la délégation yougoslave de signer le plan de paix.

24 MARS 1999 • DÉBUT DES FRAPPES DE L'OTAN (OPÉRATION « FORCE ALLIÉE »)

## Les forces en présence

### OTAN

• 13 pays participent aux opérations : Italie, France, Grande-Bretagne, Allemagne, Canada, Belgique, Danemark, Pays-Bas, Norvège, Espagne, Portugal, Turquie, États-Unis.

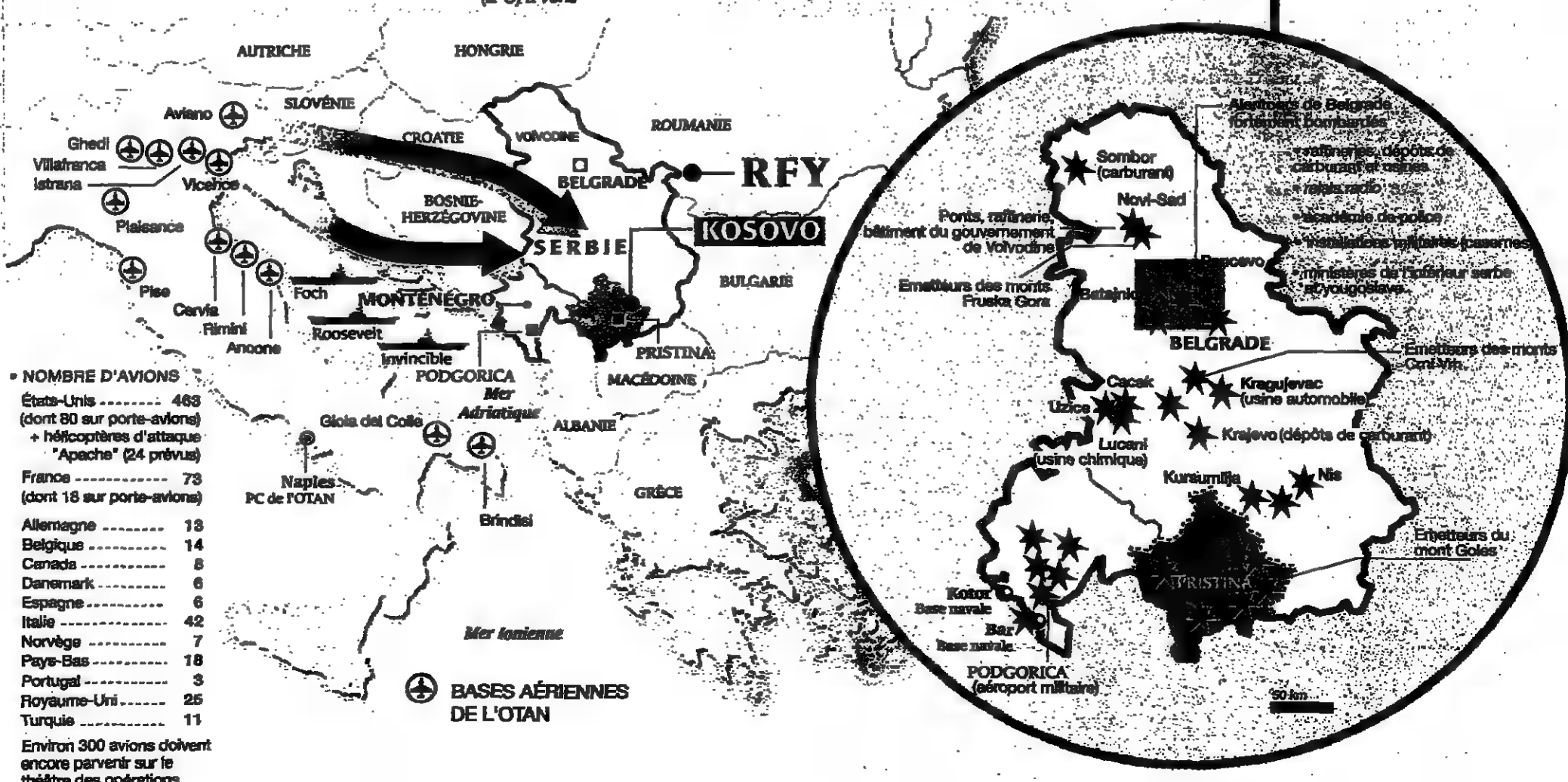
• Troupes au sol :  
Macédoine : 12 000 hommes  
Albanie : 4 700 hommes (OTAN)  
4 500 hommes (E-U) à venir

### SERBIE

114 200 hommes  
1 926 blindés et mécanisés  
850 canons  
100 missiles sol-air  
206 avions  
48 hélicoptères de combat

## Les principales cibles de l'OTAN

• OBJECTIFS MILITAIRES  
• OBJECTIFS STRATÉGIQUES INDUSTRIELS ET POLITIQUES



• NOMBRE D'AVIONS  
États-Unis : 463 (dont 80 sur porte-avions)  
+ hélicoptères d'attaque "Apache" (24 prévus)  
France : 73 (dont 18 sur porte-avions)  
Allemagne : 13  
Belgique : 14  
Canada : 6  
Danemark : 6  
Espagne : 6  
Italie : 42  
Norvège : 7  
Pays-Bas : 18  
Portugal : 3  
Royaume-Uni : 25  
Turquie : 11  
Environ 300 avions doivent encore parvenir sur le théâtre des opérations.

• Porte-avions : Foch (Fr.), Theodore Roosevelt (E-U) et Invincible (G-B)

• Frégates lance-missiles, deux sous-marins lance-torpilles et lance-missiles

• Navires logistiques

### PERTES MILITAIRES AU 20 AVRIL SELON L'OTAN

#### OTAN

• Un F-117 perdu (pilote récupéré)  
• Trois GI prisonniers

#### SERBIE

• 1110 objectifs touchés  
• 50 % des cibles fixes visées détruites et 60 % fortement endommagées  
• La moitié des MiG 29  
• Les deux tiers des QG de l'armée yougoslave

• 70 % du stock de carburant  
• Les lignes de communication de l'armée coupées  
• 1 officier prisonnier



aériennes

se poursuit depuis un mois  
prévoient « des mois »  
à l'exode des Kosovars  
plus en plus évoquée.  
fin des violences » au Kosovo

- 1995...  
- 1996...  
- 1998...  
- 1999...

DEBUT  
DES FRAPPES DE L'OTAN  
OPÉRATION « FORCE ALLIÉE »

ARMÉE...  
MILITAIRES...  
MILITAIRES...  
MILITAIRES...

premier jour  
des frappes

- 24 mars  
À 20 h 08, les  
Tomahawk des  
porte-avions basés  
en Adriatique et les  
missiles de croisière  
des B52 s'abattent  
sur la capitale

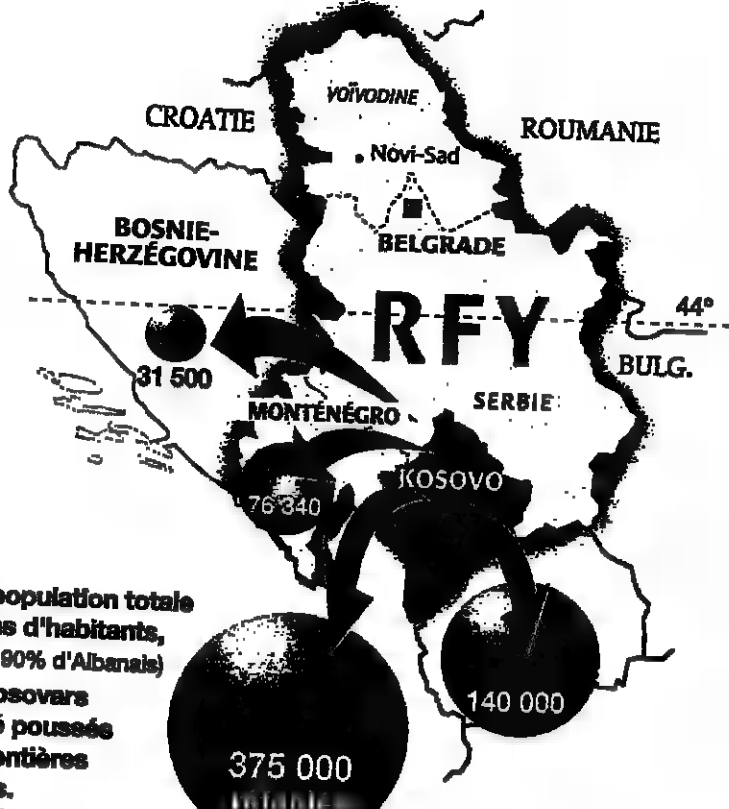
- 25 mars  
L'OTAN annonce  
avoir atteint ses  
objectifs

- Le Haut-Commissariat des Nations unies  
estime le nombre de réfugiés kosovars  
à 201 500 de janv. 1998 au 24 mars 1999 :

# et d'épuration ethnique

HORIZONS-DOSSIER

LE MONDE / JEUDI 22 AVRIL 1999 / 17



- Sur une population totale  
de 2 millions d'habitants,  
(dont plus de 90% d'Albanais)  
735 000 Kosovars  
ont déjà été poussés  
hors des frontières  
de leur pays.  
On estime de 500 000  
à 800 000 le nombre  
des personnes  
déplacées  
de leur foyer  
errant à  
l'intérieur  
du Kosovo.

- 26 mars  
Manifestations anti-  
OTAN à Skopje contre  
les ambassades des  
Etats-Unis, de Grande-  
Bretagne et  
d'Allemagne

- 31 mars  
Capture de  
3 soldats  
américains  
par les forces  
serbes à la frontière  
avec la Macédoine

- 2 MIG  
abattus au-dessus  
de la Bosnie  
qui violent  
l'espace aérien

- 30 mars  
La rencontre  
Milosevic/Primakov,  
premier ministre  
russe, se termine par  
un échec

- 1<sup>er</sup> avril  
La télévision serbe  
diffuse les images  
d'une rencontre à  
Belgrade entre  
Milosevic et Ibrahim  
Rugova, le chef kosovar

- Jean Paul II exhorte  
Milosevic à la paix et  
envoie en mission  
Mgr Tauran à Belgrade

- 2-3 avril  
Le saut de Belgrade  
touché par les  
frappes de l'OTAN

- 6 avril  
Milosevic propose  
un "cessez-le-feu"  
unilatéral à  
l'UCK. Un dialogue  
politique pourrait  
être ouvert avec  
Ibrahim Rugova,  
dont personne ne  
sait s'il est libre ou  
non de ses  
mouvements

- 7 avril  
Dans une  
intervention  
télévisée, le  
président Jacques  
Chirac dénonce  
l'"épuration  
ethnique planifiée"  
par le "dictateur"

- 8 avril  
L'armée  
yougoslave pour  
les jours  
les frontières avec  
la Macédoine et  
l'Albanie

- 10 avril  
Révélation de  
l'opération "Fer à  
cheval", le plan  
stratégique de  
Milosevic qui  
s'agit d'obtenir  
par la violence  
d'inverser l'équilibre  
démographique du  
Kosovo

- 11 avril  
Assassinat du  
journaliste  
d'opposition  
Slavko Curuvija au  
plein centre de  
Belgrade

- 12 avril  
Ibrahim Rugova est  
bien l'otage de  
Milosevic.  
Le journaliste du  
"Spiegel" Renate  
Flottau, qui a passé  
cinq jours avec le chef  
modéré des  
Kosovars, en  
apporte la preuve  
dans son témoignage

- 13 avril  
L'OTAN reconnaît  
avoir bombardé par  
erreur un train de  
voyageurs en Serbie

Un renfort de 100  
avions est demandé  
aux alliés afin  
d'intensifier les  
frappes aériennes

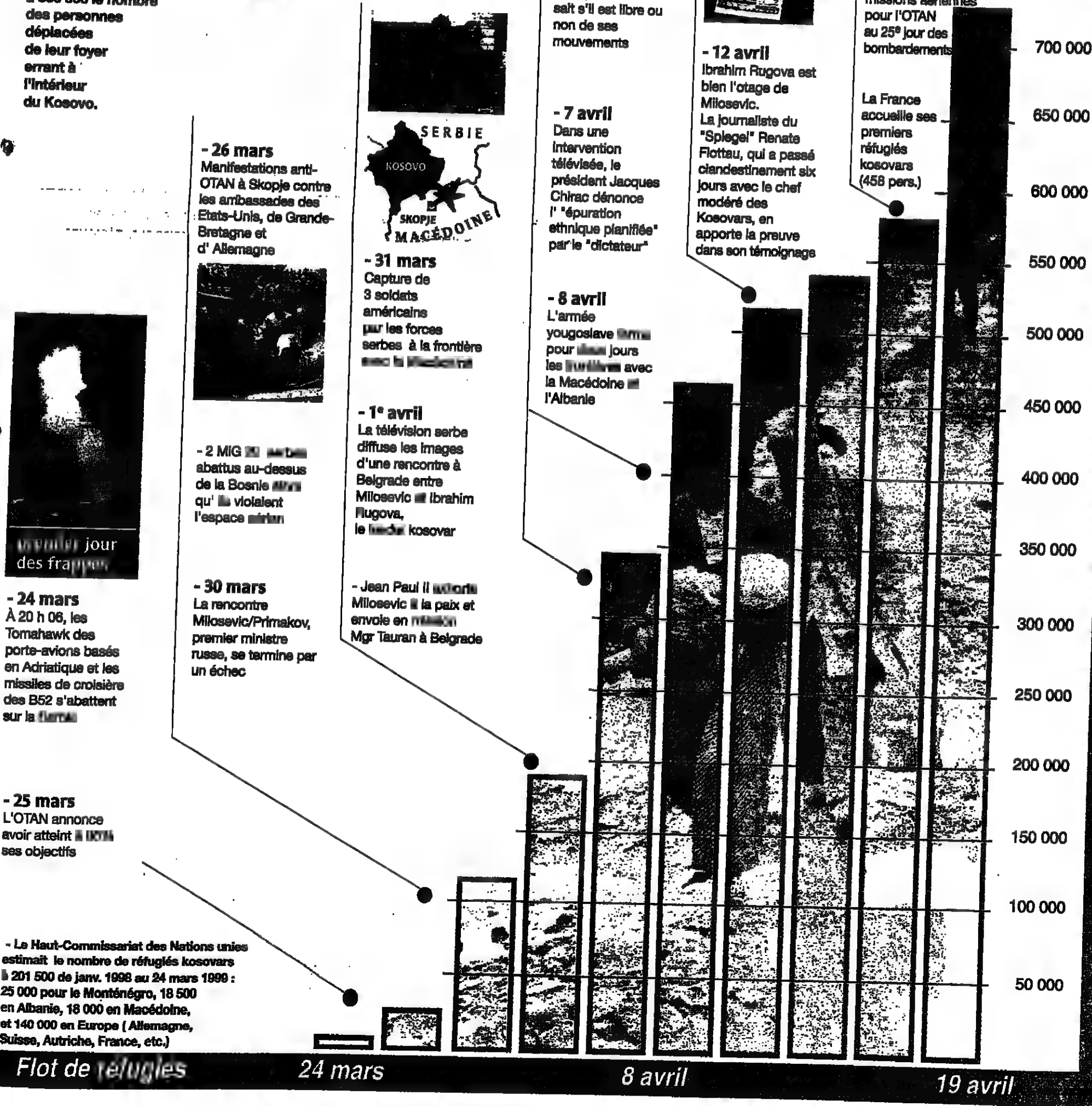
- 15 avril  
Pour la seconde fois,  
l'OTAN se trompe de  
cible et bombarde une  
colonie de réfugiés  
causant la mort de 60  
personnes

- 19 avril  
Un total de 6 000  
missions aériennes  
pour l'OTAN  
au 25<sup>e</sup> jour des  
bombardements

La France  
accueille ses  
premiers  
réfugiés  
kosovars  
(458 pers.)

- 20 avril  
L'OTAN, le HCR et  
les organisations  
humanitaires  
s'inquiètent de l'arrêt  
de l'exode des  
réfugiés depuis la  
nouvelle fermeture  
des frontières par les  
autorités serbes le  
lundi 19 avril

Aujourd'hui  
40%  
des Kosovars  
sont en dehors  
de leur pays



Flot de réfugiés

24 mars

8 avril

19 avril

هكذا من الأصل



Bill Clinton à la Maison-Blanche aux côtés de Madeleine Albright, John Podesta et Sandy Berger.

**P**REMIER locataire de la Maison-Blanche né après la guerre, un des rares à n'avoir jamais porté l'uniforme, Bill Clinton incarne la longue aversion prôlée par les « baby boomers » face à tout conflit. Sa propre indécision aux yeux de ses adversaires, la confrontation, au risque qu'elle lui explose à la figure au plus mauvais moment. « C'est un merveilleux acteur, mais il est toujours mal à l'aise dans un film de guerre », dit son biographe Louis Maraniss, auteur de *First in His Class* (Le premier de la classe). De fait, les emmêlements politiques redoutent de trouver avec lui, dont le charme a plus d'une fois retourné une situation compromise, dont le regard passionné est éclairé en un clin d'œil, qui a si bien su jouer l'ambivalence sur le petit écran lors du « Monicagate », perdant ainsi la présidence qu'il s'agit de questions militaires, un de prononçant des décisions pleines d'allant que l'on attend d'un leader dont le pays a besoin.

Ainsi cette étonnante allocution, prononcée le 11 avril, dans laquelle il a déclaré en substance : j'ai à vous parler de deux choses, de la situation florissante de notre économie et du conflit au Kosovo et de la crise humanitaire. Commençons par les bonnes nouvelles... Celle du 12 avril, adressée aux pilotes des bombardiers géants B52, dans laquelle il a parlé à ceux qui allaient lancer leurs missiles contre la Serbie, de leur « travail », de la guerre comme d'un « problème », comme s'il s'adressait aux pompiers de l'Arkansas. Il est vrai que les Américains sont entrés dans leur première guerre « humanitaire ». Bill Clinton est sans doute plus près de leurs préoccupations que l'ancien pilote George Bush. Les sondages le montrent : il a convaincu ses compatriotes que cette guerre au bout du compte était une guerre juste.

Bill Clinton restera toute sa vie marqué par la guerre du Vietnam, à laquelle il a échappé en trahissant les règles de la réglementation sur le service. Ce pacifiste prudent à la guerre, mais affublé par ses ennemis de l'épithète, pour eux infamante, de « Draft Dodger » (insoumis), il n'a pas loin d'avoir été à l'échappée à la conscription. Jeune étudiant à l'université de Georgetown, ex-stagiaire chez le sénateur démocrate Fulbright, comble célèbre, il a pris part sans trop s'engager au mouvement anti-guerre ; il était à l'époque un jeune homme qui ne trouvait pas assez radical. Dès le début, ce qui comptait le plus, c'était la carrière politique qu'il voyait poindre à l'horizon.

Pistoonné, il obtint un sursis de suivre la promesse - non tenue - de servir une année d'officier de réserve. Ayant tiré le bon numéro à la loterie de la conscription, il écrivit au colonel chargé de son dossier : « J'ai décidé d'accepter la conscription pour préserver mon avenir politique au sein du système. J'ai travaillé pendant des années pour me préparer à servir la politique américaine par un service pratique et une préoccupation pour le progrès social. L'armée est une voie sensée destinée à mener. » Ce qui ne l'a pas empêché de tourner par un choix douloureux entre son refus d'une guerre injuste et les enseignements de son professeur d'histoire Carroll Quigley, pour qui « notre civilisation disparaîtrait quand les gens cesseraient de servir ». D'accepter la souffrance nécessaire pour préférer l'avenir au présent. N'oubliez jamais que c'est ce qui nous a permis de traverser deux guerres et une dépression.

Bill Clinton, qui préférerait sans appel être pacifiste en chef plutôt que chef de guerre, a été marqué par ce conflit qui a bouleversé l'Amérique. C'est au Vietnam que se sont embourbés John Kennedy et un autre Sudiste qui voulait sauver la société américaine, Lyndon Johnson. « J'ai entendu ses proches expliquer qu'il ne voulait pas sortir



## Bill Clinton, chef de guerre malgré lui

de Bosnie comme Johnson du Vietnam », dit E.J. Dionne, auteur de *Why Americans Hate Politics* (Pourquoi les Américains détestent la politique). C'est au Vietnam que les « baby boomers » ont appris deux leçons qui les ont profondément marqués : le risque de voir revenir entre quatre planches les soldats envoyés en terre étrangère et la glorification fallacieuse d'une stratégie aérienne technologique, prônant, devenue la solution magique de cette génération. L'exemple de la guerre du Golfe est devenu réalité. Pourtant, les bombardements du Vietnam n'avaient détruit ni l'appareil militaire de Hanoi, ni sa capacité de résistance. L'ère chronologique du *New York Times*, Maureen Dowd a cité un expert militaire pour qui « la guerre moderne est une forme particulière de violence de force militaire qui vise à fournir la satisfaction sans l'engagement ». On retrouve cette option tout au long de la présidence Clinton. « Le Vietnam a vu l'explosion des mythes, de cette guerre qui avait été vendue par des gens qui étaient trop bons pour faire la guerre au Vietnam », raconte le colonel Ralph Peters, romancier et auteur d'ouvrages militaires. Dans les années 60, on avait cette belle vision d'un monde sans guerre, mais l'Amérique a refusé de jouer le jeu. Cet espoir s'est transformé en celui d'une guerre sans pertes, politiquement peu coûteuse en vies américaines et politiquement correcte parce que ne faisant pas de victimes civiles. Une guerre sans trop de risques par un président qui n'aime guère en prendre et qui règle sa conduite sur les sondages.

**T**ONY BLAIR, Joschka Fischer et Bill Clinton représentent la génération d'après-guerre nourrie de non-violence - le « Plus jamais ça » - qui les a conduits à se placer en tête de la lutte contre le terrorisme ethnique au Kosovo. « Je veux rappeler que les États-Unis ne choisissent jamais la force », qu'en dernière option, déclarait-il le 9 avril. Nous savons que nous avons au fond de nous-mêmes tendance à déshumaniser d'autres personnes simplement en les rejetant. (...) Et de là, il n'y a qu'un tout petit pas à franchir pour approuver ou même prendre

**Incapable de trouver les mots justes pour parler aux soldats, mal à l'aise dans ses habits de commandant en chef des armées, Bill Clinton appartient à cette génération d'après-guerre nourrie de non-violence et marquée par le drame vietnamien**

part à des actes de violence ». Depuis le début des bombardements, Bill Clinton se trouve critiqué sur sa conduite - par des militaires comme le colonel John McCain - mais aussi sa gauche, pour ses hésitations : trop peu, trop tard, pas assez fort, pourquoi pas de troupes au sol, pourquoi pas de guerre à 10 %, 20 % ou 25 % ? Seuls quelques survivants du mouvement anti-guerre du Vietnam poursuivent leur combat d'antan au côté de la droite, isolationniste républicaine, celle qui continue de dénoncer l'absence de leadership

de cet « insoumis, fureur des joints et coureur de jupons ». La conscription ayant été abolie, les campus sont calmes. Peu portés à s'engager sur un défilé, Bill Clinton paie aujourd'hui le désintérêt manifesté après son départ pour les questions diplomatiques. Lui qui a créé en 1992 le slogan « l'économie, idiot ! » et défait un George Bush plus préoccupé par le chômage du pays, croyait qu'il serait jugé à l'aune de ses succès intérieurs. Il n'en a rien été, la raison de ses échecs politiques et d'une réalité internationale incontournable. Peu apprécié des militaires, il peine à faire respecter son rôle de commandant en chef. Il paie son péché originel, mais aussi une promesse électorale (légaliser la présence d'homosexuels) dans le cadre de la violente réaction de l'état-major l'obligeant à ravalier.

Ses ambitions moralisatrices se sont souvent heurtées à la dure réalité des risques. Ainsi, l'ancien rédacteur en chef de *Foreign Affairs*, William Hyland, dans *The World* (Le Monde), Clinton, ce président d'après-guerre, se place dans l'histoire soutenant l'intervention militaire en Somalie par George Bush dans l'espoir, disait-il, d'attirer l'attention sur le rôle de commandant en chef. Il paie son péché originel, mais aussi une promesse électorale (légaliser la présence d'homosexuels) dans le cadre de la violente réaction de l'état-major l'obligeant à ravalier. Ses ambitions moralisatrices se sont souvent heurtées à la dure réalité des risques. Ainsi, l'ancien rédacteur en chef de *Foreign Affairs*, William Hyland, dans *The World* (Le Monde), Clinton, ce président d'après-guerre, se place dans l'histoire soutenant l'intervention militaire en Somalie par George Bush dans l'espoir, disait-il, d'attirer l'attention sur le rôle de commandant en chef. Il paie son péché originel, mais aussi une promesse électorale (légaliser la présence d'homosexuels) dans le cadre de la violente réaction de l'état-major l'obligeant à ravalier.

plait pas aux électeurs. Ces réticences à recourir à la force ne l'avaient pas empêché, quand il était gouverneur de l'Arkansas, de soutenir l'aide illégale aux Contras du Nicaragua puis, une fois président, de bombarder à de multiples reprises l'Irak sans grand succès, pour l'amener à respecter les engagements pris à l'issue de la guerre du Golfe. Ou de lancer l'été dernier ses missiles sur l'Afghanistan et le Soudan, après les sanglants attentats contre les ambassades américaines à Nairobi et à Dar Es Salaam.

**L'espoir d'un monde sans guerre s'est transformé en celui d'une guerre sans pertes**

Ces décisions militaires de la part d'un président indécis furent mal comprises. Comme l'on était en plein « Monicagate », on l'accusa d'avoir joué le rôle du président à la mode dans lequel un président déclare la guerre à l'Albanie pour détourner l'attention d'un scandale. Ce que ne croit pas E.J. Dionne, pour qui un président si habile n'aurait jamais pris de tels risques sur un terrain aussi incertain : « Il aurait été capable de faire pour les retraites, pas pour ça ! » Il paie aujourd'hui le prix des scandales, qui l'ont miné politiquement et qui l'ont accablé pendant plus d'un an, permettant à Slobodan Milosevic de se lancer dans l'épuration ethnique au Kosovo.

**C**ONTRAIREMENT à George Bush, qui se lança dans la guerre du Golfe à la tête d'une impressionnante armada, il refusa de parler diplomatiquement à la victoire, Bill Clinton semble avoir été pris à l'improviste par M. Milosevic. Le commandant en chef a refusé de considérer une option terrestre, potentiellement coûteuse mais qui aurait été un aboutissement supplémentaire. Il faut qu'il n'a pas été aidé par ses militaires, encore moins désireux que

lui d'en découdre. Placé par le Pentagone devant le choix entre ne rien faire et envoyer l'infanterie, il a opté, a-t-il expliqué, pour la moins coûteuse solution : la guerre aérienne. Ses commentaires contre ses décisions et son indécision, critiquant l'efficacité des bombardements, réclamant une intervention sur le terrain, alors qu'ils étaient peu disert sur le terrain.

Constat à la présidence, John McCain ne cessait de le répéter : quand on fait la guerre, c'est pour la gagner, un président doit commander, non suivre. C'est un leitmotiv de Bill Clinton, qui ne parvient pas à faire passer l'opinion dans son image de leadership. Surtout au moment où il doit reconquérir un respect largement écorné par l'affaire Lewinsky. Mais est-ce vraiment un défaut impardonnable que d'être indécis ?

Bill Clinton ne serait-il pas plutôt le représentant de la première génération d'Américains à ne pas avoir fait la guerre et à ne pas s'y intéresser, encore moins dans une période de prospérité ? Le premier d'une série de présidents à ne pas être passé par le service militaire ? Il n'est en tout cas pas le seul : il aura fallu au principal candidat républicain à sa succession, George W. Bush, deux semaines pour réagir, mollement, à la guerre du Kosovo. Les Américains ont, par deux fois, choisi un gestionnaire à leur image, pas un chef de guerre ni un puritain.

A son arrivée à la Maison-Blanche, Bill Clinton comptait bâtir son image sur sa réussite politique. Après avoir survécu à l'impeachment, il joue sa place dans l'histoire comme commandant en chef, poste pour lequel il est le moins bien préparé, sur une partition qu'il n'a jamais apprise à diriger. On voit mal dans un président, qui a si longtemps traîné les pieds avant d'envoyer des avions bombarder la Serbie, l'ogre américain décrit parfois avec complaisance. L'impérialisme américain de la génération Clinton n'est plus militaire, il est avant tout commercial et culturel.

Patrice de Beer



# Guerre contre les Serbes ou contre l'Europe?

par Denis Duclos

**L**a désastreuse intervention en Serbie a un avantage : elle nous contraint à réfléchir sur l'avenir immédiat de la planète. Sera-t-elle indéfiniment assujéti aux volontés impériales du dernier chauvinisme visé globale, ou prendra-t-elle le chemin de la construction d'une légitimité civique mondiale ? Le monde sera-t-il une pluralité démocratique, ou bien se réduira-t-il à la force de manœuvre d'un unique maître, contraignant chacun à la dépendance économique, à l'humiliation politique, ou, en dernier recours, à la destruction programmée ?

La guerre de l'OTAN à la Yougoslavie n'a rien de voir avec la justice internationale. L'explosion régionale monstrueuse qu'elle a déclenchée, de façon consciente ou moins, considère les stratégies américaines comme des imbécillités correspond à deux objectifs parfaitement clairs - sauf pour la politique ignorant leur amour inconscient de la servitude volontaire : l'Europe ; barrer la route à la démocratie mondiale en lente émergence.

Le premier motif du conflit importé en plein cœur de notre continent par nos amis américains est une déclaration de l'OTAN à l'Europe. Qui en doutera, sinon les naïfs manipulés dans leur fibre humanitaire ? Il s'agit de réimposer le dollar (défaillant) l'euro (montant) ; de réaffirmer la domination financière militaire contre les proximités lentes tissées sur un passé de guerres ; de faire admettre la prééminence d'une police mondiale brutale, contre le patient

approvisionnement des ancestrales haines balkaniques. Pour faire sauter le projet européen, y précipiter des masses gigantesques de capitaux spéculatifs ne suffit pas.

Orchestrer le dénigrement de la Commission européenne (certes pas vraiment transparente), puis, parvenir à faire renoncer les Allemands à les Français à unir leurs bataillons déjà mieux, mais il faut encore un effort pour obtenir une vraie déstabilisation.

La Serbie : départ de la rage fratricide franco-germanique. Lieu de la triple fracture religieuse : catholicisme, orthodoxie et islam, redoublée des anciens idéaux impériaux brûlant encore la cendre (Turquie, Autriche, Hongrie, Russie, puis occidentales).

Espace imaginaire de l'Europe, les aveugles, de toutes les trahisons imputées. Croit-on que réunir, la même bannière, l'OTAN, Grecs, Turcs, Français, Allemands, ramenés au rang de policiers de base, peut contribuer à assoupir ces vibrations ?

N'est-ce pas un contraire favoriser leur fermentation ? Le couvercle artificiel d'une coalition hétéroclite ? Au risque qu'ils n'exploient un cascade, dès que sera consommé l'inévitable échec de cette vraie-fausse campagne militaire, évidemment incapable d'affronter le corps à corps d'un peuple à mourir pour l'intégrité territoriale.

Alors, encouragées par des dirigeants portés à la passion ethnique ranimée, se réactiveraient de proche en proche les revendications minoritaires croisées, les exigences frontalières, les avènements interreligieux, les aven-

tures militaires ponctuelles ou plus générales : bref, tout le front méditerranéen de l'Europe à feu et à sang. Bravo, l'idéal humanitaire !

Quand bien même le scénario le plus pessimiste ne se réaliserait pas, voilà néanmoins l'Europe prise avec des tensions périphériques et internes durables, avec un abcès de fixation suppurant interminablement absorbant beaucoup d'énergies. Diviser pour mieux régner, cas des alliances des nations pour

empêcher définitivement l'espoir d'une planète multipolaire : l'Europe. C'est donc là qu'il fallait faire porter l'effort, jouant des indignations légitimes contre le minuscule régime nationalitaire. Car la guerre aux Balkans, d'ailleurs non déclarée, n'est pas faite aux Serbes : c'est une guerre contre l'Europe.

Le modèle de l'ONU, serait plus habitable par l'hyperbourgeoisie, à cause du poids des « grands » du monde pauvre résister encore à son hégé-

Après avoir sapé les économies du Sud-Est asiatique, de Russie et d'Amérique latine, il restait un dernier obstacle majeur aux puissances d'argent utilisant le drapeau américain pour empêcher définitivement tout espoir d'une planète multipolaire : l'Europe

attiser les inimitiés tribales : on connaît la sagesse - ou la folie - particulièrement celle des Américains, la politique étrangère a, depuis longtemps, associé un protectionnisme buté et une ardeur duplicité, une habileté diabolique à provoquer entre ses compétiteurs des combats ruineux et fatals. Après avoir sapé les économies du Sud-Est asiatique, de Russie et d'Amérique latine par des coups financiers dont elles ont toujours eu l'avantage, il restait un dernier obstacle majeur : les puissances d'argent utilisant le drapeau américain pour

monie (Chine, Inde), et aussi à cause de la lente ébauche d'un mondial qui s'élaborait : par exemple au travers d'une Cour internationale de justice (débarassée des pressions américaines), ou des programmes de protection de l'environnement, plus gênants pour la pollution massive induite par le mode de production et de consommation nord-américain.

Les Etats-Unis ont-ils déclaré la guerre à l'Europe ? L'ont fait (sans le dire) l'Europe ? En tout cas, l'ONU est en proie à une entreprise systématique d'érosion visant peut-être, à terme,

l'implosion. La dette considérable des Etats-Unis à l'égard de l'institution internationale limite drastiquement ses possibilités d'action. Par ailleurs, multiplient les incidents ou l'autorité de l'ONU, bafouée : dénigrement par la diplomatie américaine de telle candidature au poste de secrétaire général ; rupture ouverte des décisions internationales concernant les interventions militaires en Irak, etc. Les bombardements de l'OTAN à Yougoslavie s'inscrivent dans cette ligne de rupture : la légitimité mondiale, le prétexte des blocages bureaucratiques, mais pour la véritable raison que la légitimité saurait être étrangère à l'existence des peuples. Faudrait-il rappeler qu'avant d'être de vilains nationalismes génocidaires les peuples des constructions modernes inventées pour finir avec les féodalismes et les esclavagismes qui étaient si à l'aise dans les poussières de principautés impériales de seigneuries des anciens régimes ? Faudrait-il avertir qu'en démontant la nation - ce réceptacle fragile des compromis sociaux et ethniques -, l'empire américain nous prépare, pour un surlendemain qui n'est peut-être pas si lointain, un état de mobilité chaotique universelle, parfaitement propice à l'établissement d'une nouvelle servilité généralisée, et certainement pas à un mondialisme démocratique ?

Nous sommes donc conduits à poser clairement l'alternative : puisque le monde se trouve désormais saisi dans la résille des liens économiques, informationnels, vaut-il mieux endosser définitivement l'uniforme de supplétifs d'une nation particulière,

à la prétention exorbitante, ou troquer souverainetés patriarcales (parfois si dangereuses) pour une construction mondiale négociée ? Si diplomates et nos soldats doivent accepter d'introduire dans leur code de conduite des facteurs qui ne relèvent pas du commandement aveugle, vaut-il mieux que se soit l'intérêt étroit de la régence américaine ou des principes relevant d'une constitution mondiale, garante des droits de l'homme, dont celui des peuples est partie intégrante ?

Je crois que la grande armada du gouvernement américain illustre un des derniers soubresauts des dinosaures nationaux-impériaux face à la claire nécessité d'une citoyenneté mondiale et de ses institutions.

Elle peut encore cracher feu, utiliser la provocation, méuser de la candeur humanitaire sincère. Mais, à moins de se vouer au chaos, le XXI<sup>e</sup> siècle ne pourra que se relever de la logique infantile de la toute-puissance.

Il faut se retirer très vite d'un engagement indigne, dont la grossière inadéquation aux buts humanitaires affichés ne peut qu'indiquer à pousser toujours plus loin le mensonge, à écraser d'autant plus Serbes et Kosovars que les mêmes bombes qu'ils se sentent moralement encouragés à imputer à leurs premiers le massacre des seconds. Car, n'en doutons pas, les fois durcissent le feu de l'ignominie, la vertu de chiens de guerre ne connaît plus de limites.

Denis Duclos est sociologue, directeur de recherche au CNRS.

## Enfants broyés du Kosovo

par Claire Brisset

**K**ASTRIOT KICAJ avait six ans. Il cheminaient vers sa famille, surchargée de coïls du Kosovo vers l'Albanie, sous la pluie, dans la boue. Des voitures militaires serbes accompagnaient le convoi, au rythme lent des marches épuisés. A 10 heures, à la frontière, Kastriot a glissé, est tombé dans la boue. L'une des voitures serbes a alors brusquement accéléré et écrasé l'enfant. Les militaires riaient. C'était le jour de Pâques.

Des histoires comme celle-là, les milliers de réfugiés échoués à Kükës, au nord de l'Albanie, les racontent à ceux qui tentent de leur venir en aide. Tous peuvent témoigner de l'horreur vécue depuis des mois et qui a pris, depuis le 24 mars, les proportions d'un cauchemar éveillé.

Le nouvel été des derniers jours a rendu la situation littéralement inhumaine. Les derniers arrivants portent des traces de coups, de très nombreuses femmes ont été violées ; pour la première fois, tous les signes évidents de malnutrition. Beaucoup d'enfants ont été arrivés à la frontière albanaise totalement épuisés, incapables de marcher. De nombreux accès du Kosovo à l'Albanie ont été minés ; faudra-t-il voir, en plus du reste, des enfants aux jambes arrachées, soufflés par l'explosion d'une mine ?

Dans Kükës, partout, sur les terrains vagues, des industries, aux carrefours, des remorques attachées à des tracteurs ont pris possession de la ville. Sur ces chariots, vivent, dorment, mangent, une dizaine, parfois une vingtaine de personnes. Une écrasante majorité de naufragés sont des enfants, des femmes et des personnes âgées dont le regard vide, les silences et l'hébétéude en disent long sur toute une vie brisée, sur les enfants battus, les maisons brûlées, les papiers déchirés, les identités gommées.

Imaginez-t-on l'angoisse dans laquelle vivent ces déportés, survivants des massacres et de l'exode ? Sur quoi repose cette rumeur, si insistante à Kükës selon laquelle les personnes erreraient dans le Kosovo, fuyant l'armée

milices serbes, dépourvues de tout moyen de survie ? Que sont devenus ceux qui ont été, comme on dit, « sans nouvelle » ? L'Albanie, celle où a été écrasé le petit Kicaj ? A Kükës, chaque soir après la prière, la mosquée est envahie par les plus pauvres, les moins chanceux, ceux qui, assis, qui n'ont même pas un chariot où passer la nuit. Ceux-là, mais aussi surchargés d'enfants, trouvent asile à la mosquée dont le mollah accepte d'ouvrir les portes chaque nuit. Les premiers jours, les réfugiés dormaient par terre sans couverture.

A quelques kilomètres de Kükës, un camp de réfugiés a été établi par les Italiens. Dans ce

portable, deviendrait franchement explosive. Depuis le début de la crise, l'Unicef a distribué des vivres pour enfants, médicaments, produits d'hygiène, couvertures, pour punir l'eau. Avec les autorités albanaises, nous nous sommes entrepris d'une campagne massive de vaccinations pour éviter les épidémies qui pourraient être multipliées chez les plus jeunes. La prise en charge des enfants traumatisés a d'autre part déjà commencé. Très vite suivront des programmes de rééducation des enfants kosovars dans les camps, par l'un des meilleurs moyens de faire face aux traumatismes est une resocialisation très rapide, minimale.

Les donateurs de l'Unicef ont déjà montré très généreux pour permettre de monter ces programmes depuis le début de la crise. L'Unicef a déjà envoyé 12 millions de dollars sur les 14 qui avaient été demandés pour faire face à la crise. Il faudra faire davantage, tant le désastre humanitaire qui broie les enfants du Kosovo s'annonce catastrophique.

Il suffira pourtant pas d'envoyer des dons, essentiels soient-ils. Il faudra bien aussi répondre à des questions sans échappatoire. Le monde est-il prêt à sacrifier les plus jeunes et les plus vulnérables ? Pourquoi, dans les conflits, dix dernières années, les enfants ont-ils été chaque fois représentés l'écrasée majorité des victimes ? Quels adultes deviendront, plus tard, ceux qui auront vu leurs yeux leur père battu ou enlevé, leur mère violée, leurs grands-parents pleurer, leur maison brûlée, leur école bombardée ?

Il est vraiment temps de donner à ces guerres qui prennent d'abord pour cibles les civils, les enfants, le statut qu'elles méritent, celui d'un scandale international.

Notre monde est-il prêt, comme cette nouvelle catastrophe le démontre, à sacrifier toujours les plus jeunes et les plus vulnérables ?

camp, dont l'organisation force l'admiration, ont regroupés des réfugiés parmi les plus démunis et malades. La ville de Kükës, submergée par cette vague de malheurs que personne n'avait su prévoir, est l'image de l'Albanie, toute entière. Dans ce pays, le plus pauvre d'Europe, aussi démunie que la Bolivie, l'afflux de plus de 350 000 réfugiés pèse d'un poids qui pourrait rapidement révéler insupportable. Jusqu'à présent, de très nombreux réfugiés ont été accueillis par des familles albanaises, malgré leur pauvreté et leurs difficultés à survivre. Mais combien de temps cette extraordinaire solidarité d'accueil pourra-t-elle se maintenir ? Pour éviter les tensions, les organisations humanitaires tentent de répartir l'aide, aussi bien les réfugiés que vers les familles d'accueil, sans lesquelles la situation actuelle, déjà très difficilement sup-

## Du problème kosovar à la tragédie yougoslave

Suite de la première page

Certes, le problème du Kosovo n'est pas réglé. Certes, du côté de la France, il n'y a pas de tension interethnique sous-jacente sur ce territoire. Certes, les affrontements entre les forces de maintien de l'ordre et des extrémistes albanais, affrontements qui ont entraîné la perte de vies humaines, ce fut le cas à Racak.

Il n'y avait pas de catastrophe semblable à celle dont on parle tant aujourd'hui ; il n'y avait pas d'épuration ethnique. Les multiples comptes rendus de la mission de l'OSCE au Kosovo en témoignent : mission dirigée, on le sait, par un représentant américain.

Je ne suis même pas : jusqu'au 24 mars, avant que ne commencent les bombardements de l'OTAN, il y avait un problème au Kosovo ; désormais, celui-ci s'est transformé en une tragédie yougoslave, d'importantes pertes humaines, des centaines de réfugiés, avec la destruction délibérée du potentiel d'un Etat souverain ; de l'Europe, avec la destruction de monuments historiques et culturels d'une valeur inestimable.

Aujourd'hui, à Bruxelles, on tente de ne pas se souvenir que le prétexte de l'engagement de cette opération était la garantie l'application par la partie yougoslave des accords de Rambouillet. A l'étape actuelle, la tâche tout à fait autre s'impose : éliminer la catastrophe humanitaire qui s'est déclenchée sur ce territoire, précisément, après le début des bombardements. L'on procède, pour ce faire, d'une manière extrêmement originale : on intensifie les frappes, qui pourraient avoir pour résultat que, très prochainement, toute la Yougoslavie se transforme en une zone de catastrophe totale, une catastrophe qui serait absolument pas due aux éléments locaux.

Un coup sérieux a été porté à l'ordonnement mondial contemporain à son fondement juridique qu'est la Charte de l'ONU. Quelle que soit la suite des évé-

nements, il est déjà évident que, globalement, l'Europe sera perdante. Un coup très sévère a été asséné au processus européen, origines duquel se trouvaient la Russie et la France. Jamais auparavant n'avait simultanément été détruits autant de principes : l'Acte final d'Helsinki, l'idée d'une grande Europe, qui devenait chaque jour plus réelle, se sont aussi remis en question. Les relations entre la Russie et l'OTAN, nous avons édifiées avec de minuscules dernières années dans l'intérêt de la stabilité et la sécurité européennes, nous trouvent aussi rejetées loin.

Quels que soient les arguments que l'on a tenté d'avancer pour justifier l'opération militaire de l'OTAN, il apparaît clairement à tout analyste objectif que l'on a opté pour une politique de destruction méthodique de l'infrastructure non pas tant militaire qu'industrielle et sociale de la Yougoslavie. Chaque jour, des gens meurent, et à égalité, qu'ils soient Serbes, Albanais, Hongrois ou Monténégrins. Pour eux, les paroles de Saint-Euphrasy, qui, que la guerre, ce n'est pas l'acceptation du combat, mais tout simplement celle de la mort, représentent une amère vérité. Ce grand Français et les pilotes de l'escadrille Normandie-Niemen ont-ils donc combattu pour qu'à la fin du XX<sup>e</sup> siècle des enfants, il y a cinquante ans, avec effroi leurs regards vers le ciel ?

Jean Giraudoux a écrit que le privilège des puissances du monde, c'est qu'ils peuvent observer les catastrophes en cours en assis sur leur terrasse. Dans le cas présent, l'en suis convaincu, si quelqu'un peut le faire, ce ne sont nullement les Européens. Dès demain, moi verront arriver sur nos terres des réfugiés fuyant la guerre, une pluie acide tombera le gazon vert, devant la maison.

Autre élément majeur : quand on a opté une fois pour le droit de force, on peut se bercer d'illusions et penser que d'autres s'engageront le même chemin. Avec, pour conséquences, un coup inéluctable et très grave porté au régime de la non-dissémination des armes de destruction massive, le désir d'un nombre croissant d'Etats de doter des divers types existant, notamment le prétexte de garantir leur propre sécurité.

Nous procédons à des consultations très actives, notamment avec nos partenaires français, concernant les principes de base sur lesquels un tel règlement pourrait être basé : - cessation immédiate de toutes

les opérations militaires ; arrêt des violences ; la répression ; - retrait du Kosovo des forces militaires et policières en sur-nombre qui, selon notre conviction, doit s'accompagner de l'éloignement des frontières yougoslaves des unités militaires et des armements offensifs de l'OTAN déployés en Macédoine et en Albanie ;

- retour en toute sécurité de tous les réfugiés ; personnes déplacées, quelles que soient leur nationalité ; leur confession ; - libre accès aux organisations humanitaires internationales afin qu'elles puissent remplir leur mission ;

- reprise des négociations entre Belgrade et les chefs de file des Albanais du Kosovo, en vue d'un accord politique accordant une large autonomie au Kosovo, dans le plein respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de la Yougoslavie ;

- contribution internationale au relèvement économique de la Yougoslavie, y compris du Kosovo ; de sa région.

La mise en œuvre de ces principes nécessitera, bien entendu, une présence internationale, dont le format et la mission sont à établir. C'est cette question, précisément, qui demeure la plus délicate. L'accord relatif à la présence doit pouvoir être accepté par tous.

L'ONU, qui dispose d'un large éventail de mécanismes de maintien de la paix d'une grande expérience en ce domaine, peut et doit jouer un rôle important dans le règlement, à l'étape présente. Une position constructive de la part de Belgrade, dictée par l'intérêt national à long terme, aidera sans nul doute à trouver une solution dans le cadre de l'ONU, qui préserve la souveraineté et l'intégrité territoriale de la Yougoslavie, en apportant une solution à tous les aspects du problème du Kosovo.

La Russie se propose, pour sa part, de continuer à jouer un rôle des plus actifs en vue de parvenir à un règlement politique au Kosovo. Nous sommes prêts à toute idée ou initiative constructive allant dans ce sens. Nous sommes prêts à collaborer étroitement avec les homologues français. L'essentiel est d'arriver le plus vite à la paix sur le sol yougoslave, ce qui - c'est ma conviction - sert les intérêts fondamentaux de la sécurité européenne et de sa stabilité.

Igor Ivanov (traduit du russe par les soins de l'Agence RIA-Novosti) ©Agence RIA-Novosti.

هكذا من الأصل







# ENTREPRISES

LE MONDE / JEUDI 22 AVRIL 1999

**CROISSANCE** ■ Fonds monétaire international estime que les risques de récession se sont éloignés mais reste prudent sur les perspectives de croissance mondiale pour

1999. ■ DANS SON RAPPORT SEMESTRIEL, publié mardi 20 avril à Washington, l'institution prévoit une expansion de l'activité de 2,3 % en 1999 et de 3,4 % en 2000.

■ LES ÉCONOMIES ÉMERGENTES d'Asie et d'Amérique latine semblent avoir surmonté le plus gros de la crise après avoir connu une récession en 1998. ■ LES

ÉTATS-UNIS demeurent la locomotive de l'économie mondiale, mais le FMI souligne que le ralentissement prévisible et souhaitable de sa prospérité pourrait être brutal. Il n'écartera

pas un krach boursier. ■ LES INVESTISSEURS ont retrouvé le chemin des places asiatiques, comme en témoigne le rebond des Bourses de Singapour et Bangkok.

## Les investisseurs et le FMI croient à l'après-crise asiatique

Les experts du Fonds monétaire international écartent les risques de récession mondiale. Dans leur rapport semestriel, publié mardi 20 avril à Washington, ils restent prudents sur les perspectives de croissance en 1999 et parient sur un rebond pour l'an 2000

SANS ALLER jusqu'à oublier la tourmente financière qui a balayé, en 1997, l'économie de la plupart des pays du Sud-Est asiatique, provoquant une crise majeure en Russie, et ramenant les espoirs de croissance des pays occidentaux à de plus modestes proportions, les experts économiques du Fonds monétaire international (FMI) ont affirmé, mardi 20 avril, que le risque de récession mondiale était « relativement modéré ». Dans son rapport sur les perspectives monétaires, dont la parution, mardi, précède de quelques jours les réunions de printemps des institutions financières (du 24 au 28 avril à Washington), le FMI estime que la croissance mondiale atteindra 2,3 % en 1999, contre 2,5 % l'an dernier. C'est la quatrième phase de ralentissement en vingt-cinq ans, mais le FMI prévoit un rebond de l'activité en 2000 avec une expansion de 3,4 %.

L'institution se montre pourtant plus prudente que jamais dans ses prévisions. Si, pour l'économiste en chef du FMI, Michael Mussa, qui présentait le rapport, « les risques d'équilibre sont élevés », la « prévision de croissance de 2,3 % en 1999, la prévision de croissance de 3,4 % pour 2000 présente des risques

**L'espoir de rebond en 2000**

| Taux de croissance | 1997 | 1998 | 1999 | 2000* |
|--------------------|------|------|------|-------|
| ÉTATS-UNIS         | 3,9  | 3,9  | 3,3  | 2,2   |
| JAPON              | 1,4  | -2,8 | -1,4 | 0,3   |
| ALLEMAGNE          | 2,2  | 2,8  | 1,5  | 2,8   |
| FRANCE             | 2,3  | 3,1  | 2,2  | 2,9   |
| ITALIE             | 1,3  | 1,4  | 1,5  | 2,4   |
| ROYAUME-UNI        | 3,3  | 2,1  | 0,7  | 2,1   |
| EUROZONE           | 3,8  | 3,0  | 2,6  | 2,5   |
| BRÉSIL             | 2,3  | 2,9  | 2,6  | 2,9   |
| CHINE              | 7,8  | 7,8  | 6,6  | 7,0   |
| AMÉRIQUE LATINE    | 1,1  | -1,1 | -1,1 | 3,0   |
| BRÉSIL             | 2,3  | 2,9  | 2,6  | 2,9   |

« négatifs plus grands que les chances ». Un diagnostic qu'a repris à son compte Bill Clinton, mardi, à l'occasion d'une déclaration à la Maison Blanche. Affirmant que « des risques existent », il a néanmoins insisté sur la nécessité de « ne pas se laisser aller à une vision pessimiste ». Il a mis en garde contre toute tentation de « l'autosatisfaction » car « des risques et des défis subsistent encore ».

C'est le moment d'agir pour empêcher de nouvelles crises d'atteindre les niveaux catastrophiques dans l'avenir », a-t-il ajouté, appelant les principales nations industrialisées à se tenir prêtes à prendre de prochaines mesures pour élaborer une architecture financière solide pouvant constituer une base de prospérité pour tous au XXI<sup>e</sup> siècle. De nombreuses hypothèses restent encore à confirmer par le FMI international. Elles se situent prin-

cipelement au sein des trois pôles industrialisés mondiaux, l'Europe, le Japon, les États-Unis. ■ L'Europe : la récente faiblesse de la croissance de la zone euro pourrait « ne pas être transitoire », estime le FMI. La croissance dans la zone euro va tomber à 2 % en 99 (-0,4 % par rapport aux prévisions de décembre) contre 2,9 % en 1998. Elle devrait se redresser à 2,9 % en 2000. L'emploi et les rigidités du marché du travail européens sont « un problème chronique majeur », martèle le FMI, qui suggère une fois de plus que la réduction du temps de travail n'est peut-être pas une bonne idée.

■ Le Japon : après une croissance négative de 2,8 % en 1998, l'économie japonaise sera en récession de 1,4 % en 1999, estime le FMI, qui a révisé à la baisse de près d'un point ses précédentes prévisions datant de décembre. Aucun signe de reprise « n'est encore visible en vue », estime le FMI, qui craint que cette faiblesse « ne se prolonge ».

■ Les États-Unis : le grand point d'interrogation reste le rythme que prendra le ralentissement de l'économie américaine, dont le FMI a auparavant reconstruit la croissance à 3,3 %, après une expansion de 3,9 % en 1998.

La prospérité économique, qui présente « un symptôme de déséquilibre entre les trois grandes monnaies » (dollar, yen, euro), repose trop sur les États-Unis, qui ont représenté à eux seuls pas moins de la moitié de la croissance mondiale. ■ Le FMI estime raisonnable les chances d'un « atterrissage en douceur », il ne prévoit pas un scénario plus brutal, avec une remontée de l'inflation et une sévère correction de Wall Street à la clé. Un krach boursier - qui pourrait atteindre 20 % - « une possibilité plus concevable vu le haut niveau du prix des actions par rapport aux perspectives de bénéfices des entreprises », prévient le rapport.

Si les foyers d'incertitude se sont multipliés, les pays industrialisés, faut-il pour autant écarter un risque de récession des économies touchées de plein fouet par la crise asiatique ? Pour le FMI, le plus gros de la crise est passé, l'Asie du Sud-Est est sur la voie de la reprise et les turbulences des marchés financiers se sont nettement calmées. Si les pays de l'ASEAN-4 (Indonésie, Malaisie, Philippines, Thaïlande) se sont encore en récession en 1999 (-1,1 %), la Corée du Sud, devrait renouer avec la croissance à 2 % en 1999, contre -5,5 % en 1998. C'est sur le continent latino-

américain que se feront douloureusement sentir les derniers effets de la crise financière. L'Amérique latine sera en récession de 0,5 % en 1999. Les pays les plus touchés sont bien sûr le Brésil (-3,8 % en 1999), suivi du Venezuela, très affecté par la baisse des prix du pétrole (-3,6 %), et de l'Argentine (-1,5 %).

Ces difficultés pourraient être amplifiées par une décadence persistante des marchés à l'égard des pays émergents. Le lancement, lundi 19 avril, par la banque centrale brésilienne, d'une émission de 1 milliard de dollars de bons à cinq ans, est une première indication sur le degré de confiance des investisseurs.

La grande inconnue reste la Russie, qui a annoncé officiellement, mardi, qu'elle ne serait pas en mesure de rembourser en mai une échéance de sa dette extérieure de 1,2 milliard de dollars. La croissance russe devrait être négative de 7 % en 1999, après -4,8 % en 1998. En 1999, les prix vont doubler. « En cas d'absence de politique de réformes et de stabilisation cohérente », l'inflation et la récession s'aggraveront, prévient l'institution, qui se garde de faire un quelconque pronostic pour l'an 2000.

Babette Stern

## Les économies d'Extrême-Orient se redressent lentement

LES ÉCONOMIES d'Asie commencent à voir le bout du tunnel. Les effets d'une dépression s'accroissent : les marchés financiers sont en hausse, baisse des taux d'intérêt, stabilisation des taux de change et regain des valeurs boursières... Les marchés financiers d'Asie orientale sont « remarquablement résilients », a souligné Michael Mussa, patron du FMI, en présentant, mardi 20 avril, ses perspectives économiques bimanuelles.

En dépit de l'optimisme des marchés, le rendez-vous avec la croissance n'est pas programmé pour tout le monde en 1999. Si la Chine du Sud peut connaître une croissance de 2 %, selon le FMI, les Philippines, la Thaïlande et la Malaisie doivent s'attendre à une croissance nulle ou légèrement négative, et Hongkong se devrait de sortir de la récession, selon la Banque asiatique de développement. L'Indonésie connaît une affaiblissement par une crise de grande ampleur, mais bien économique que politique.

Le problème central demeure la confiance du Japon. « Vu les incertitudes, il est difficile d'être certain que l'activité soit inchangée », souligne le FMI à propos du Japon, qui note toutefois « une nouvelle reprise de la confiance des investisseurs ». La demande des ménages ne fléchit toujours aucun signe d'amélioration. Les programmes de relance à coups de milliards de dollars publics ne suffisent pas à dynamiser l'économie.

Quant à la Chine, elle a confirmé, également mardi, qu'elle s'attendait à un ralentissement de sa croissance économique au second semestre 1999. D'après les autorités de Pékin, la croissance devrait ralentir sensiblement, pour tomber à 7,5 % au second semestre en rythme annuel, contre 8,3 % au premier trimestre.

Du coup, les pays d'Asie ne peuvent pas compter sur une reprise dopée par les exportations : le contexte régional n'est pas assez dynamique pour permettre une telle hypothèse. L'Asie en crise, l'investissement reste faible et les surcapacités industrielles un problème durable. Le redressement des entreprises et la restructuration des banques sont loin d'être achevés,

comme le montre l'exemple de la Corée - pourtant elle-même en pleine reprise - pour l'ensemble de la région -, dont les immenses conglomérats (chaebols) sont encore grevés de dettes auprès d'un secteur bancaire lui-même très endetté. ■ D'importantes réformes doivent être prises quant à l'élimination d'un excédent de capacité », estime le FMI à propos de la Corée.

Certes, on observe une nette reprise de la demande intérieure : en Corée, les ventes au détail reprennent, y compris sur le marché des produits de luxe (Louis Vuitton vient d'annoncer un bond de 20 % de ses ventes au cours des deux premiers mois de 1999, par rapport à la même période de l'année précédente). Un bon signe, mais provisoire car le chômage devrait freiner cette tendance.

### LA PAUVRETÉ S'ÉTEND

Pourtant, la reprise a un coût social élevé. « La crise asiatique a été plus profonde et a duré plus longtemps que ce que beaucoup d'analystes prédisaient », écrit-il, début avril, la Commission économique et sociale des Nations unies pour l'Asie et le Pacifique. Les taux de chômage ont bondi : multipliés par quatre en Indonésie (de 4,7 % à 21,3 % en 1998), par près de trois en Thaïlande (de 1,9 % à 4,4 %). La pauvreté s'est accrue. « La capacité des pays à prendre en charge les problèmes sociaux a été mise à l'épreuve », dit-il. « Les conditions posées par le FMI à son aide », disait le rapport.

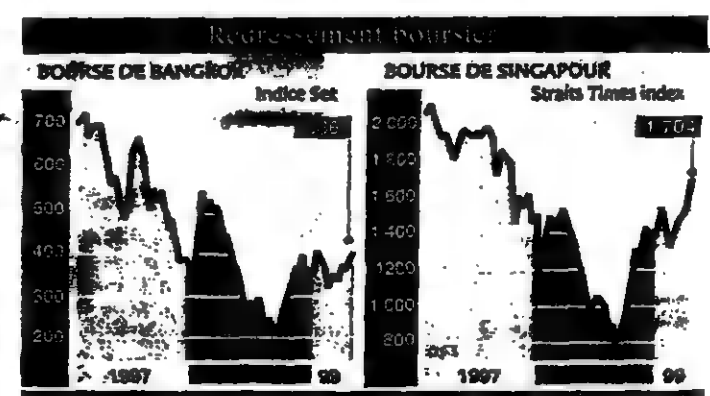
Les structures de l'économie asiatique sont encore très vulnérables. L'époque du « miracle asiatique » est bien révolue, bien que certains de ses acquis demeurent (comme l'augmentation de l'espérance de vie, l'amélioration sur le plan de la nutrition, l'alphabétisation...). « La vraie crise asiatique n'a pas encore commencé », souligne, de ces jours-ci l'ancien premier ministre australien Paul Keating, en évoquant notamment les problèmes de la Thaïlande, qui exploite les grandes richesses ainsi qu'un ressentiment grandissant des populations asiatiques à l'égard de l'Occident, de ses institutions, comme des représentants de l'impérialisme économique en général.

Lucas Delattre

## Le rebond des Bourses n'est pas toujours justifié

DANS LA PLUS GRANDE des places financières des marchés des pays du Sud-Est asiatique, d'où était partie la crise internationale en 1997, le rebond est à peine la pente. Après avoir commencé à se ressaisir en septembre 1998, les indices boursiers en Asie ont opéré depuis le début de cette année un mouvement spectaculaire. L'indice Straits Times de la Bourse de Singapour a gagné près de 30 % depuis le début de l'année. Sur la même période, le Hang-Seng de la Bourse de Hongkong a pris 23,50 %, la Bourse de Séoul a monté de 36,98 %, celle de Jakarta de plus de 22 % et celle de Bangkok de plus de 14 %.

Mais surtout, depuis peu, institutions et investisseurs étrangers achètent massivement des actions sur les marchés financiers de ces pays. Ils avaient été les premiers à fuir ces investissements, considérés comme risqués, dès le début de l'effondrement financier pour se réfugier sur des marchés plus rassurants, comme ceux de l'Europe ou des États-Unis. Le comportement des investisseurs témoigne visiblement d'un signe de confiance envers un redressement des économies émergentes en Asie, mais celui-ci est-il vraiment justifié ? Les investisseurs internationaux craignent, en fait, de rater le re-



À Singapour, la Bourse a progressé de près de 30 % depuis le début de l'année, alors que les investisseurs étrangers ont commencé à acheter les actions de la zone asiatique. À Hongkong, le rebond est de 14 %.

bond des marchés financiers asiatiques qui est actuellement anticipé par de nombreux stratégies, économistes et gestionnaires. Ceux-ci prévoient une amélioration de la situation économique et financière de la zone. « L'embellie boursière va être la preuve d'une amélioration de l'économie », estime Patrick Follis, directeur général de BNP Asset Management à Hongkong. « Mais le sentiment que les économies reprennent bien est politique et n'est pas basé sur la place des faits », dit-il. D'ailleurs, la différence de rendement des obligations des

de la région et des obligations des États-Unis est restée élevée, passant de 8 % à 10 % en six mois, à 3 % aujourd'hui. Cela montre que la confiance des investisseurs envers les pays asiatiques n'est pas totale.

### DOUBTES

Mais ce regain d'intérêt n'est pas justifié, dans tous les pays, par une véritable amélioration de la situation économique et financière. Autant de marchés d'embellie sont identifiés par la plupart des investisseurs pour l'Asie, comme la Corée du Sud et la Thaï-

lande, autant il existe encore des doutes sur un redressement rapide des économies de l'Indonésie et de Hongkong. Le très écouté président de la Bundesbank, Hans Tietmeyer, partage d'ailleurs une analyse. Dans le quotidien allemand Süddeutsche Zeitung du 20 avril, M. Tietmeyer a écrit : « Il serait faux de dire que nous aurons vu le bout de la crise ».

A priori, il peut paraître tentant de profiter de l'effondrement de près de 50 % que la Bourse de Jakarta a connu pour retrouver les niveaux d'avant la crise. Mais investir en Asie comporte encore de nombreux risques. Le pays conjugué crise économique profonde et forte instabilité politique et, le 4 avril 1999, le gouvernement et la banque centrale ont renoncé à défendre leur monnaie.

Certaines places boursières paraissent, pour le moment, davantage tirées par les flux d'investissement qui se dirigent vers les marchés asiatiques que par l'amélioration de l'ensemble des économies. Car aujourd'hui, à l'exception de la Malaisie, les investisseurs se portent à nouveau sur les placements des pays émergents.

Depuis quelques mois, les spécialistes de la gestion des actions sur les pays émergents ont même réaménagé leurs portefeuilles afin de bénéficier de la remontée de ces Bourses. « Les portefeuilles investis sur les actions émergentes comportent aujourd'hui plus de 40 % de titres de la zone asiatique, contre 35 % en référence », explique Guillaume Derville, gestionnaire chez F.P. Consult (groupe Fortis). « Les actions asiatiques ont autant progressé que quelques mois, c'est en partie à l'effet d'entraînement produit par les investisseurs étrangers. Pris individuellement, les marchés de la zone sont en fait relativement étroits. Le Japon, l'Asie ne représente que 4 % de la capitalisation mondiale. Le chiffre est de 0,6 % pour le marché indien seul. Par conséquent, les investisseurs des fonds internationaux, et surtout américains, ne peuvent pas investir massivement, ont immédiatement un démultiplicateur sur la hausse des places boursières.

C. P.

### TROIS QUESTIONS À LEE HSIEN LOONG

1 De nombreux analystes prévoient un rebond de la croissance dans les pays asiatiques. En tant que vice-premier ministre de Singapour et président de l'Institut monétaire de Singapour (IMR), partagez-vous ces optimistes ?

Les perspectives en Asie semblent meilleures aujourd'hui, la situation est plus stable et le sentiment est moins pessimiste. Les investisseurs commencent à revenir sur les places boursières des pays émergents, peut-être trop vite d'ailleurs. Certains pays ont fait des progrès pour sortir de la crise, en particulier la Corée du Sud et la Thaïlande. La Malaisie donne également des signes de stabilisation. Mais, d'un autre côté, l'Indonésie semble avoir encore de sérieux problèmes. Mais la redynamisation ne sera pas uniforme. Certains pays iront plus vite que d'autres.

2 L'un des principaux risques pour la zone asiatique, comme pour les marchés internationaux, porte actuellement sur le déclin de l'économie chinoise. Quelles seraient les conséquences ?

Certains observateurs considèrent que l'économie chinoise est en train de ralentir. Il est certain que l'économie chinoise a de sérieux problèmes structurels. Ceux-ci ne sont pas évidents à résoudre : les entreprises publiques doivent se restructurer, les banques doivent nettoyer leur bilan des crédits douteux. Mais je suis plutôt optimiste sur la capacité du gouvernement chinois à résoudre ces problèmes. Je ne pense pas, en outre, que les autorités dévalueront le yuan prochainement. La Chine a parcouru déjà beaucoup de chemin sans le dévaluer et, surtout, elle a subi qu'une légère pression pour le faire. Elle a toujours un surplus de sa balance courante et des réserves de change significatives. Une dévaluation pourrait

affecter psychologiquement Hongkong.

3 Certains reprochent aux autorités internationales de n'avoir pas su gérer la crise à temps. Quelle est votre opinion ?

Personne n'avait réellement anticipé la crise asiatique qui a commencé en juillet 1997. Et, aujourd'hui, il n'y a pas de consensus sur les raisons de son déclenchement, ni d'ailleurs la réponse correcte à y apporter : fermer rapidement les banques affaiblies, remonter les taux d'intérêt, ou trouver davantage de liquidités pour faire face aux contraintes externes. Aussi, je pense que le FMI a adapté son action aux circonstances. Le premier défi qu'il a passé avec la Thaïlande en 1997 a peut-être été trop restrictif, mais il a été ajusté par la suite en fonction des développements économiques.

Propos recueillis par Cécile Prudhomme



## Rachat de Gucci : la justice néerlandaise doit départager M. Arnault et M. Pinault

Les petits actionnaires souhaiteraient une bataille d'OPA

La cour d'appel d'Amsterdam est appelée, jeudi 22 avril, à trancher sur le fond le conflit entre les groupes français LVMH et PPR, qui se disputent

le contrôle de la griffe de luxe italienne Gucci. Celle-ci fait monter les enchères : après avoir cédé 40 % de son capital au groupe Pinault pour

75 dollars l'action, Gucci accepterait une offre inconditionnelle de LVMH sur 100 % du capital à 88 dollars.

LE RIDEAU devrait se lever, jeudi 22 avril, à la cour d'appel d'Amsterdam, sur le troisième (et dernier ?) acte de « l'affaire Gucci ». Le premier acte fut, en janvier, l'offre de 75 dollars par action de LVMH (Louis Vuitton Moët Hennessey), le groupe de Bernard Arnault, dont il avait racheté 34,4 % du maroquinier florentin, à la deuxième séance, eu lieu le 19 mars, lorsque Pinault-Printemps-Redoute (PPR), le groupe de François Pinault, prit son tour de jouer. Gucci, à la faveur d'une augmentation de capital réservée.

Après avoir renvoyé, le 19 mars, les protagonistes des deux camps à se débattre en chambre commerciale de la cour d'appel d'Amsterdam - le groupe, d'origine italienne, domicilié en France, au même moment, si l'on en croit le *Financial Times* du mercredi 21 avril, M. Arnault rencontra à Londres le styliste de Gucci, Tom Ford, afin de le convaincre de rester dans la maison italienne si celle-ci passe sous son contrôle.

LVMH et PPR se disputent le contrôle de la griffe de mode, mais ni l'un ni l'autre ne semble être réellement prêts à se livrer une ba-

taille d'OPA. Celle-ci ferait grimper le prix de Gucci à des niveaux peu raisonnables. A 75 dollars l'action, PPR a payé sa participation à 42 % près de 18 milliards de francs (2,7 milliards d'euros), ce qui valorise l'ensemble du groupe italien à 43 milliards de francs (6,5 milliards d'euros). L'offre conditionnelle faite par LVMH la semaine dernière, à 88 dollars, porte la valorisation de Gucci à 44 milliards de francs (7,4 milliards d'euros).

Gucci a annoncé, lundi 19 avril, que son conseil de surveillance avait « prêt à recommander (aux actionnaires de Gucci) une offre inconditionnelle pour racheter les actions (y compris celles de PPR) à

### Le luxe sanctionné par Washington

Dans le différend qui oppose l'Europe et les Etats-Unis sur les importations européennes de bananes, les groupes LVMH et Gucci pourraient être les premières victimes des mesures de rétorsion prises par Washington. Des sacs Louis Vuitton et Gucci sont dans la liste des produits taxés par les Etats-Unis, au titre des sanctions autorisées lundi 13 avril par l'Organisation mondiale du commerce.

88 dollars par action ». Un double message, d'une part à l'attention du tribunal pour lui prouver que M. Arnault « bluffe » et qu'il n'a pas l'intention de faire une OPA à 100 % sur Gucci, d'autre part en direction des actionnaires indépendants - pour l'essentiel des fonds de pension américains - qui détiennent un tiers du capital. C'est à eux qu'a choisi de s'adresser directement LVMH en achetant des actions de Gucci ces derniers jours. Le groupe français explique pourquoi, à son avis, une OPA n'a aucune chance de succès, du fait de la « présence d'un actionnaire américain détenant plus de 40 % du capital ».

L'audience de jeudi était prévue initialement pour examiner le seul point en litige : l'augmentation de capital réservée à Gucci. Gucci, première tentative d'annuler le poids de LVMH mené par Domenico De Sole, le président de Gucci. Pour élargir le débat au droit des minoritaires en général, quelque peu malmené par la législation néerlandaise, le groupe français pourra compter sur le soutien de Colette Neuville, la présidente de la très importante des actionnaires minoritaires (ADAM). L'ADAM entend plaider la cause d'un mystérieux « actionnaire de Gucci, un retraité détenant 400 actions ». M. Neuville

dère que, d'ores et déjà, « le manque à gagner pour les actionnaires de Gucci est de 507 millions de dollars », soit la différence entre les 75 dollars versés à PPR et les 88 dollars recommandés pour une OPA de LVMH. « Gucci ne doit expliquer au tribunal pourquoi une offre de 75 dollars par action n'est pas un motif en vaut 88 aujourd'hui ».

Le président de l'ADAM s'inscrit sur le schéma de souscription des actions Gucci par PPR (lire ci-dessous) : « Pourquoi faire un montage aussi compliqué s'il n'y a rien à cacher ? ». Elle demande si « l'opération avec PPR est raisonnable du point de vue de l'entreprise et équitable pour les actionnaires ». Et s'étonne qu'une « augmentation de capital préventive » ne soit consentie à PPR, « alors que Gucci a fait voter en 1998, par son assemblée générale, un programme de rachat de ses actions ».

Lorsqu'il y a, comme ici, un changement de contrôle, il y a un risque, je réclame le droit pour les actionnaires de pouvoir sortir, donc la possibilité d'une OPA équitable, déclare M. Neuville. Contrairement à Bernard Arnault, moi, je suis pas acheteur de Gucci, je suis vendeur ! »

Pascal Gallier

### Comment transférer 3 milliards de dollars

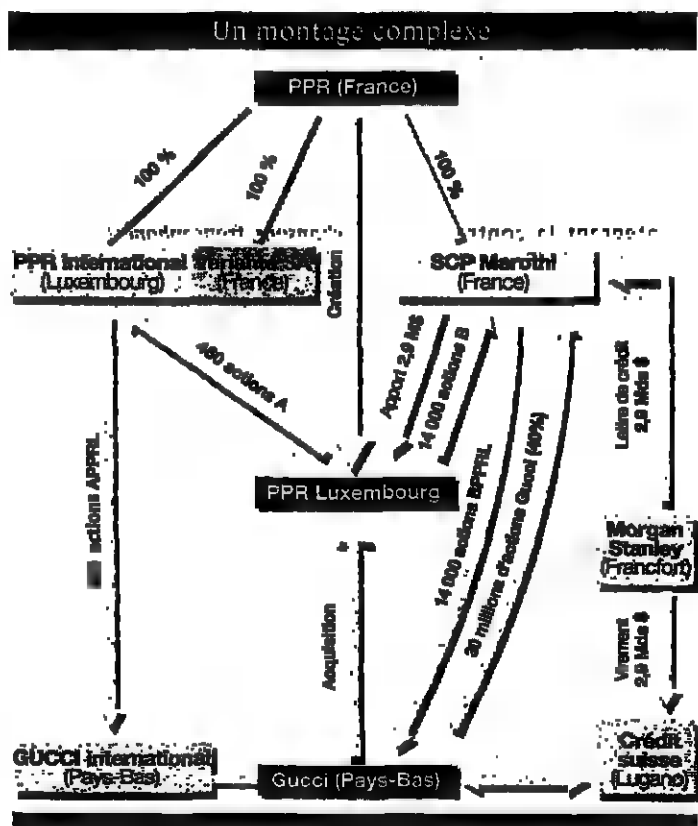
L'EUROPE DU CAPITAL n'est pas un vain mot pour Gucci et Pinault-Printemps-Redoute (PPR), à en juger par le cheminement pris par les 2,9 milliards de dollars versés par le groupe français pour son acquisition de 40 % du capital du maroquinier italien. Pas moins de cinq pays et autant de filiales, existantes ou créées pour l'occasion, ont été utilisées par les deux groupes.

Le 17 mars, PPR a créé une « coquille » au Luxembourg : PPR Luxembourg (PPRL), par l'intermédiaire de deux de ses filiales, PPR International (PPRI, également domiciliée au Luxembourg) et Variante SA, de droit français. Le 19 mars, jour de la signature de l'accord avec Gucci, le groupe Pinault a doté PPRL d'une lettre de crédit de 2,9 milliards de dollars émise par la banque Morgan Stanley, via une autre filiale de PPR, la Société civile de gestion financière Marothil. En échange, PPRL émet 14 000 actions « B » de 75 dollars (avec une prime d'émission globale représentant les 2,9 milliards

de dollars), qu'elle remet à Marothil. PPRL émet par ailleurs 450 actions « A » (75 dollars) au profit de PPRI. Variante transfère ses actions PPRI à Gucci, qui lui remet, en échange, les millions d'actions émises par Gucci à 75 dollars, représentant l'augmentation de capital de 40 % réservée au groupe Pinault. Dans le même temps, PPRI et Variante remettent leurs actions PPRI « A » à Gucci International, une filiale du groupe Gucci domiciliée comme lui en Pays-Bas. Gucci est donc désormais propriétaire de PPR Luxembourg, qu'il transforme aussitôt en Gucci Luxembourg, sur le compte duquel il fait virer par Morgan Stanley Francfort les 2,9 milliards de dollars de la transaction, via un compte au Crédit Suisse Lugano.

Le montage est alambiqué mais normal, selon Patrice Marteau, le secrétaire général de PPR : « Pour des raisons évidentes de sécurité juridique, nous ne pouvons pas émettre un crédit ou du cash pour un montant sans un certain nombre de précautions. »

Véronique Lorelle



### Aventis, galop d'essai pour l'eurosyndicalisme

LA CRÉATION d'Aventis, fusion programmée des activités sciences de la vie de Hoechst et de la division chimie-énergie de la CFDT (50 000 adhérents) et IG-BCE (1,5 million d'adhérents en Allemagne), malgré leur taille inégale, feront donc cause commune pour « garantir les avantages et les droits des salariés en Europe ». En ce qui concerne Aventis, les deux responsables syndicaux se sont engagés à défendre les salariés du secteur de la chimie tant français qu'allemands en termes de volume et de qualité des emplois (conditions de travail, outils mis à disposition, formation). Cela passe par le refus concerté de tout licenciement sec. Mais, plus encore, la FCB-CFDT

paraphé le 20 avril, qui formalise et approfondit une coopération, vieille d'une décennie, entre les deux fédérations syndicales. La branche chimie-énergie CFDT (50 000 adhérents) et IG-BCE (1,5 million d'adhérents en Allemagne), malgré leur taille inégale, feront donc cause commune pour « garantir les avantages et les droits des salariés en Europe ». En ce qui concerne Aventis, les deux responsables syndicaux se sont engagés à défendre les salariés du secteur de la chimie tant français qu'allemands en termes de volume et de qualité des emplois (conditions de travail, outils mis à disposition, formation). Cela passe par le refus concerté de tout licenciement sec. Mais, plus encore, la FCB-CFDT

l'IG-BCE obtient la présence de représentants des salariés, à parité avec ceux de la direction, au sein du conseil de surveillance d'Aventis. Une proposition qui n'a pas été émise par Jean-René Fourtou, PDG de Rhône-Poulenc, ce qui présente, pour M. Kheiff, « une avancée intéressante aux vues des réalités françaises ». Mais, reconnaît M. Schmidt, « si le patron de Hoechst n'a pas souhaité que le siège d'Aventis soit en Allemagne, c'est sûrement parce que le droit français n'oblige pas à la codétermination ».

La société de droit européen est un serpent de mer... depuis près de trente ans. Un des principaux problèmes que pose ce statut est celui

la représentation des salariés dans les instances de direction d'entreprises. En décembre 1998, quinze pays ont pu parvenir à un accord : quand deux (ou plusieurs) européennes fusionnent, la nouvelle structure doit adopter le système dans lequel la représentation des salariés était, auparavant, la plus élevée. Pour des raisons complexes, l'Espagne s'était opposée à cette formule. Mais, qu'intervienne la démission de la Commission européenne, les responsables européens avaient bon espoir de parvenir à un accord à quinze cette année.

Véronique Lorelle

### Nouvel accès de faiblesse de l'euro

LA DEVISE EUROPÉENNE se négocie tout juste au-dessus de la barre des 1,06 dollar, mercredi 21 avril, lors des premières transactions sur les marchés européens. Lundi, l'euro était tombé brièvement en dessous de ce niveau, à 1,0589 dollar. Les investisseurs s'inquiètent de la poursuite de la guerre en Serbie. Holger Schmieding, économiste à la banque d'affaires américaine Merrill Lynch, chiffre à seulement « 0,4 % du PIB de l'OTAN » le coût annuel maximal du conflit. Mais le « véritable risque », estime-t-il, est une dégradation de la confiance des consommateurs européens. Alors que la croissance se maintient à un rythme soutenu outre-Atlantique, les informations fragmentaires pour le début de 1999 indiquent que le redressement de l'activité, après le ralentissement constaté à partir de la fin 1998, pourrait se produire plus tard que prévu », note la Banque centrale européenne dans son bulletin mensuel publié mardi.

### Telecom Italia pose ses conditions à Deutsche Telekom

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION de Telecom Italia a approuvé, mardi 20 avril, le principe d'une fusion à parts égales avec Deutsche Telekom, par le biais d'une offre publique d'échange (OPE) (Le Monde du 21 avril). Cette OPE sera conditionnée à l'adhésion d'au moins 90 % des actionnaires, et la société devra être gérée paritaire, ajoute le communiqué. Telecom Italia souligne cependant qu'il est essentiel que soient clarifiés les moyens avec lesquels le gouvernement allemand limiterait l'exercice de son droit de vote dans la nouvelle société. Le quotidien *Boersen-Zeitung* de mercredi, citant une source proche du gouvernement, « l'Etat allemand [qui détient 49 % de Deutsche Telekom] ne renoncera en aucun cas à ses droits de vote ». Le gouvernement italien ne possède plus qu'environ 4 % des actions de Telecom Italia mais dispose du golden share, qui lui donne la possibilité de s'opposer à la fusion. La commission italienne des opérations de Bourse (Consob) a demandé, mardi, des « éclaircissements urgents » à Telecom Italia sur son projet de fusion.

### La BNP justifie ses offres sur la Société générale et sur Paribas

MICHEL FÉBÉREAU, le PDG de la BNP, a commenté, dans un entretien aux Echos du 21 avril, le projet de mariage à trois BNP-SG-Paribas : « Si la BNP n'a jamais cessé de tendre la main, c'est parce que je suis convaincu qu'il existe une convergence de vues sur la stratégie (...). » « Ce qui nous distingue, c'est plus une différence de calendrier et de méthode qu'une divergence industrielle », a-t-il estimé. Par ailleurs, les AGF ont annoncé, mardi 20 avril, avoir franchi en hausse le 7 avril le seuil de 5 % dans le capital de Paribas, à 5,07 % et 8,21 % des droits de

### Accord sur les aides attribuées à Toyota pour l'usine de Valenciennes

LES REPRÉSENTANTS DE L'ÉTAT et des collectivités locales ont signé, mardi 20 avril, la convention-cadre relative aux aides directes françaises accordées à Toyota pour la construction d'une usine à Oismaing, près de Valenciennes (Nord). La signature de cette convention est la première étape vers le versement de ces aides, dont le montant est de 139,81 millions de francs (environ 21,4 millions d'euros) sur un total d'aides directes et indirectes de 339,9 millions de francs (52 millions d'euros), soit 7,9 % des 4,5 milliards de francs (690 millions d'euros) d'investissements. Toyota s'est engagé à embaucher au moins 75 % des salariés de l'usine dans la région.

### Négociations difficiles sur les 35 heures

À LA SNCF, la FGAAC (agents de conduite autonomes) a déposé, mardi 20 avril, un préavis de grève, allant du mardi 27 avril à 20 heures au lundi 11 mai à 8 heures, pour protester contre le projet d'accord définitif sur les 35 heures à la SNCF. Selon la FGAAC, ce projet d'accord « entraîne une augmentation de la flexibilité par modification de la réglementation du travail », une « précarisation de l'emploi par l'introduction d'un temps partiel au statut », un « gel des salaires » et la « remise en cause de certaines spécificités du personnel de conduite ». CHEZ USINOR, les délégués CFDT, CGT, CFTC et CFE-CGC ont quitté, mardi 20 avril, la deuxième réunion de négociations sur le projet social « Usinor après 2000 », après avoir lu une déclaration commune protestant contre « la dérive essentiallement libérale et financière » du groupe, selon la CFDT. Seule FO est restée en séance. La direction maintient le calendrier de négociation. CHEZ FORD, 40 % des 3 500 salariés de l'usine de Blanquefort, près de Bordeaux, ont observé, mardi, un arrêt de travail de deux heures, destiné à accélérer les négociations sur les 35 heures. Selon les syndicats, cette action est intervenue après huit réunions infructueuses sur le sujet.

#### LA PAPETERIE FINANCIÈRE

UNE GAMME TRÈS COMPLÈTE D'IMPRIMÉS ET REGISTRES

PARFAITEMENT ADAPTÉS À LA GESTION DES SOCIÉTÉS

TOUS LES REGISTRES ET IMPRIMÉS CLASSIQUES :

Registres de présence aux conseils, registres de procès verbaux,

traces comptables sur stock et fabrication

Blocs de révision et fascicules pour commissaires aux comptes

Imprimés personnalisés sans frais

Notariats et compétence à votre service

Imprimerie PAPETERIE FINANCIÈRE

41, rue Vivienne - 75002 Paris - Tél. : 01 42 36 84 75 - Fax : 01 40 13 90 08

## Ma vie d'Américain

par Philip Roth

Un texte inédit dans le prochain Monde des livres  
Jeudi 22 avril

Le Monde  
daté 23



La partie du projet de loi concernant l'audiovisuel privé, destinée à compléter les dispositions sur le service public, devait être présentée en conseil des ministres, mercredi 21 avril, dans la perspective d'un examen en première lecture ■ L'Assemblée nationale le 18 mai

mandat des présidents de France Télévision.

Beaucoup d'observateurs craignent qu'un tel projet ne se traduise par un cadeau pour les chaînes privées, notamment TF1. Jugeant ce ■■■■ trop peu aboudi, Matignon décidait, ■■■■ 1<sup>er</sup> décembre 1998, de le reporter au printemps, accordant ainsi un ultime sursis à Catherine Trautmann pour qu'elle fédère ■■■■ majorité plurielle ■■■■ trouve un ■■■■ auprès des professionnels.

**RÉDUITES**  
C'est, semble-t-il, chose faite, ■  
force d'obstination mais ■■■■  
forte réduction des ambitions ■■■■  
initiales. ■■ septième réforme ■■ l'au-  
dioviseur en quinze ans, modifiée  
■■■ fois sur ■■ deux tableaux pub-  
lic et privé, devait être présentée  
en conseil ■■ ministres mercredi  
■ avril, ■■■■ son examen en ■■  
première lecture le ■■ mai ■■ l'Assem-  
blée nationale.

listes « toute information sur les marchés publics » dérogation de service public auxquels ils ont soumis... depuis un an. Avant l'attribution des autorisations de diffusion aux stations, les nau- sages auront accès davantage d'informations économiques, notamment sur la composition du capital... entreprises. De nouveaux critères seront pris en compte, comme la contribution à la production de programmes locaux, les dispositions proposées pour « garantir le pluralisme, l'honnêteté et l'indépendance de l'information ». Ce qui pourrait passer par une charte de déontologie, un médiateur, une société des rédacteurs ou le choix d'une organisation sociale en conseil de surveillance et : direct- ». Pour les radios, une « per- m... » et... en ac- cord avec les radios associatives.

Le CSA devra adopter des procédures plus transparentes lors du renouvellement des autorisations.

**DROIT COMMUN**  
Le projet de loi prévoit de réintégrer le secteur de l'audiovisuel dans le droit commun de la concurrence, en le plaçant dans le champ de compétence du Conseil de la concurrence. Le CSA restera toutefois consulté « sur les pratiques anticoncurrentielles et sur les projets de concentrations examinés par le Conseil de la concurrence ».

Le régime de diffusion des films par les chaînes hertziennes sera fixé par décret. La diffusion par satellite « harmonisée avec celle du câble. Les chaînes françaises y seront soumises à des obligations de diffusion de programmes nationaux pourrnt être sanctionnées. Le CSA contrôlera aussi les modifications des offres du satellite commu-

Enfin, par une transposition de la directive Télévision dans la frontière dans le droit français, la « chronologie des médias » l'exploitation successive des films sur les différents supports (télévisuels) pourra « faire l'objet d'accords interprofessionnels ». Les deux dossiers les plus épineux concernant l'audiovisuel public feront l'objet d'amendements gouvernementaux : il s'agit de l'abaissement de la publicité sur France 2 et France 3, non plus à cinq comme prévu initialement, mais progressivement à huit minutes par heure, et de la réduction du principe de paiement, par Barco, du montant des exonérations de redevance à France 2 ■ ■ ■ France 3 (2,6 milliards de francs).

Nicole Vutser

savoir -, en veillant aussi à travers réunions régulières, à une certaine collégialité dans la prise de décisions, M. Jospin souhaite imposer, trait après trait, une éthique personnelle à son comportement politique.

**LA CONTRAINTE DU TEMPS**

Ce soul l'oblige à une forme de solidarité avec ses ministres. « Je confie des responsabilités », dit M<sup>me</sup> Trautmann, explique significativement Daniel Vaillant, ministre des relations avec le Parlement, ce n'est pas pour l'abandonner dans la difficulté. » Dans ce cas précis, l'obligation de rendre compte renforce son rôle. Elle connaît Catherine Trautmann à Strasbourg. Déléguée nationale à son poste de ministre en juin 1987 comme chaque ministre pour respecter la

consigne de M. Jospin de ■■■  
■■■ pleinement à ■■■ charge.  
■■■ volt aujourd'hui ■■■ rempla-  
çant, ■■ socialiste Roland Ries, lui  
contester la suprématie pour ■■■  
prochaines échéances électorales.  
Les problèmes nationaux qu'a  
■■■ ■■■ la ministre de la culture et  
de la communication ont contri-  
bué ■■■ affaiblir ■■■ position locale.  
En l'aider ■■■ lutter contre ■■■ pre-  
miers, le chef du gouvernement  
tente en même temps de la soutie-  
nir dans sa bataille strasbour-  
geoise.

En poussant à la réécriture rapide de ce projet de loi, M. Jospin a également voulu protéger la sensibilité rocardienne, dont M. Trautmann est l'une des figures de proue, de tout bouleversement. Plus subtilement, il a refusé que les échecs constatés

alimentent une mécanique de délégitimation pour l'un des membres de ■■■■ équipe, ce qui, ■■■■ plus ou moins brève échec, l'aurait condamné à un remaniement ■■■■ gouvernemental. Or, le premier ministre tient ■■■■ repousser aussi longtemps que possible ■■■■ genre d'opération. ■■■■ Il n'aime pas que les circonstances l'amènent ■■■■ réaliser des changements qu'il n'a pas décidés ■■■■ M. Vaillant.

**p**us secrètes ■■■■ longue ■■■■ valant.  
Confronté à une collaboration  
inattendument longue et patiente,  
censée durer jusqu'en 2002,  
M. Jospin ne fait en effet pas mystère  
de gérer sa situation politique  
en intégrant la contrainte du temps.  
**C**e nous ■■■■ le gouver-  
nement de Long ■■■■, expliquait-il  
ainsi le 24 novembre 1986, lors  
d'une intervention ■■■■ France-info.  
Cette vision des choses exige que l'équipe au pouvoir demeure stable  
et donc que les maillons faibles  
en soient sans cesse renforcés.  
Sous ■■■■ angle, l'aide apportée  
aujourd'hui à M ■■■■ aurait-elle  
été aussi efficace si qu'il n'eût été  
gourmé, hier, à Claude Allard ? Et  
le projet de loi sur l'audiovisuel  
aussi ■■■■ fruit ■■■■ nécessité.

**LA PRESSE** est une famille, une **alliance** de famille, agitée et surréaliste parfois. Mardi 20 avril, le ministre de la culture de la communication, Catherine Trautmann, a remis les insignes d'officier de la Légion d'honneur à Roger Lancry, ancien patron du Syndicat du livre parisien. Les salons du ministère de culture ont peu l'habitude d'entendre résonner le chant des typographiques, le « a la **confère** » bien connu « et allers. Il y eut **plus** retentissant. Celui-là semblait marquer **le fin** d'une époque.

Aujourd'hui, le Syndicat du livre, divisé, se demande s'il a **les moyens** de tenir longtemps **grève**. A la grande époque **de** Roger Lancry, il tenait, trente mois durant, un lourd conflit contre **Le Parisien libéré**. M. Lancry s'était transformé en général de quartier, organisant des **réunions** pour interpréter **les camions** **journaux** imprimés à l'étranger, **manifestations**, **grèves**, des occupations **locaux**. Il négociait aussi **puits** entières. **Le quotidien** en sortit **le**

noux, pendant la moitié **fin** du conflit a été présidé par la ciérale d'Emilien **journal**.

Les années **passées** **coûlé** dans **rotative** tant ouvrier a succédé **communication** », a raconté Roger Lancry à **Mardi** **Bersant**, mais aussi **le nous** **se** fait prendre **accepter** **modernisation** **serions** encore à l'**face**, a-t-il **mais** pas sur **ferme**.

Amaury, était dans le **Parni** **nombre** **présent** **grincer** **conditions** **soiées** dans **modernisation** **quart** de siècle **savoir-faire**.

ses exemplaires. La  
pitée par la mort  
maury, le patron

beaucoup d'encre a  
« A l'ardeur du mili-  
tisme du conseil  
appelé M. Trautmann.  
endu hommage à Ro-  
i » Emillen Amaury :  
conscience qu'il fallait  
n. Sans **conflict**,  
logue des cochers de  
vait raison sur **fond**.  
» Son fils, Philippe  
Un symbole.

personnalités et pa-  
dents ■ d0  
Trautmann : « Les  
s'est effectuée  
presse française depuis  
le parfait exemple de  
doute l'un ■ plus

**action.** » Son syndicat représenté.

... parler de Roger Lancry ne lui a [ ]  
amis, [ ] lorsqu'il lâche, au  
d'un conflit : « C'est peut-être une  
p. » Il a [ ] la verve, de la gouaille,  
a formule, qui font [ ] passer  
l'enfant d'Oran, venu tôt [ ] bar-  
manne, aimant [ ] jazz, [ ] entré dans  
et a [ ] grimpé [ ] échelons syn-  
jouer des coude pour s'impo-  
[ ] n'être [ ] communiste  
est pas [ ] copain », disaient quel-  
ques du syndicat [ ] du PCF).

lui, il n'a **rien** décroché, se tient au  
évolution du secteur, propose ses  
toujours prêt pour faire **un** mé-  
veut pas que *La Saga de la*  
nom de **son** livre autobiogra-  
éditions Lieu commun en  
que à s'écrire **pour** lui.

**Alain Joffe**

# Aboissez-vous au Monde

**173<sup>e</sup>** par  
numéro

Bulletin à compléter et renvoyer accompagné de votre relevé d'identité bancaire ou postal à :  
**LE MONDE, service I - 24, avenue du Général-Lacore - 90846 Charenty Cedex.**

☐ Oui, je désire recevoir **Le Monde** pour 173<sup>e</sup> [26,37\$] par [ ] par prélèvement automatique.

☐ M. ☐ Mme Prénom : \_\_\_\_\_ Nom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : [ ] [ ] [ ] [ ] Localité : \_\_\_\_\_

Envie valable jusqu'au 31/12/99 en France métropolitaine pour un abonnement postal.

901MOPR1

**Autorisation de prélèvements**

N° NATIONAL D'ÉMETTEUR  
N° 134031

J'autorise l'établissement tireur sur mon compte à effectuer sur ce dernier les prélèvements pour mon abonnement journal Le Monde.

**TITULAIRE DU COMPTE À DÉBITER**  
Nom : \_\_\_\_\_  
Prénoms : \_\_\_\_\_  
N° : \_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_ Ville : \_\_\_\_\_ Code postal : [ ] [ ] [ ] [ ]

Au moment libre de suspendre provisoirement ou d'interrompre mon abonnement à tout moment.

**NOM ET ADRESSE DE L'ÉTABLISSEMENT**  
**DU COMPTE À DÉBITER** (votre banque, CCP ou Caisse d'épargne)  
\_\_\_\_\_  
N° : \_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_ Ville : \_\_\_\_\_ Code postal : [ ] [ ] [ ] [ ]

Date : \_\_\_\_\_

**DÉSIGNATION DU COMPTE À DÉBITER**  
Code Établissement : \_\_\_\_\_ Code Clientèle : \_\_\_\_\_ BIC banque : \_\_\_\_\_ Cte RIB : \_\_\_\_\_

**IMPORTANT :** merci de joindre le relevé d'identité bancaire ou postal, à votre autorisation y compris dans votre chèque.

Pour tout renseignement concernant le portage à domicile, le prélèvement automatique, les tarifs d'abonnement, etc : Téléphonez au 01 42 17 32 90 de 8h30 à 18h, du lundi au vendredi.

Pour un changement d'adresse ou une suspension temporaire, un numéro exclusif : 0 803 022 021 (0,99¢/min)

Le Monde (ISSN-0009-7289) est imprimé sous le n° 5 862 par year "Le Monde" S.I., bas, rue Claude-Bernard 75242 Paris Cedex 05, France, domiciliée postale paid at "Le Monde" (APSP-00097289) en possession d'un permis de presse n° 12457. Dépôt légal : 1999. Printed in France. Postmaster: Send address changes to IMMS of N.Y. Box 15-18, Champlain NY 12919-1518 Champlain NY 12915, and additional mailing offices. POSTMASTER: Send address changes to IMMS of N.Y. Box 15-18, Champlain NY 12919-1518

Pour les abonnements inscrits aux USA : INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 3300 Pacific Avenue Suite 404 Virginia Beach VA 23461-3383 USA-Tel.: 800-426-30-30

**DÉPÊCHES**  
**■ TÉLÉVISION : Pôlsat, chaîne privée polonaise, a repris le du capital de BTV, une des quatre chaînes de télévision lituanienes,** ■ a annoncé les deux groupes, mardi 20 avril. Fondée par un ancien immigré lituanien aux États-Unis, BTV rassemble 15 % de parts d'audience.  
**■ Le FC Barcelone lancera sa chaîne de télévision à péage en** ■. Un accord de diffusion doit être conclu avec TV3, chaîne publique. ■ Baptiste ■ Barga, ■ chaîne ■ proposée aux 100 000 sociétaires à l'occasion du centenaire du club. La Chaîne blanche, ■ du Real Madrid, lancée le 15 février, rassemble ■ 000 abonnés.  
**■ AGENCES : l'action du groupe d'information financière britannique Reuters a chuté, mardi 20 avril, ■ Bourse ■ Londres,** après l'annonce d'une progression du chiffre ■ trimestriel inférieure aux prévisions. ■ de change constant, Reuters a enregistré une hausse ■ seulement 5 %. Au premier trimestre, ■ chiffre d'affaires du groupe s'est établi à 771 millions ■ livres (1,161 milliard d'euros).



**0,58F**  
100% Paris  
**USA**



**0,68F**  
100% Paris  
**CANADA**



**0,45F**  
100% Paris  
**RENTAUNE INT'L**

# APPELEZ LE MONDE ENTIER À DES PRIX INCROYABLES !

Avec One Tel, économisez sur tous vos appels internationaux, nationaux et d'un téléphone fixe vers un téléphone portable. Aucun abonnement, aucune installation, aucune consommation minimum, aucun paiement anticipé. Vous avez juste besoin de composer le 01 53 53 75 18\* pour vous connecter.

**AUCUN ABBONNEMENT**

**AUCUN PAIEMENT ANTICIPÉ**

**AUCUNE CONSO MINIMUM**

**DES TARIFS INCROYABLES !**

|           |                     |
|-----------|---------------------|
| Algérie   | ... 2,10 F (TTC/mn) |
| Australie | ..... 0,98 F        |
| Belgique  | ..... 1,00 F        |
| Espagne   | ..... 1,35 F        |
| Grèce     | ..... 1,95 F        |
| Irlande   | ..... 0,85 F        |
| Israël    | ..... 1,95 F        |
| Italie    | ..... 1,25 F        |
| Portugal  | ..... 1,69 F        |

COMMENT TELEPHONER AVEC One.Tel®)

**COMPOSEZ LE**  
01 53 53 7500

**CODE**  
PAYS

**NUMÉRO**  
D'APPEL

# One.Tel®)

100% Télécoms.



RENSEIGNEZ-VOUS AU

# 01 53 53 75 18\*

téléphone aussi depuis et vers les téléphones portables. Taux d'un appel vers Paris. Les tarifs sont valables le jour de leur publication.

هكذا من الأصل



TABLEAU DE BORD

AFFAIRES

INDUSTRIE

● **GUCCI** : la veille de l'audience du 22 avril à Amsterdam, le différend reste entier entre PPR et LVMH pour la reprise de Gucci (lire p. 22).

● **AUTOMOBILE** : les constructeurs Ford et DaimlerChrysler ont lancé mardi 20 avril en Californie un projet de recherche commun sur la pile à combustible et la propulsion électrique. Lundi 19 avril, à Detroit, General Motors a signé un accord de partenariat similaire avec Toyota.

● **OPEL** : le chef du développement de la filiale allemande de General Motors, Peter Hanenberger, devrait démissionner, affirme le mensuel allemand Manager à paraître vendredi 23 avril. Les parts de marché du constructeur en Allemagne sont passées de 16,7 % en 1994 à 14,3 % en 1998.

● **PHILIPS** : un accord sur 33 heures a été signé entre Philips France, FO, CFTC, CFE-CGC. Il a été complété par des négociations sur la vingtaine d'établissements. L'accord ne prévoit pas de répercussion prévisible sur l'emploi.

● **MITSUBISHI ELECTRIC** : le groupe japonais de construction électrique, qui s'est engagé à mettre un terme à toutes ses activités déficitaires, réfléchirait à un possible arrêt de sa production d'ordinateurs personnels qui serait désormais sous-traitée.

● **PHILIP MORRIS** : les ventes de tabac aux États-Unis ont de 10 % au cours du premier trimestre, à la suite des hausses des prix. Les bénéfices trimestriels de Philip Morris sont toutefois en hausse de 1,4 %, à 1,96 milliard de dollars (1,86 milliard d'euros), grâce à sa marque Marlboro.

SERVICES

● **IBM** : les salariés de la filiale du groupe américain, IBM Global Network (200 personnes en France), sont en grève depuis six jours pour protester contre la cession de leur activité à ATT.

● **ENDESA** : le groupe électrique espagnol a fait une nouvelle offre de 2,15 milliards de dollars (2,04 milliards d'euros) pour prendre 34,7 % du premier producteur chilien, à un concurrent américain.

Duke Energy, Endesa avait présenté une première offre de 1,5 milliard de dollars.

● **AIR FRANCE** : la grève du personnel au sol se poursuivait, mercredi, à l'aéroport de Nice pour la sixième journée. La direction a assigné quatre délégués syndicaux mercredi matin devant le tribunal de grande instance de Marseille. Elle leur reproche d'avoir empêché le décollage d'un appareil.

● **ELECTRICITÉ** : le secrétaire d'Etat à l'Industrie Christian Pignatelli a chargé, mardi, un groupe d'experts de conseiller les pouvoirs publics sur les questions tarifaires pour le futur système électrique français dans le cadre de l'ouverture de la concurrence au marché européen. La présidence du groupe a été confiée à Paul Champsaur, inspecteur général de l'INSEE.

● **CORA** : Philippe Bouriez, PDG de la chaîne de grande distribution Cora, est revenu dans un entretien aux Echos du 21 avril sur le conflit qui l'oppose à son actionnaire Carrefour. « Les propos particulièrement agressifs de M. Bernard [PDG de Carrefour] sont à mon désappointement. Chacun sait que ses effets d'annonce sur une capture de Cora ne seront jamais réalisés. »

FINANCE

● **le président du Crédit Mutuel de Bretagne** a annoncé, mardi, que sa banque envisageait d'entrer dans le CIC via la Caisse centrale du Crédit mutuel, organe financier de l'ensemble du groupe. Le CMB souhaite que le rôle de la caisse centrale soit renforcé, pour qu'elle puisse entrer au capital des différentes filiales du Crédit mutuel dont le CIC.

RESULTATS

● **MICROSOFT** : le numéro un mondial des logiciels a annoncé mardi un bénéfice net de 1,917 milliard de dollars (1,8 milliard d'euros) pour le troisième trimestre de son exercice fiscal 98-99, en une hausse de 43,4 % par rapport au 3<sup>e</sup> trimestre de l'exercice précédent. Son chiffre d'affaires atteint 4,33 milliards de dollars (+15 %).

● **BANK OF SCOTLAND** : le groupe bancaire britannique a annoncé mercredi un bénéfice impossible en hausse de 30 % pour l'année 1998 au 28 février 1999, à 1,011 milliard de livres (1,53 milliard d'euros).

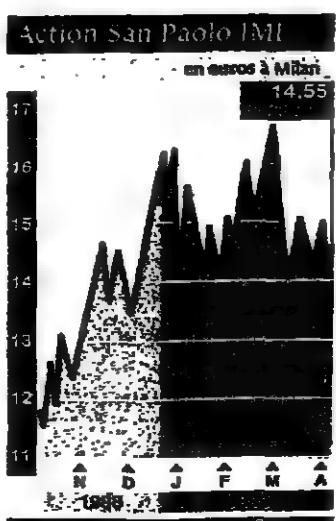
VALEUR DU JOUR

San Paolo-IMI persiste dans son offre sur la Banca di Roma

ALORS que son projet d'offre publique d'échange (OPE) sur la Banca di Roma semblait dans l'impasse, en raison aussi bien des résistances de la banque romaine que de l'opposition de l'Union du gouvernement de la banque centrale italienne, le conseil d'administration de San Paolo-IMI a affirmé, mardi 11 avril, qu'il n'entendait pas renoncer à son projet. La première banque italienne a fait preuve, dans son communiqué, d'une fermeté inédite vis-à-vis de la banque centrale, autorité de surveillance du secteur bancaire.

Officiellement annoncée le 22 mars, l'OPE s'est heurtée à la résistance de Cesare Cerzoni, président de la banque romaine. De son côté, Antonio Fazio, le gouverneur de la banque centrale italienne, a reproché à San Paolo-IMI d'avoir violé les règles en ne le prévenant que quelques heures avant le conseil d'administration du 22 mars. M. Fazio a exprimé mardi 20 avril devant le Parlement son opposition à toute opération hostile. Il a mentionné l'OPE de San Paolo-IMI ou celle d'Unicredit sur la Comit, annoncée elle aussi le 22 mars.

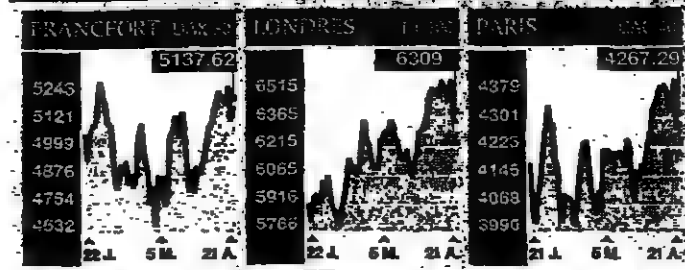
Pour sauver son projet, San Paolo-IMI a décidé de faire éclater au grand jour les négociations et prises de position que le monde bancaire italien a toujours préféré tenir en coulisses. D'une part, le conseil d'administration a demandé aux administrateurs délégués de « réitérer les contacts avec la direction de la Banca



di Roma », qui tient son conseil d'administration jeudi 22 avril. D'autre part, les administrateurs de San Paolo-IMI ont la charge de suivre « la procédure d'autorisation en cours auprès de la Banque d'Italie, avec la mission spécifique de clarifier dans les délais les plus brefs l'éventuelle persistance, de la part de l'autorité de surveillance, de réserves qui pourraient faire obstacle à la réalisation de l'opération », de façon à fournir tout élément d'information utile au marché et à l'assemblée des actionnaires convoquée pour le 30 avril. Les termes sont soigneusement choisis, mais pour la première fois dans son histoire, la banque d'Italie est prise d'expliquer et de motiver officiellement sa position, dans l'intérêt du marché. En tout cas, la prise de position de San Paolo-IMI risque de faire date.

Marie-Noëlle Terrisse (Le Monde)

EUROPE



| Indice                | Clôture  | Var.  |
|-----------------------|----------|-------|
| EUROPE (12h30)        | 12.300   | +0,15 |
| FRANCE (CAC 40)       | 4.267,29 | +1,13 |
| ALLEMAGNE (DAX)       | 3.267,29 | +1,13 |
| ANGLETERRE (FTSE 100) | 4.267,29 | +1,13 |
| ITALIE (FTSE MIB)     | 4.267,29 | +1,13 |
| ESPAGNE (IBEX 35)     | 4.267,29 | +1,13 |
| PORTUGAL (BVLX)       | 4.267,29 | +1,13 |
| GRÈCE (ATHEX)         | 4.267,29 | +1,13 |
| IRLANDE (ISEQ)        | 4.267,29 | +1,13 |
| ISRAËL (TA35)         | 4.267,29 | +1,13 |
| JAPON (Nikkei)        | 4.267,29 | +1,13 |
| CHINE (SSE)           | 4.267,29 | +1,13 |
| INDONÉSIE (IHSG)      | 4.267,29 | +1,13 |
| TAÏWAN (TAIEX)        | 4.267,29 | +1,13 |
| THAÏLANDE (SET)       | 4.267,29 | +1,13 |
| VIEÛNET (VNINDEX)     | 4.267,29 | +1,13 |

AMÉRIQUES



| Indice                | Clôture   | Var.  |
|-----------------------|-----------|-------|
| AMÉRIQUES (Dow Jones) | 10.443,58 | +1,13 |
| FRANCE (CAC 40)       | 4.267,29  | +1,13 |
| ALLEMAGNE (DAX)       | 3.267,29  | +1,13 |
| ANGLETERRE (FTSE 100) | 4.267,29  | +1,13 |
| ITALIE (FTSE MIB)     | 4.267,29  | +1,13 |
| ESPAGNE (IBEX 35)     | 4.267,29  | +1,13 |
| PORTUGAL (BVLX)       | 4.267,29  | +1,13 |
| GRÈCE (ATHEX)         | 4.267,29  | +1,13 |
| IRLANDE (ISEQ)        | 4.267,29  | +1,13 |
| ISRAËL (TA35)         | 4.267,29  | +1,13 |
| JAPON (Nikkei)        | 4.267,29  | +1,13 |
| CHINE (SSE)           | 4.267,29  | +1,13 |
| INDONÉSIE (IHSG)      | 4.267,29  | +1,13 |
| TAÏWAN (TAIEX)        | 4.267,29  | +1,13 |
| THAÏLANDE (SET)       | 4.267,29  | +1,13 |
| VIEÛNET (VNINDEX)     | 4.267,29  | +1,13 |

ASIE - PACIFIQUE



| Indice                  | Clôture  | Var.  |
|-------------------------|----------|-------|
| ASIE-PACIFIQUE (Nikkei) | 12.300   | +0,15 |
| FRANCE (CAC 40)         | 4.267,29 | +1,13 |
| ALLEMAGNE (DAX)         | 3.267,29 | +1,13 |
| ANGLETERRE (FTSE 100)   | 4.267,29 | +1,13 |
| ITALIE (FTSE MIB)       | 4.267,29 | +1,13 |
| ESPAGNE (IBEX 35)       | 4.267,29 | +1,13 |
| PORTUGAL (BVLX)         | 4.267,29 | +1,13 |
| GRÈCE (ATHEX)           | 4.267,29 | +1,13 |
| IRLANDE (ISEQ)          | 4.267,29 | +1,13 |
| ISRAËL (TA35)           | 4.267,29 | +1,13 |
| JAPON (Nikkei)          | 4.267,29 | +1,13 |
| CHINE (SSE)             | 4.267,29 | +1,13 |
| INDONÉSIE (IHSG)        | 4.267,29 | +1,13 |
| TAÏWAN (TAIEX)          | 4.267,29 | +1,13 |
| THAÏLANDE (SET)         | 4.267,29 | +1,13 |
| VIEÛNET (VNINDEX)       | 4.267,29 | +1,13 |

SUR LES MARCHÉS

PARIS

LA BOURSE de Paris enregistrait un rebond mercredi 21 avril à la mi-séance. Vers 12 heures, l'indice CAC 40 gagnait 0,57 % à 4.277,55 points. Mardi, l'indice vedette avait enregistré une chute de 2,88 % à 2.537,27 points, sa troisième plus forte baisse de l'année.

FRANCFORT

L'INDICE DAX de la Bourse allemande progressait de 0,70 % à 3.267,29 points vers 12 heures mercredi 21 avril. Mardi, la Bourse de Francfort avait cédé 2,87 %, affectée notamment par des prises de bénéfice, notamment sur les valeurs des télécommunications.

LONDRES

LA BOURSE de Londres était mal orientée deux heures après l'ouverture de la séance. L'indice Footsie perdait 0,14 % à 5.311 points. Mardi il avait chuté en recul de 1,1 % à 5.319,8 points, influencé par la mauvaise performance de Wall Street lundi, des résultats trimestriels jugés décevants et sous le poids des prises de bénéfice.

TOKYO

LA BOURSE de Tokyo a terminé mercredi 21 avril en retrait de 1,2 %, après que le Fonds monétaire international eut revu en baisse de près de 1 point ses prévisions de croissance japonaise cette année. L'indice Nikkei a cédé 1,2 % pour revenir à 16.495,02 points.

NEW YORK

L'INDICE NASDAQ, où se trouvent bon nombre de valeurs du secteur de la technologie, a rebondi mardi 20 avril à 2.73 %, à 2.409,64 points, après sa chute de 5,6 % lundi. L'indice Dow Jones a, pour sa part, légèrement progressé de 0,07 % à 10.443,58 points. Dans un premier temps, le marché a réagi de façon d'une progression du déficit commercial américain en février à un record. Mais la chasse aux bonnes affaires dans les valeurs de l'internet a provoqué ensuite un renversement de la tendance.

TAUX

LE RENDEMENT des obligations assimilables du Trésor français émises à 10 ans s'inscrivait à 4,01 % lors des premières transactions mercredi 21 avril. Celui des obligations allemandes de même échéance s'élevait à 3,83 %. Mardi, outre-Atlantique, le rendement de l'obligation du Trésor à 10 ans s'inscrivait à 5,509 %, contre 5,511 % lundi.

MONNAIES

L'EURO donnait de nouveaux signes de faiblesse mercredi 21 avril dans la monnaie. Il s'échangeait à 1,0615 dollar, proche de son plus bas historique à 1,0589 dollar. Par ailleurs, la devise européenne se repliait également à 125,90 yens. Le dollar gagnait en revanche du terrain à la monnaie japonaise, à 118,67 yens contre 118,37 yens mardi soir.

ÉCONOMIE

Les États-Unis enregistrent un déficit record du commerce extérieur

LE DÉFICIT commercial aux États-Unis s'est aggravé de 15,4 % en février pour se monter au chiffre record de 19,4 milliards de dollars (18,1 milliards d'euros), a annoncé mardi 20 avril le département du Commerce. Il s'agit de la plus mauvaise performance du commerce extérieur depuis 1992, date à partir de laquelle les statistiques mensuelles intègrent les échanges de marchandises et des services. Cette aggravation est due à une forte augmentation des importations, tandis qu'une légère baisse des exportations. Le déficit avec le Japon s'est élevé à 31,4 % par rapport au même mois de l'année dernière, celui avec le Japon est resté quasi inchangé. Le déficit avec les quinze pays de l'Union européenne s'est également fortement accru.

● **JAPON** : l'excédent commercial a rebondi en mars, avec une progression de 7,5 % en glissement annuel, a annoncé mercredi à Tokyo le ministère japonais des finances. En dépit de cette progression, le commerce extérieur du Japon a continué de se replier sur lui-même : ses exportations ont reculé pour le sixième mois d'affilée et ses importations pour le quatrième mois d'affilée.

● **FMI** : les pays d'Asie de l'Est semblent « près d'avoir touché le fond », affirme le FMI dans ses perspectives de l'économie mondiale (lire page 21).

● **BRESIL** : le « pire moment » de la crise économique « est passé, car l'inflation est désormais sous contrôle », a déclaré mardi le président brésilien, Fernando Henrique Cardoso. « Notre principal défi est de regagner la confiance et de maintenir l'inflation sous contrôle », a-t-il précisé.

● **UNION EUROPÉENNE** : la Banque centrale européenne note dans son bulletin mensuel publié mardi que « les récents accords conclus dans certains secteurs de l'industrie, où les hausses de salaires excèdent les gains de productivité, ne semblent pas favorables à la création d'emplois, et, si de telles évolutions se poursuivaient, elles engendreraient des tensions inflationnistes ». L'élargissement de l'Union européenne aux dix pays candidats d'Europe centrale et orientale ren-

forcerait la croissance, comme à l'Est, selon un rapport du Commissariat général au Plan publié mardi. « On peut estimer que le surcroît de croissance économique, issu d'intégration complète de l'Ouest à l'Union européenne, serait de l'ordre de 1 point de PIB pour l'Union européenne », indique le rapport. « Il serait obtenu pour un coût budgétaire brut de 0,25 % de PIB par an », en terme, pour un budgetaire nul », précise-t-il.

● **ITALIE** : le ministre de la défense, Carlo Scognamiglio, a indiqué mardi qu'il n'y aura pas d'impôt spécial pour financer les dépenses dues à l'intervention armée en Yougoslavie. La couverture de ces frais fera l'objet d'un décret qui sera discuté mercredi en conseil des ministres, a-t-il précisé.

● **ALLEMAGNE** : le ministre de l'Économie, Werner Müller, a révisé mardi à la baisse la prévision de croissance du gouvernement pour 1999, indiquant s'attendre à une augmentation du PIB légèrement inférieure à celle du PIB de l'année précédente.

● **ESPAGNE** : la production industrielle a reculé de 0,5 % en février dernier par rapport à février 1998, a annoncé mardi l'Institut national de la statistique. Pour l'ensemble des deux premiers mois de 1999, la production industrielle a néanmoins augmenté de 0,8 % par rapport à la même période de 1998, précise l'Institut.

● **AN 2000** : le bogue informatique de l'an 2000 est un risque économique à ne pas négliger, mais difficile à évaluer, selon le rapport sur les perspectives économiques mondiales du FMI paru mardi. L'impact du bogue peut s'apparenter à un « choc dans l'approvisionnement de stocks ou à une catastrophe naturelle ». L'institution note toutefois que les dépenses investies pour corriger les systèmes informatiques ont eu de façon certaine un impact positif sur la croissance.

● **OCDE** : les échanges de produits agricoles devraient se raffermir durant la période 1999-2004, indique l'OCDE dans son rapport annuel sur les perspectives agricoles pour les cinq prochaines années, publié mardi. Toutefois, deux conditions sont nécessaires à la réalisation de ce scénario : que « la réforme des politiques agricoles vers l'économie de marché ne soit pas remise en cause et que les économies agricoles par la crise connaissent une reprise ».

Tableaux de change

| Devise      | Taux   | Devise      | Taux   |
|-------------|--------|-------------|--------|
| EURO contre | 100    | EURO contre | 100    |
| FRANCE      | 166,37 | FRANCE      | 166,37 |
| ALLEMAGNE   | 163,33 | ALLEMAGNE   | 163,33 |
| ANGLETERRE  | 163,33 | ANGLETERRE  | 163,33 |
| ITALIE      | 163,33 | ITALIE      | 163,33 |
| ESPAGNE     | 163,33 | ESPAGNE     | 163,33 |
| PORTUGAL    | 163,33 | PORTUGAL    | 163,33 |
| GRÈCE       | 163,33 | GRÈCE       | 163,33 |
| IRLANDE     | 163,33 | IRLANDE     | 163,33 |
| ISRAËL      | 163,33 | ISRAËL      | 163,33 |
| JAPON       | 163,33 | JAPON       | 163,33 |
| CHINE       | 163,33 | CHINE       | 163,33 |
| INDONÉSIE   | 163,33 | INDONÉSIE   | 163,33 |
| TAÏWAN      | 163,33 | TAÏWAN      | 163,33 |
| THAÏLANDE   | 163,33 | THAÏLANDE   | 163,33 |
| VIEÛNET     | 163,33 | VIEÛNET     | 163,33 |

Tableaux de change

| Devise      | Taux   | Devise      | Taux   |
|-------------|--------|-------------|--------|
| EURO contre | 100    | EURO contre | 100    |
| FRANCE      | 166,37 | FRANCE      | 166,37 |
| ALLEMAGNE   | 163,33 | ALLEMAGNE   | 163,33 |
| ANGLETERRE  | 163,33 | ANGLETERRE  | 163,33 |
| ITALIE      | 163,33 | ITALIE      | 163,33 |
| ESPAGNE     | 163,33 | ESPAGNE     | 163,33 |
| PORTUGAL    | 163,33 | PORTUGAL    | 163,33 |
| GRÈCE       | 163,33 | GRÈCE       | 163,33 |
| IRLANDE     | 163,33 | IRLANDE     | 163,33 |
| ISRAËL      | 163,33 | ISRAËL      | 163,33 |
| JAPON       | 163,33 | JAPON       | 163,33 |
| CHINE       | 163,33 | CHINE       | 163,33 |
| INDONÉSIE   | 163,33 | INDONÉSIE   | 163,33 |
| TAÏWAN      | 163,33 | TAÏWAN      | 163,33 |
| THAÏLANDE   | 163,33 | THAÏLANDE   | 163,33 |
| VIEÛNET     | 163,33 | VIEÛNET     | 163,33 |

Tableaux de change

| Devise      | Taux   | Devise      | Taux   |
|-------------|--------|-------------|--------|
| EURO contre | 100    | EURO contre | 100    |
| FRANCE      | 166,37 | FRANCE      | 166,37 |
| ALLEMAGNE   | 163,33 | ALLEMAGNE   | 163,33 |
| ANGLETERRE  | 163,33 | ANGLETERRE  | 163,33 |
| ITALIE      | 163,33 | ITALIE      | 163,33 |
| ESPAGNE     | 163,33 | ESPAGNE     | 163,33 |
| PORTUGAL    | 163,33 | PORTUGAL    | 163,33 |
| GRÈCE       | 163,33 | GRÈCE       | 163,33 |
| IRLANDE     | 163,33 | IRLANDE     | 163,33 |
| ISRAËL      | 163,33 | ISRAËL      | 163,33 |
| JAPON       | 163,33 | JAPON       | 163,33 |
| CHINE       | 163,33 | CHINE       | 163,33 |
| INDONÉSIE   | 163,33 | INDONÉSIE   | 163,33 |
| TAÏWAN      | 163,33 | TAÏWAN      | 163,33 |
| THAÏLANDE   | 163,33 | THAÏLANDE   | 163,33 |
| VIEÛNET     | 163,33 | VIEÛNET     | 163,33 |

Tableaux de change

| Devise      | Taux   | Devise      | Taux   |
|-------------|--------|-------------|--------|
| EURO contre | 100    | EURO contre | 100    |
| FRANCE      | 166,37 | FRANCE      | 166,37 |
| ALLEMAGNE   | 163,33 | ALLEMAGNE   | 163,33 |
| ANGLETERRE  | 163,33 | ANGLETERRE  | 163,33 |
| ITALIE      | 163,33 | ITALIE      | 163,33 |
| ESPAGNE     | 163,33 | ESPAGNE     | 163,33 |
| PORTUGAL    | 163,33 | PORTUGAL    | 163,33 |
| GRÈCE       | 163,33 | GRÈCE       | 163,33 |
| IRLANDE     | 163,33 | IRLANDE     | 163,33 |
| ISRAËL      | 163,33 | ISRAËL      | 163,33 |
| JAPON       | 163,33 | JAPON       | 163,33 |
| CHINE       | 163,33 | CHINE       | 163,33 |
| INDONÉSIE   | 163,33 | INDONÉSIE   | 163,33 |
| TAÏWAN      | 163,33 | TAÏWAN      | 163,33 |
| THAÏLANDE   | 163,33 | THAÏLANDE   | 163,33 |
| VIEÛNET     | 163,33 | VIEÛNET     | 163,33 |

Tableaux de change

| Devise      | Taux   | Devise      | Taux   |
|-------------|--------|-------------|--------|
| EURO contre | 100    | EURO contre | 100    |
| FRANCE      | 166,37 | FRANCE      | 166,37 |
| ALLEMAGNE   | 163,33 | ALLEMAGNE   | 163,33 |
| ANGLETERRE  | 163,33 | ANGLETERRE  | 163,33 |
| ITALIE      | 163,33 | ITALIE      | 163,33 |
| ESPAGNE     | 163,33 | ESPAGNE     | 163,33 |
| PORTUGAL    | 163,33 | PORTUGAL    | 163,33 |
| GRÈCE       | 163,33 | GRÈCE       | 163,33 |
| IRLANDE     | 163,33 | IRLANDE     | 163,33 |
| ISRAËL      | 163,33 | ISRAËL      | 163,33 |
| JAPON       | 163,33 | JAPON       | 163,33 |
| CHINE       | 163,33 | CHINE       | 163,33 |
| INDONÉSIE   | 163,33 | INDONÉSIE   | 163,33 |
| TAÏWAN      | 163,33 | TAÏWAN      | 163,33 |
| THAÏLANDE   | 163,33 | THAÏLANDE   | 163,33 |
| VIEÛNET     | 163,33 | VIEÛNET     | 163,33 |

Conditions, graphiques et indices en temps réel sur le site Web de « Le Monde » : [www.lemonde.fr/bourse](http://www.lemonde.fr/bourse)



## VALEURS EUROPÉENNES

● L'action BP Amoco a perdu mardi 11 avril 5,3 % à 120 pence. Chevron Corp., la quatrième compagnie pétrolière américaine, a annulé sa proposition de joint-venture de production avec Atlantic Richfield Corp., qui actuellement en est au stade de rachat par BP Amoco.

● L'action Pirelli s'est inscrite en baisse de 1 % à 2,83 euros mardi. Le groupe italien attend l'aval du gouvernement d'Indonésie pour racheter le partenaire Gajal Tunggul Group's ses 50 % dans Pirelli Cables Indonesia.

● L'action Olivetti a baissé de 1,2 % en clôture de mardi pour finir à 2,58 euros. Le cours Bourse de l'Italien est à la

pression des négociations entre Deutsche Telecom et Telecom Italia, ce dernier cherchant à éviter de passer sous le contrôle d'Olivetti.

● Le titre Alitalia s'est replié mardi de 2,1 % à 3,12 euros après que la septième compagnie européenne ait annoncé qu'elle ne s'attendait pas à réaliser des profits au premier trimestre 1999, en partie à cause de la guerre en Yougoslavie.

● L'action SAP s'est affaiblie mardi de 5,5 % à 111 euros, prenant en compte la révision en allemand des logiciels de gestion à destination des entreprises sur résultats au premier trimestre.

| 21/04 12h26       | Cote  | % Var. |
|-------------------|-------|--------|
| <b>AUTOMOBILE</b> |       |        |
| ALFA ROMEO        | 12,78 | +0,50  |
| BMW               | 41,1  | +1,56  |
| CONTINENTAL AG    | 64,3  | +1,42  |
| DANIELI & HOLZ    | 22,1  | +1,10  |
| FIAT              | 82,7  | +1,10  |
| FIAT PRV          | 1,75  | +0,52  |
| LUCASSA           | 1,25  | +0,40  |
| MICHELIN          | 48,1  | +0,62  |
| PEUGEOT           | 186,5 | +0,21  |
| PIRELLI           | 2,83  | +0,71  |
| RENAULT           | 37,2  | +0,76  |
| VALEO             | 42,9  | +0,62  |
| VOLVO             | 24,61 | +0,48  |
| VOLVO             | 25,06 | +0,68  |

|               |       |  |
|---------------|-------|--|
| <b>BANQUE</b> |       |  |
| ABN AMRO      | 19,98 |  |
| ABN AMRO      | 19,98 |  |
| ALLIANCE      | 14,67 |  |
| ALFA CREDIT   | 14,67 |  |
| ALFA CREDIT   | 14,67 |  |
| ALFA CREDIT   | 14,67 |  |
| ALFA CREDIT   | 14,67 |  |
| ALFA CREDIT   | 14,67 |  |
| ALFA CREDIT   | 14,67 |  |
| ALFA CREDIT   | 14,67 |  |
| ALFA CREDIT   | 14,67 |  |

|                           |       |       |
|---------------------------|-------|-------|
| <b>TELECOMMUNICATIONS</b> |       |       |
| BRITISH TELECOM           | 14,94 | -0,41 |
| BT GROUP                  | 11,07 | +0,77 |
| DEUTSCHE TELEKOM          | 38    | -0,83 |
| EUROCOM                   | 11,07 | +0,77 |
| EUROCOM                   | 11,07 | +0,77 |
| EUROCOM                   | 11,07 | +0,77 |
| EUROCOM                   | 11,07 | +0,77 |
| EUROCOM                   | 11,07 | +0,77 |
| EUROCOM                   | 11,07 | +0,77 |
| EUROCOM                   | 11,07 | +0,77 |
| EUROCOM                   | 11,07 | +0,77 |

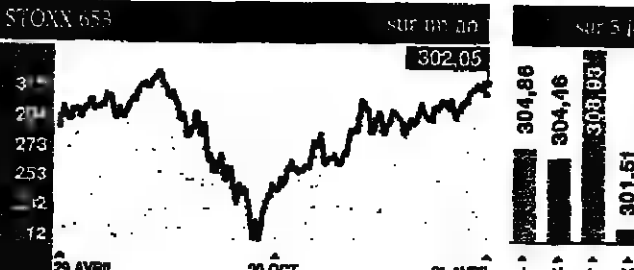
|                     |       |       |
|---------------------|-------|-------|
| <b>CONSTRUCTION</b> |       |       |
| ACCOR               | 47,56 | -0,28 |
| ACCOR               | 47,56 | -0,28 |
| ACCOR               | 47,56 | -0,28 |
| ACCOR               | 47,56 | -0,28 |
| ACCOR               | 47,56 | -0,28 |
| ACCOR               | 47,56 | -0,28 |
| ACCOR               | 47,56 | -0,28 |
| ACCOR               | 47,56 | -0,28 |
| ACCOR               | 47,56 | -0,28 |
| ACCOR               | 47,56 | -0,28 |

|                         |       |  |
|-------------------------|-------|--|
| <b>PRODUITS DE BASE</b> |       |  |
| ALUMINUM                | 70,02 |  |
| ALUMINUM                | 70,02 |  |
| ALUMINUM                | 70,02 |  |
| ALUMINUM                | 70,02 |  |
| ALUMINUM                | 70,02 |  |
| ALUMINUM                | 70,02 |  |
| ALUMINUM                | 70,02 |  |
| ALUMINUM                | 70,02 |  |
| ALUMINUM                | 70,02 |  |
| ALUMINUM                | 70,02 |  |

|               |       |       |
|---------------|-------|-------|
| <b>CHIMIE</b> |       |       |
| ACIA          | 13,15 | +0,43 |
| ACIA          | 13,15 | +0,43 |
| ACIA          | 13,15 | +0,43 |
| ACIA          | 13,15 | +0,43 |
| ACIA          | 13,15 | +0,43 |
| ACIA          | 13,15 | +0,43 |
| ACIA          | 13,15 | +0,43 |
| ACIA          | 13,15 | +0,43 |
| ACIA          | 13,15 | +0,43 |
| ACIA          | 13,15 | +0,43 |

|                           |       |       |
|---------------------------|-------|-------|
| <b>CONSUMMATION CYCLO</b> |       |       |
| ACCOR                     | 22,53 | -0,91 |
| ACCOR                     | 22,53 | -0,91 |
| ACCOR                     | 22,53 | -0,91 |
| ACCOR                     | 22,53 | -0,91 |
| ACCOR                     | 22,53 | -0,91 |
| ACCOR                     | 22,53 | -0,91 |
| ACCOR                     | 22,53 | -0,91 |
| ACCOR                     | 22,53 | -0,91 |
| ACCOR                     | 22,53 | -0,91 |
| ACCOR                     | 22,53 | -0,91 |

|                                |      |       |
|--------------------------------|------|-------|
| <b>ALIMENTATION ET BOISSON</b> |      |       |
| ALLIED DOMESTIC                | 7,44 | +0,20 |
| ALLIED DOMESTIC                | 7,44 | +0,20 |
| ALLIED DOMESTIC                | 7,44 | +0,20 |
| ALLIED DOMESTIC                | 7,44 | +0,20 |
| ALLIED DOMESTIC                | 7,44 | +0,20 |
| ALLIED DOMESTIC                | 7,44 | +0,20 |
| ALLIED DOMESTIC                | 7,44 | +0,20 |
| ALLIED DOMESTIC                | 7,44 | +0,20 |
| ALLIED DOMESTIC                | 7,44 | +0,20 |
| ALLIED DOMESTIC                | 7,44 | +0,20 |



|                |      |       |
|----------------|------|-------|
| <b>FINANCE</b> |      |       |
| FINNAX         | 5,14 | +0,78 |
| FINNAX         | 5,14 | +0,78 |
| FINNAX         | 5,14 | +0,78 |
| FINNAX         | 5,14 | +0,78 |
| FINNAX         | 5,14 | +0,78 |
| FINNAX         | 5,14 | +0,78 |
| FINNAX         | 5,14 | +0,78 |
| FINNAX         | 5,14 | +0,78 |
| FINNAX         | 5,14 | +0,78 |
| FINNAX         | 5,14 | +0,78 |

|                  |       |  |
|------------------|-------|--|
| <b>PHARMACIE</b> |       |  |
| ASTRA            | 18,44 |  |
| ASTRA            | 18,44 |  |
| ASTRA            | 18,44 |  |
| ASTRA            | 18,44 |  |
| ASTRA            | 18,44 |  |
| ASTRA            | 18,44 |  |
| ASTRA            | 18,44 |  |
| ASTRA            | 18,44 |  |
| ASTRA            | 18,44 |  |
| ASTRA            | 18,44 |  |

|                           |       |       |
|---------------------------|-------|-------|
| <b>BIENS D'EQUIPEMENT</b> |       |       |
| ABB                       | 12,59 | -0,22 |
| ABB                       | 12,59 | -0,22 |
| ABB                       | 12,59 | -0,22 |
| ABB                       | 12,59 | -0,22 |
| ABB                       | 12,59 | -0,22 |
| ABB                       | 12,59 | -0,22 |
| ABB                       | 12,59 | -0,22 |
| ABB                       | 12,59 | -0,22 |
| ABB                       | 12,59 | -0,22 |
| ABB                       | 12,59 | -0,22 |

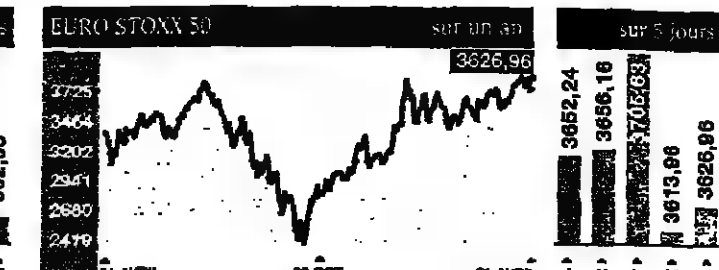
|                |       |       |
|----------------|-------|-------|
| <b>ENERGIE</b> |       |       |
| ELF            | 10,51 | -1,14 |
| ELF            | 10,51 | -1,14 |
| ELF            | 10,51 | -1,14 |
| ELF            | 10,51 | -1,14 |
| ELF            | 10,51 | -1,14 |
| ELF            | 10,51 | -1,14 |
| ELF            | 10,51 | -1,14 |
| ELF            | 10,51 | -1,14 |
| ELF            | 10,51 | -1,14 |
| ELF            | 10,51 | -1,14 |

|                            |       |       |
|----------------------------|-------|-------|
| <b>SERVICES FINANCIERS</b> |       |       |
| ALF                        | 10,51 | -1,14 |
| ALF                        | 10,51 | -1,14 |
| ALF                        | 10,51 | -1,14 |
| ALF                        | 10,51 | -1,14 |
| ALF                        | 10,51 | -1,14 |
| ALF                        | 10,51 | -1,14 |
| ALF                        | 10,51 | -1,14 |
| ALF                        | 10,51 | -1,14 |
| ALF                        | 10,51 | -1,14 |
| ALF                        | 10,51 | -1,14 |

|                             |       |       |
|-----------------------------|-------|-------|
| <b>COMMERCE DIST. BUTOI</b> |       |       |
| ALF                         | 10,51 | -1,14 |
| ALF                         | 10,51 | -1,14 |
| ALF                         | 10,51 | -1,14 |
| ALF                         | 10,51 | -1,14 |
| ALF                         | 10,51 | -1,14 |
| ALF                         | 10,51 | -1,14 |
| ALF                         | 10,51 | -1,14 |
| ALF                         | 10,51 | -1,14 |
| ALF                         | 10,51 | -1,14 |
| ALF                         | 10,51 | -1,14 |

|                          |       |       |
|--------------------------|-------|-------|
| <b>HAUTE TECHNOLOGIE</b> |       |       |
| ALF                      | 10,51 | -1,14 |
| ALF                      | 10,51 | -1,14 |
| ALF                      | 10,51 | -1,14 |
| ALF                      | 10,51 | -1,14 |
| ALF                      | 10,51 | -1,14 |
| ALF                      | 10,51 | -1,14 |
| ALF                      | 10,51 | -1,14 |
| ALF                      | 10,51 | -1,14 |
| ALF                      | 10,51 | -1,14 |
| ALF                      | 10,51 | -1,14 |

|                                |       |       |
|--------------------------------|-------|-------|
| <b>ALIMENTATION ET BOISSON</b> |       |       |
| ALF                            | 10,51 | -1,14 |
| ALF                            | 10,51 | -1,14 |
| ALF                            | 10,51 | -1,14 |
| ALF                            | 10,51 | -1,14 |
| ALF                            | 10,51 | -1,14 |
| ALF                            | 10,51 | -1,14 |
| ALF                            | 10,51 | -1,14 |
| ALF                            | 10,51 | -1,14 |
| ALF                            | 10,51 | -1,14 |
| ALF                            | 10,51 | -1,14 |



|                   |       |       |
|-------------------|-------|-------|
| <b>ASSURANCES</b> |       |       |
| ALF               | 10,51 | -1,14 |
| ALF               | 10,51 | -1,14 |
| ALF               | 10,51 | -1,14 |
| ALF               | 10,51 | -1,14 |
| ALF               | 10,51 | -1,14 |
| ALF               | 10,51 | -1,14 |
| ALF               | 10,51 | -1,14 |
| ALF               | 10,51 | -1,14 |
| ALF               | 10,51 | -1,14 |
| ALF               | 10,51 | -1,14 |

|                            |       |       |
|----------------------------|-------|-------|
| <b>SERVICES COLLECTIFS</b> |       |       |
| ALF                        | 10,51 | -1,14 |
| ALF                        | 10,51 | -1,14 |
| ALF                        | 10,51 | -1,14 |
| ALF                        | 10,51 | -1,14 |
| ALF                        | 10,51 | -1,14 |
| ALF                        | 10,51 | -1,14 |
| ALF                        | 10,51 | -1,14 |
| ALF                        | 10,51 | -1,14 |
| ALF                        | 10,51 | -1,14 |
| ALF                        | 10,51 | -1,14 |

|                            |       |       |
|----------------------------|-------|-------|
| <b>EURO NOUVEAU MARCHÉ</b> |       |       |
| ALF                        | 10,51 | -1,14 |
| ALF                        | 10,51 | -1,14 |
| ALF                        | 10,51 | -1,14 |
| ALF                        | 10,51 | -1,14 |
| ALF                        | 10,51 | -1,14 |
| ALF                        | 10,51 | -1,14 |
| ALF                        | 10,51 | -1,14 |
| ALF                        | 10,51 | -1,14 |
| ALF                        | 10,51 | -1,14 |
| ALF                        | 10,51 | -1,14 |

|                  |       |       |
|------------------|-------|-------|
| <b>AMSTERDAM</b> |       |       |
| ALF              | 10,51 | -1,14 |
| ALF              | 10,51 | -1,14 |
| ALF              | 10,51 | -1,14 |
| ALF              | 10,51 | -1,14 |
| ALF              | 10,51 | -1,14 |
| ALF              | 10,51 | -1,14 |
| ALF              | 10,51 | -1,14 |
| ALF              | 10,51 | -1,14 |
| ALF              | 10,51 | -1,14 |
| ALF              | 10,51 | -1,14 |

|                  |       |       |
|------------------|-------|-------|
| <b>BRUXELLES</b> |       |       |
| ALF              | 10,51 | -1,14 |
| ALF              | 10,51 | -1,14 |
| ALF              | 10,51 | -1,14 |
| ALF              | 10,51 | -1,14 |
| ALF              | 10,51 | -1,14 |
| ALF              | 10,51 | -1,14 |
| ALF              | 10,51 | -1,14 |
| ALF              | 10,51 | -1,14 |
| ALF              | 10,51 | -1,14 |
| ALF              | 10,51 | -1,14 |

|                  |       |       |
|------------------|-------|-------|
| <b>FRANCFORT</b> |       |       |
| ALF              | 10,51 | -1,14 |
| ALF              | 10,51 | -1,14 |
| ALF              | 10,51 | -1,14 |
| ALF              | 10,51 | -1,14 |
| ALF              | 10,51 | -1,14 |
| ALF              | 10,51 | -1,14 |
| ALF              | 10,51 | -1,14 |
| ALF              | 10,51 | -1,14 |
| ALF              | 10,51 | -1,14 |
| ALF              | 10,51 | -1,14 |

|                             |       |       |
|-----------------------------|-------|-------|
| <b>CODES PAYS ZONE EURO</b> |       |       |
| ALF                         | 10,51 | -1,14 |
| ALF                         | 10,51 | -1,14 |
| ALF                         | 10,51 | -1,14 |
| ALF                         | 10,51 | -1,14 |
| ALF                         | 10,51 | -1,14 |
| ALF                         | 10,51 | -1,14 |
| ALF                         | 10,51 | -1,14 |
| ALF                         | 10,51 | -1,14 |
| ALF                         | 10,51 | -1,14 |
| ALF                         | 10,51 | -1,14 |

|                            |       |       |
|----------------------------|-------|-------|
| <b>PAYS HORS ZONE EURO</b> |       |       |
| ALF                        | 10,51 | -1,14 |
| ALF                        | 10,51 | -1,14 |
| ALF                        | 10,51 | -1,14 |
| ALF                        | 10,51 | -1,14 |
| ALF                        | 10,51 | -1,14 |
| ALF                        | 10,51 | -1,14 |
| ALF                        | 10,51 | -1,14 |
| ALF                        | 10,51 | -1,14 |
| ALF                        | 10,51 | -1,14 |
| ALF                        | 10,51 | -1,14 |

من الأمل















à un  
SOVO  
S  
rposition



### Carnet de route

● **Route.** Construite de 1979 à 1995, l'autoroute des Titans (45 km, péage : 31 F, 4,7 €) est une partie de la voie A 40 que gère la société Paris-Rhin-Rhône.

● **Etapas.** Hôtel-restaurant de France, 44, rue Meier, 01130 Nantua, tél. : 04-74-75-00-53. Spécialités : quenelles de brochet, sauce Nantua et gratin d'écrusisses. Menu à 130 F (19,4 €) ; chambres à 285 F (43,4 €) ; garage.

Brasserie La Française, 10, avenue Alsace-Lorraine, 01000 Bourg-en-Bresse, tél. : 04-74-22-55-14. Un cadre centenaire et de fameux poulets bressans. Menu à 130 F (19,4 €).

Hôtel du Prieuré, 49, boulevard de Brout, Bourg, tél. : 04-74-22-44-90. Chambres à 350 F (53,4 €) ; garage. Ces trois maisons ont chacune trois étoiles.

● **Sites.** Musée de l'autoroute des Titans à Sylans, accessible seulement en venant de Pont-d'Ain, entrée gratuite ; le lac et l'abbaye de Nantua ; la nécropole habsbourgeoise de Brout ; le parc national régional du Jura, par Gyromont.

● **Lectures.** Bourg-en-Bresse et environs, guide illustré 1999, éditions Blusant-Gilbert. Bourg-en-Bresse, la Montagne de Brout, de M. F. Poirer, CNRS. Guide illustré de la région.

● **Recommandations.** Hôtels régionaux, restaurants, sites, collections, musées, monuments, sites de Brout et environs de Brout.

● **Communications.** Informations routières et culturelles régionales vingt-quatre heures sur vingt-quatre sur 107.7, radio FM captée sur 45% du réseau Paris-Rhin-Rhône, lequel offre quatre fois par semaine aux péageurs le périodique.

L'autoroute des victoires, site sur les distractions le long de ses 1700 km de voies.

● **Renseignements.** Office du tourisme : à Bourg, tél. : 04-74-22-49-40 ; à Brout, tél. : 04-74-23-06-28 ; à Nantua, tél. : 04-74-75-80-05. Festival international de musique de Bugy (26 juillet-5 août), tél. : 04-74-75-24-94.



### A tous prix

■ **1 990 F (303 €) :** une randonnée sur le chemin des douaniers proposée par le comité départemental des Côtes-d'Armor pour découvrir, du 10 au 14 mai, le Trégor et sa célèbre côte de granit rose, au départ de Lannion, via Trébeuden et Trégastel, jusqu'à Perros-Guirec. Ce prix, par personne, comprend l'hébergement en hôtels deux (supplément chambre individuelle : 450 F, 69 €), la pension complète, le portage bagages, l'accompagnement, les visites, l'assurance et une documentation sur la région. A ajouter, l'option licence (73 F, 11 €) Fédération française pédestre. Renseignements au 02-96-62-72-15.

■ **2 580 F (393 €) :** une mini-croisière de quatre jours en Méditerranée à bord du Star-Clipper, un voilier à l'ancienne, qui, du 26 au 29 mai, appareillera de Cannes pour cingler vers Calvi en Corse et Portofino en Italie. Le prix, par personne, pour trois nuits et en pension complète, oscille de 1 580 à 3 900 F (393 à 594 €) selon le type de cabine. Ne sont pas compris l'acheminement au port d'embarquement, les boissons, les portuaires (345 F, 52 €), le son côté, le Star-Flyer, son sister ship, effectuera le 25 mai une croisière de quatre nuits au départ d'Athènes. Mykonos, Bodrum, Pafos, 3 795 F (578 €). Renseignements au 01-39-21-10-98.

■ **7 102 F (1 083 €) :** le Festival des musiques sacrées du monde, à Fes, du 29 mai au 5 juin. Accueil Maroc (agences de voyages) propose des forfaits hôteliers de deux, trois, cinq ou huit nuits incluant concerts et transferts. De 885 à 1 900 F (135 à 290 €) par personne, selon l'hôtel, pour deux nuits en chambre double et petits déjeuners. Tarif spécial d'Air-Morocco : 1 980 F (302 €) A/R, hors taxes. Des circuits en autocar associent la découverte des villes impériales et la participation au Festival dont un dix-journées nuits du 1<sup>er</sup> au 10 juin avec cinq jours à Fes : 7 102 F (1 083 €) par personne en chambre double, de Paris. Consulter également Africatours (agences) qui, en juin, propose une semaine au luxueux palais Jamal pour 3 990 F (1 127 €) en chambre double, à Paris et Le Monde direct (tél. : 01-55-07-97-97), un séjour de trois nuits pour 3 280 F (500 €).

**EVASION**

**Directours.**  
OFFRE SPECIALE  
MIAMI BEACH 9/17N  
VOL REGULAR + VOTRE HOTEL + HOTEL  
FONTAINEBLEAU HILTON  
5<sup>e</sup> Luxe :  
base chambre double (324 F base 4)  
mains pail de Paris et de province.  
Départ quotidien jusqu'en 1506. Nuits sup.  
possibles. Autres hôtels possibles depuis  
2995 F les 9 jours 1<sup>er</sup> Taux d'attribution + 140 F.  
Brochure gratuite 01.45.62.62.62  
ou de province au 04.67.53.75.43  
Ministère 3615 Directours (121) (Rue)  
Internet : www.directours.fr  
80, av. des Champs-Élysées, PARIS 8<sup>e</sup>  
Membre SNAV - Garantit A65

**ANY WAY**  
Vols A/R  
Promos Printemps  
NEW YORK 1380F  
RIO 2870F  
MALAGA 1430F  
MONTREAL 1760F  
HONG KONG 2870F  
Bons Plans Juillet Août  
SAN FRANCISCO 4320F  
MIAMI 4030F  
LAS VEGAS 4600F  
VANCOUVER 5120F  
0 803 008 008  
NOUVEAU  
Réservez et achetez vos  
billets d'avion en ligne sur  
http://www.anyway.fr  
et 3615 ANYWAY  
Clignol, décoller !  
ANY WAY

**AUBERGE**  
LA CLÉ DES CHAMPS  
\*\*NN LOGIS DE FRANCE  
TENNIS - PISCINE CHAUFFÉE  
2450 VILLERANDE-DU-PÉRIORD  
Tél : 05.53.29.95.94 - Fax : 05.53.29.42.96  
www.cis-des-champs.com

**595F 695F**  
AIRHELIADES  
NINCO 0 885 885  
595F 695F

05350 MOLINES-EN-QUEYRAS  
SATION VILLAGE - ÉTÉ - HIVER  
Soleil - Neige - Tous Ski - Raquettes  
**HÔTEL LE CHAMOIS\*\***  
LOGIS FRANCE 2 chemins  
1/2 pension 280 F - 310 F  
Tél : 04.78.48.48.48 - Fax : 04.78.48.48.48

Prix sacrifiés pour plus de 2000 VOYAGES  
DE DERNIÈRE MINUTE !!!  
008 36 68 38 00  
3617 airévasion  
3617 écovoyage  
3617 infomer

**ANY WAY**  
Vols A/R  
Promos Printemps  
NEW YORK 1380F  
RIO 2870F  
MALAGA 1430F  
MONTREAL 1760F  
HONG KONG 2870F  
Bons Plans Juillet Août  
SAN FRANCISCO 4320F  
MIAMI 4030F  
LAS VEGAS 4600F  
VANCOUVER 5120F  
0 803 008 008  
NOUVEAU  
Réservez et achetez vos  
billets d'avion en ligne sur  
http://www.anyway.fr  
et 3615 ANYWAY  
Clignol, décoller !  
ANY WAY

**3615 Bye Bye**  
TUNISIE 1995 Frs  
Vol + 8 jours 1000 2<sup>e</sup> D'attribution + Transfers  
GUADELOUPE 2995 Frs  
Vol + 8 jours 1000 2<sup>e</sup> + Transfers  
BALI 5990 Frs  
Vol + 11 jours 1000 4<sup>e</sup> Pailleté, + Transfers  
SRI LANKA 6580 Frs  
Vol + 12 jours 1000 4<sup>e</sup> Pailleté Indes  
Des circuits de découverte - 10 885 885 - 220 F

**NOUVELLES FRONTIÈRES**  
les premiers prix  
**ABIDJAN 1990 F**  
303,38 €

**BASTIA 890 F** 135,68 €  
**CATANE 1 020 F** 155,50 €  
**IZMIR 1 320 F** 201,23 €  
**FUNCHAL 1 380 F** 210,38 €  
**ANTALYA 1 340 F** 204,28 €  
**NEW YORK 1 690 F** 257,64 €  
**MONTREAL 1 900 F** 289,65 €  
**COTONOU 2 890 F** 440,58 €  
**NOUMEA 490 F** 989,39 €

PROFESSIONNELS DU TOURISME POUR COMMUNIQUER  
DANS CETTE RUBRIQUE APPELEZ LE 01 42 77 59 00

**TRAVEL CO. DÉCOUVERTE ?**  
L'ESSENTIEL DU VOYAGE  
Avec  
**Club de voyage**  
Tél : 01 44 32 09 30  
Internet : clubvoyage.fr  
3615 CLUBAVT  
18, rue Singer 75006 Paris

هكذا من الأصل



**Des séjours pour découvrir de nouvelles activités ou cultiver une passion dès le plus jeune âge**

01 43 27 01 20 / 01 43 37 85 90  
36-15 KUMI (2,23 f/mn)  
et agences de voyages







geant humour et pathétique. ● LA CINÉMATHEQUE FRANÇAISE programme une intégrale des films de Sergio Leone, grand cinéaste européen qui a révélé Clint Eastwood.

En exhibant le corps vieillissant de ses personnages, les marques indélébiles du temps qui flapissent muscles et visages, l'acteur-réalisateur s'octroie la liberté totale que lui permet une carrière exceptionnelle

**Jacques Mandelbaum**

**Jugé coupable.** En journaliste alcoolique et adultérin, l'auteur d'« Impitoyable » se joue avec désinvolture des conventions

L'ultime séquence du film semble se dérouler dans un univers proche de Frank Capra. Dans la description caricaturale d'une harmonie retrouvée (nous sommes à Noël dans et devant un magasin de jouets), Eastwood mise sur le rêve. Dans le recours au conditionnel (voilà les choses telles qu'elles auraient pu devenir), Eastwood souligne avec un pessimisme élégant l'ambivalence de son historio. Les *happy ends*, c'est bon pour ceux qui croient au Père Noël.

**Jean-François Rauger**

Fun des sens, secret et désespéré, de son chef-d'œuvre *Il était une fois en Arabie* (1993). Les États-Unis s'étaient pourtant multipliés, et son seul horizon — c'est l'avenir des hommes qui le préoccupait. Il ■ lire la description que donne le cinéaste de son projet *Les 900 jours de Leningrad* à la fin du livre de conversations avec Sinsolo. Ce texte visionnaire aide à mieux réaliser combien, que ses histoires se situent outre-Atlantique ou non, Leone aura été porteur de la seule proposition non hollywoodienne ■ « grand récit » cinématographique contemporain. Le 30 avril 1989, à soixante ans, il en est mort.

Jean-Michel Frédon

**Jean-Michel Frodon**

★ Jusqu'au 2-mai à la Cinéma-  
thèque française, salle Grands  
Boulevards, 42, boulevard de  
Bonne-Nouvelle, 10<sup>e</sup>. MP Bonne-  
Nouvelle. Tél. : 01-56-26-01-01.



## Hollywood s'interroge sur la réduction du coût des films

Après une année 1998 record, les grands studios veulent dégager toujours plus de profits

**HOLLYWOOD** se porte bien. 1998 est une année record : les recettes du box-office aux États-Unis ont augmenté en volume de 11 % - la plus forte hausse depuis le début de la décennie - avec un total de 6,8 milliards de dollars (6,1 milliards d'euros), alors que les entrées en salles atteignent 1,38 milliard, le chiffre le plus élevé depuis 1966. Désormais, les studios attendent paisiblement l'été. Le nouveau volet de la saga de George Lucas, *Star Wars : The Phantom Menace* - sortie le 19 mai aux États-Unis, en octobre en France - devrait tirer le marché un peu plus vers le haut et marquer un nouveau record en 1999. Sur le front international, Hollywood a encore atteint des sommets malgré la crise économique en Asie et en Amérique du Sud, avec des revenus de 6,8 milliards de dollars, un chiffre très supérieur aux 5,8 milliards de l'année 1997, et imputable en partie à l'effet *Titanic*.

Ces résultats ont pourtant mécontenté au plus haut point ceux qui étaient censés en être les premiers bénéficiaires, à savoir Rupert Murdoch (Fox), Edgar Bronfman Jr. (Universal), Sumner Redstone (Paramount) ou Michael Eisner (Disney). Ces derniers ont tous reconnu, à des degrés divers, qu'ils ne tenaient pas plus que cela à rester dans la production cinématographique. Les coûts de production d'un film ne sont plus maîtrisables, affirment-ils - de 30 millions de dollars en 1993, le budget moyen d'un film américain est passé en 1997 à 53,5 millions -, alors que les marges bénéficiaires ne cessent de se réduire.

Les deux vainqueurs d'il faut sauver le soldat Ryan ne sont pas Paramount et DreamWorks, ses deux coproducteurs, mais Steven Spiel-

berg et Tom Hanks, qui disposaient chacun d'un pourcentage de 20 % sur les recettes brutes du film, et d'une part encore plus importante, une fois amortis les coûts de production, sur la distribution et le marketing. « Si vous regardez attentivement les chiffres, en analysant vraiment ce que les films ont coûté et rapporté, vous réaliserez que la plupart des studios ont simplement équilibré leurs comptes. Les seuls à offrir des bénéfices dans leur division Cinéma sont Fox, Paramount et New Line », affirmait un responsable de studio dans le numéro du 4 janvier de *Variety*.

### LA DISTRIBUTION COMME PRIORITÉ

La nécessité de se tourner vers de nouveaux partenaires chargés de partager les risques est devenu un impératif pour beaucoup de studios. Paramount, Disney et Fox avaient déjà recouru à cette option depuis plusieurs années. Après une année 1998 désastreuse, les responsables de la division film d'Universal se sont vu sommer par Edgar Bronfman Jr. de trouver impérativement des formes de cofinancement avant de débiter la production d'un film.

Depuis dix ans, les studios sont entre les mains de multinationales de la communication dont le principal intérêt réside dans la distribution, et beaucoup moins dans la production. Les investissements consentis depuis quelques années par les nouveaux « moguls » de la communication ont été colossaux. Rupert Murdoch avait payé 575 millions de dollars en 1985 la Twentieth Century Fox. Une somme déjà très importante à l'époque, mais qui semble aujourd'hui ridicule comparée au 1,9 milliard de dollars offert par le mil-



Gros investissement mais profits énormes pour Disney avec « 1001 Pattes » (à gauche) et pour Steven Spielberg et Tom Hanks avec « Il faut sauver le soldat Ryan » (à droite).

liaire australo-américain pour l'acquisition du Family Channel et au 1,9 milliard payé pour s'emparer des chaînes de télévision de six grandes villes américaines qui ont servi de base au Fox Network, ou encore aux 4,6 milliards de dollars versés pour obtenir l'exclusivité des droits de retransmission de la NFL (la ligue de football américain). Le prix exorbitant payé pour les canaux de distribution, le poids qu'ils font peser sur les actions de la compagnie et ses bénéfices, rendent plus que jamais nécessaire une gestion rigoureuse de la production de leurs programmes.

Le fait a été assez documenté pour ne plus avoir à s'y étendre : le pouvoir dans les studios est passé insensiblement des mains des professionnels du cinéma à celles d'hommes d'affaires, tous sortis d'une grande école de commerce, et qui ont appliqué à l'industrie du film des modèles d'analyse financière qui fonctionnent en principe partout, sauf dans le cinéma. Dans une industrie qui ne produit que des prototypes, l'augmentation vertigineuse des coûts de production et de marketing rend une telle prise de risques insensée. Interrogé par le journaliste Peter Bart, rédacteur en chef de *Variety*, pour les besoins d'un livre, *The Grass*, sorti en février aux États-Unis et consacré à la politique de fuite en avant des majors hollywoodiennes, le chef du département production d'un grand studio confiait : « Les gens regardent les chiffres impressionnants du box-office et ne comprennent pas pourquoi le business semble en crise. Je peux leur expliquer : lorsque je parle de mon programme de production à mon patron et son conseil d'administration, c'est comme si je leur présentais une marchandise avariée. Ils ne croient guère au cinéma, et ce scepticisme fait tâche jusqu'au point de contaminer toute la compagnie. »

Le mal n'est pas seulement psychologique. Il se reflète aussi dans les statistiques. La tendance est apparue lors du dernier trimestre 1998. L'industrie du cinéma en Californie du Sud propose de moins en moins d'emplois, 134 800 en 1997,

134 100 en 1998. L'association des perchistes de Californie du Sud déplorait un nombre anormalement élevé de 300 de ses membres actuellement au chômage. Les studios effectuent des coupes drastiques dans leur programme de production. Disney, par exemple, ne sortira qu'une quinzaine de films cette année, contre plus de 30 en 1998. Cette décision entraîne fatalement une baisse significative de l'emploi. Seuls deux films affichant un budget supérieur à 100 millions de dollars (contre 6 l'année dernière) sortiront cet été : *Star Wars : The Phantom Menace* et *Les Mystères de l'Ouest*, avec Will Smith et Kenneth Branagh. Les grandes stars seront elles aussi absentes de cette nouvelle période plus austère qu'elle ne paraît.

Hollywood a le culte du happy end. Cette industrie a toujours su négocier avec succès ses mutations et s'inventer une nouvelle source de revenus. Ce fut la télévision dans les années 50, la vidéo et la télévision par câble dans les années 80, les marchés étrangers dans les années 90. Le nouveau millénaire devrait être celui de l'image de synthèse, significativement le seul domaine de l'industrie cinématographique créateur d'emplois. Les

deux films en 3-D produits par Pixar, *Toy Story* et *1001 Pattes*, distribués par Disney, ont tous les deux dépassés les 150 millions de dollars de recettes aux États-Unis, alors que *Fourmi*, produit par DreamWorks, approchait les 100 millions de dollars.

### LA RÉVOLUTION DU 3-D

Fox et Disney vont bientôt se lancer dans cette nouvelle technique qui n'en est qu'à ses balbutiements. Une minute d'un film en 3-D coûte aujourd'hui 1 million de dollars. Ce prix devrait baisser, grâce en partie à une main-d'œuvre qui sera de moins en moins nombreuse, et les bénéfices envisageables paraissent colossaux. Hollywood réussit donc à résoudre, pour un temps, ce problème de surveillance et de contrôle qui tracasse les nouveaux patrons des médias lorsqu'ils se penchent sur la gestion de leur division cinéma. Cette initiative se fait en liquidant ce qui faisait l'identité d'Hollywood jusqu'à aujourd'hui : les stars, remplacées par des créatures synthétiques qui auront le bon goût de n'avoir aucune exigence contractuelle.

Samuel Blumenfeld

## « Payback » et « eXistenZ » dominant le box-office

AVEC 217 000 NOUVEAUX SPECTATEURS et un total frôlant le million d'entrées, *Payback*, avec Mel Gibson, se maintient toujours en tête au classement du box-office du 14 au 18 avril, communiqué par l'hebdomadaire *Ecran total*. Même si la fréquentation remonte sensiblement par rapport à la semaine dernière, grâce aux vacances scolaires, elle reste toujours en recul de 49 % par rapport à la semaine correspondante en 1998. *eXistenZ*, le nouveau film de David Cronenberg, connaît un excellent démarrage (211 000 entrées sur 233 écrans) et s'installe à la deuxième place du classement. Il confirme, après *Crash*, le pouvoir d'attraction du réalisateur canadien au box-office. Parmi les autres nouveautés, *Romance* réalise un score excellent. Avec 87 000 spectateurs dans un circuit relativement réduit de 87 écrans, le film de Catherine Breillat, qui révèle l'actrice Caroline Ducey, obtient la meilleure moyenne de fréquentation par salle (1 001 spectateurs) de la semaine.

"Une saga légère et subtile, drôle et émouvante. James Ivory en apesanteur."

Kris Kristofferson Barbara Hershey Leellee Sobieski

la fille d'un soldat ne pleure jamais

Melanie Lynskey

Jane Brackley Dominique Béné Isaac de Banko Virginie Ledoyen

AUJOURD'HUI

Une petite merveille !

Des dialogues éblouissants !

Acteurs grandioses...

Un tandem d'acteurs comme on les aime !

Un film drôle, grave et très réussi...

Jean Yanne Guillaume Canet Laurence Côte

"Je règle mon pas sur le pas de mon père"

UN FILM DE Rémi Waterhouse

France Inter

هكذا من الأصل







## GUIDE TÉLÉVISION

MERCREDI 21 AVRIL

## DEBATS

21.35 De l'apartheid à la démocratie. Forum Planète

## MAGAZINES

19.10 Nulle part ailleurs. Avec Bruno Solo, Raphaël Krieger, Soumaya. Canal +

19.10 et 0.10 Le Rendez-vous. Invité : Pierre Moscovici. LCI

20.00 20h Paris Première. John Turturro. Paris Première

20.10 Le Talk Show. Avec Axelle Rad et Frédéric Beigbeder. LCI

20.45 Les Mercrédies de l'Histoire. Argentine, le procès des militaires. Arte

20.55 Des racines et des ailes. Le patrimoine mondial. Pompidu : opération survie. L'empreinte des pharaons. Une merveille de canal. France 3

21.05 Droit de cité. Le plus beau métier du monde ? TV 5

22.40 Ça se discute. Doubures, neiges, soies : peut-on s'épanouir dans l'ombre de l'autre ? France 2

23.15 Carte blanche à... Henri Troyat. Forum Planète

23.30 Un siècle d'écrivains. Pénit, Israël. France 3

0.10 E = M c². Les plus belles images de la science. M 6

0.20 C'est pas la mer à boire. La voix. France 3

0.40 Le Canal du savoir. Le Parthéon. Paris Première

## DOCUMENTAIRES

20.35 Une fille contre la Mafia. Planète

20.45 Mémoire arménienne. 1915. Des exilés en terre de France. Histoire

20.50 Voix indiennes. Planète

21.35 Les Tribus indiennes. 17000. Les Sioux Yankton. Planète

21.40 Musica. Samson François, l'enchantement du piano. Arte

22.05 L'Autre Algérie. Les oiseaux chantent toujours la liberté, échos des études. Planète

22.05 Le Flambe. La vie quotidienne des acrobates du jeu. Odyssée

23.00 Profil. Tina Modotti. Arte

23.00 Miles. Planète

0.05 La Lucarne. Home Page. Arte

## SPORTS EN DIRECT

17.00 et 20.00 Football. Championnat du monde des moins de 20 ans. Demi-finales : Uruguay - Japon ; Mexique - Espagne. Eurosport

20.00 Basket-ball. Coupe de France. 1<sup>re</sup> demi-finale. All Sports

20.35 Football. Ligue des champions. Demi-finale. Match retour. Juventus de Turin - Manchester United. TF 1

## MUSIQUE

20.00 Concerto brandebourgeois n° 1, de Bach. Par le Scottish Chamber Orchestra, dir. Raymond Leppard. Muzik

## FILMS

21.40 Les Châtains. Mezzo

21.55 Storytellers. Paris Première

23.40 Gil Evans. Montreux 1983. Muzik

## TÉLÉFILMS

20.30 Pas de vœux de Noël. Festival

20.50 Jusqu'à ce que la mort nous sépare. Lionel Lipp. M 6

20.55 La Route à l'envers. Chantal Picaud. France 2

22.35 Coup de foudre prémédité. Chris Thompson. M 6

## SÉRIES

20.40 Homicide. La veuve noire. Série Club

20.40 Nestor Burma. Les eaux troubles de Javel. 13<sup>ème</sup> Rue

20.55 Taggart. Le Tatouage. TMC

21.20 Quel n° 1. Un mort en suspens. RTBF 1

21.25 Le Caméléon. Homefront (v.o.). Série Club

22.15 Remolins. Scandale à la Cour. Série Club

22.25 Friends. The one with the girl who hits Joe (v.o.). Canal Jimmy

22.50 Absolutely Fabulous. Bonne année ! (v.o.). Canal Jimmy

23.05 3<sup>e</sup> planète après le Soleil. (V2) 36-28-38 Dick (v.o.). Série Club

23.25 The New Statesman. Le polygraphe (v.o.). Canal Jimmy

0.25 New York Police Blues. Le voleur (v.o.). Canal Jimmy

## FILMS

14.35 Dédée d'Amers. Vues Allegret (France, 1947, N., 90 min). O. Ciné Classics

14.45 Un pyjama pour deux. Debut Mami-Etats-Unis, 1951, v.o., 105 min). O. Ciné Classics 3

16.30 Napoléon. Abel Gance (1927, France, 1928, N., muet, 150 min). O. Histoire

17.45 La Comédie de Dieu. Inao Cesar Montenegro (Fr.-Esp., 1995, v.o., 165 min). O. Ciné Cinéma 1

19.30 Le Pyré-nom. Martin Rot (Etats-Unis, 1974, 95 min). O. Cinéma

21.00 ... Comme elle respire. Pierre Salgado (France, 1998, 58 min). O. Canal +

21.00 Angel Baby. Michael Pyner (Australie, 1998, 105 min). O. Cinéma 2

21.05 Broadway Danny Rose. Woody Allen (Etats-Unis, 1984, N., 85 min). O. Cinéma

21.10 Le Fugitif. Michael Dwyer (Etats-Unis, 1993, 130 min). O. TSR

22.10 Portrait de femme. Jane Campion (Grande-Bretagne, 1996, v.o., 140 min). O. Ciné Cinéma 3

22.30 Top Hat. Mark Sandrich (Etats-Unis, 1935, N., v.o., 105 min). O. Cinéma

22.50 La Double Vie de Véronique. Krzysztof Kieslowski (Fr.-Pol., 1991, 100 min). O. Ciné Cinéma 1

23.55 Petits moments entre amis. Danny Boyle (Grande-Bretagne, 1994, v.o., 90 min). O. Cinéma 1

1.40 L'Homme le plus dangereux du monde. Jack Lee-Thompson (Etats-Unis, 1949, v.o., 95 min). O. Ciné Cinéma 3

2.05 Boomerang. Ella Kazan (Etats-Unis, 1946, N., v.o., 85 min). O. Ciné Classics

2.20 Top Hat. Mark Sandrich (Etats-Unis, 1935, N., v.o., 105 min). O. Cinéma

22.50 La Double Vie de Véronique. Krzysztof Kieslowski (Fr.-Pol., 1991, 100 min). O. Ciné Cinéma 1

23.55 Petits moments entre amis. Danny Boyle (Grande-Bretagne, 1994, v.o., 90 min). O. Cinéma 1

1.40 L'Homme le plus dangereux du monde. Jack Lee-Thompson (Etats-Unis, 1949, v.o., 95 min). O. Ciné Cinéma 3

2.05 Boomerang. Ella Kazan (Etats-Unis, 1946, N., v.o., 85 min). O. Ciné Classics

2.20 Top Hat. Mark Sandrich (Etats-Unis, 1935, N., v.o., 105 min). O. Cinéma

22.50 La Double Vie de Véronique. Krzysztof Kieslowski (Fr.-Pol., 1991, 100 min). O. Ciné Cinéma 1

23.55 Petits moments entre amis. Danny Boyle (Grande-Bretagne, 1994, v.o., 90 min). O. Cinéma 1

1.40 L'Homme le plus dangereux du monde. Jack Lee-Thompson (Etats-Unis, 1949, v.o., 95 min). O. Ciné Cinéma 3

2.05 Boomerang. Ella Kazan (Etats-Unis, 1946, N., v.o., 85 min). O. Ciné Classics

2.20 Top Hat. Mark Sandrich (Etats-Unis, 1935, N., v.o., 105 min). O. Cinéma

22.50 La Double Vie de Véronique. Krzysztof Kieslowski (Fr.-Pol., 1991, 100 min). O. Ciné Cinéma 1

23.55 Petits moments entre amis. Danny Boyle (Grande-Bretagne, 1994, v.o., 90 min). O. Cinéma 1

1.40 L'Homme le plus dangereux du monde. Jack Lee-Thompson (Etats-Unis, 1949, v.o., 95 min). O. Ciné Cinéma 3

2.05 Boomerang. Ella Kazan (Etats-Unis, 1946, N., v.o., 85 min). O. Ciné Classics

2.20 Top Hat. Mark Sandrich (Etats-Unis, 1935, N., v.o., 105 min). O. Cinéma

22.50 La Double Vie de Véronique. Krzysztof Kieslowski (Fr.-Pol., 1991, 100 min). O. Ciné Cinéma 1

23.55 Petits moments entre amis. Danny Boyle (Grande-Bretagne, 1994, v.o., 90 min). O. Cinéma 1

1.40 L'Homme le plus dangereux du monde. Jack Lee-Thompson (Etats-Unis, 1949, v.o., 95 min). O. Ciné Cinéma 3

2.05 Boomerang. Ella Kazan (Etats-Unis, 1946, N., v.o., 85 min). O. Ciné Classics

2.20 Top Hat. Mark Sandrich (Etats-Unis, 1935, N., v.o., 105 min). O. Cinéma

22.50 La Double Vie de Véronique. Krzysztof Kieslowski (Fr.-Pol., 1991, 100 min). O. Ciné Cinéma 1

23.55 Petits moments entre amis. Danny Boyle (Grande-Bretagne, 1994, v.o., 90 min). O. Cinéma 1

1.40 L'Homme le plus dangereux du monde. Jack Lee-Thompson (Etats-Unis, 1949, v.o., 95 min). O. Ciné Cinéma 3

2.05 Boomerang. Ella Kazan (Etats-Unis, 1946, N., v.o., 85 min). O. Ciné Classics

2.20 Top Hat. Mark Sandrich (Etats-Unis, 1935, N., v.o., 105 min). O. Cinéma

22.50 La Double Vie de Véronique. Krzysztof Kieslowski (Fr.-Pol., 1991, 100 min). O. Ciné Cinéma 1

23.55 Petits moments entre amis. Danny Boyle (Grande-Bretagne, 1994, v.o., 90 min). O. Cinéma 1

1.40 L'Homme le plus dangereux du monde. Jack Lee-Thompson (Etats-Unis, 1949, v.o., 95 min). O. Ciné Cinéma 3

2.05 Boomerang. Ella Kazan (Etats-Unis, 1946, N., v.o., 85 min). O. Ciné Classics

2.20 Top Hat. Mark Sandrich (Etats-Unis, 1935, N., v.o., 105 min). O. Cinéma

22.50 La Double Vie de Véronique. Krzysztof Kieslowski (Fr.-Pol., 1991, 100 min). O. Ciné Cinéma 1

23.55 Petits moments entre amis. Danny Boyle (Grande-Bretagne, 1994, v.o., 90 min). O. Cinéma 1

1.40 L'Homme le plus dangereux du monde. Jack Lee-Thompson (Etats-Unis, 1949, v.o., 95 min). O. Ciné Cinéma 3

2.05 Boomerang. Ella Kazan (Etats-Unis, 1946, N., v.o., 85 min). O. Ciné Classics

## PROGRAMMES

## TÉLÉVISION

## TF 1

19.05 Le Bigli. 19.50 Cliché &amp; Net. 20.00 Journal, Météo.

20.35 Football. Ligue des champions. Demi-finales. 20.45 Juventus Turin - Manchester United.

23.40 Bayern Munich - Dynamo Kiev. 0.20 L'Idéal Palace. Le Peninsula de Hongkong.

## FRANCE 2

18.45 Les 2 Amours de l'an 2000. 19.15 1 000 enfants vers l'an 2000. 19.20 Qui est qui ?

19.55 et 20.25 Tirage du Loto. 20.00 Journal, Météo.

20.55 La Route à l'envers. Téléfilm. Chantal Picaud. O.

22.40 Ça se discute. Soies, doubles, neiges, peut-on s'épanouir dans l'ombre de l'autre ?

0.45 Journal, Météo. 1.05 Le Cercle. La 10<sup>ème</sup>.

## FRANCE 3

16.20 Questions pour un champion. 16.50 Un livre, un jour.

18.55 Le 19-20 de l'Information, Météo. 20.05 Fa Si La nouveau.

20.35 Tout le sport. 20.55 Des racines et des ailes. Le patrimoine mondial.

21.55 Météo, Soir 3. 23.30 Un siècle d'écrivains. Pénit, Israël, écrivain vagabond.

0.20 C'est pas la mer à boire. La voix. 1.50 Semaine baroque : Clémentine.

## CANAL +

En clair jusqu'à 21.00. 18.30 Best of Nulle part ailleurs.

20.30 Le Journal du cinéma. 21.00 ... Comme elle respire.

21.00 L'Art. Pierre Salgado. O.

22.38 Les Sales Blagues de l'Echo. Rions dans le cosmos. O.

22.40 Anaconda, le prédateur. 0.05 South Park.

Joyeux Noël Charlie Manson. O.

0.30 Spin City. Un maire à Miami. O.

0.50 A la une. Tel est pris. O.

1.15 Ned et Stacey. Nuits blanches à Manhattan. O.

## ARTE

19.00 Connaissance. 11/2.

19.45 Météo, Arte Info. 20.15 La Vie en feuilleton. 1941.

20.45 Les Mercrédies de l'Histoire. Argentine, le procès des militaires.

21.35 Les Cent Photos du siècle. Guerre des Balkans. Une photo de Rafael Vespignani, 1962.

21.40 Musica. Samson François, l'enchantement du piano.

22.40 Samson François interprète le Concerto en sol, de Ravel.

23.00 Profil. Tina Modotti. Photographie, révolutionnaire.

0.05 La Lucarne. Home Page. 1.55 Ducktastic. Donald et ses amis en guerre.

## M 6

19.20 Mariés, deux enfants. O.

19.54 Le Six Minutes, Météo. 20.10 Notre belle famille. O.

20.40 Décrochage Info. Une journée avec...

20.50 Jusqu'à ce que la mort nous sépare.

Téléfilm. Lionel Lipp. O.

22.35 Coup de foudre prémédité. Téléfilm. Chris Thompson. O.

0.10 Spécial E = M c². Les plus belles images de la science.

## RADIO

## FRANCE-CULTURE

20.30 Agora. Yves Fremion et l'Anarchisme.

21.00 Philambole. 22.10 Fiction. Pénit pour un être, de Marcus Pomino.

23.00 Nuits magnétiques.

## FRANCE-MUSIQUE

20.00 Falstaff. Opéra de Verdi. Par le Chœur Monteverdi de l'Orchestre révolutionnaire et romantique, dir. John Eliot Gardiner.

22.30 Musique pluriel. Œuvres de Ravel, Debussy.

23.07 Les Greniers de la mémoire.

## RADIO CLASSIQUE

20.15 Les Soirées. Œuvres de Bruch.

20.40 Goethe (A). Et ses contemporains. Œuvres de Mozart, Reichardt, Hummel, Zelter, etc.

22.10 Les Soirées. (Suite). Œuvres de Mahler, Ravel, Schmitt.

## TELEVISION

## RADIO CLASSIQUE

20.40 Goethe et ses contemporains. Contemporain de Mozart et de Schubert, Goethe fut la providence des musiciens. Ce n'est pas son théâtre qui a été source d'inspiration lyrique, mais ses poèmes, ses nouvelles ou ses romans. Toute sa vie baigna dans une atmosphère musicale. Et, entre 1791 et 1817, il dirigea le Théâtre de Weimar, où les opéras de Mozart étaient, de son fait, particulièrement à l'honneur.

## ARTE

20.45 Les Mercrédies de l'Histoire. Réalisé par Walter Goobar, le documentaire Argentine, le procès des militaires ne dit pas tout du sort des quelque 30 000 personnes assassinées ou disparues sous la dictature. Il montre en filigrane l'action - illégale et clandestine - des responsables des forces armées, mais n'explique pas comment les politiques ont échoué pour ne pas avoir su contraindre les militaires à tout dire sur le sort des victimes.

## ARTE

23.00 Profil : Tina Modotti. Intelligente, belle, généreuse, courageuse, ambiguë, passionnée, libre dans ses actes comme dans sa parole, Tina Modotti (1896-1942) fut tout cela à la fois. Réalisée par Elisabeth Weyer en 1996, cette évocation, très richement documentée, de la « photographe révolutionnaire » préserve la part de mystère et les zones d'ombre d'une nomade polyglotte, artiste, muse et militante.

## GUIDE TÉLÉVISION

JEUDI 22 AVRIL

## DEBATS

21.20 Faut-il avoir peur des météorites ? Invités : Jean-Alain Barrat, Alain Carion, Claude Marchat, Claude Perron. Forum Planète

23.20 Faut-il interdire la chasse à la palombe ? Forum Planète

## MAGAZINES

10.40 Arrêt sur images. Réfugiés : information ou compassion ? Invités : Martine Jacquemin, Divina Frau-Fraus. La Cinquième

13.05 Droit de cité. Aline ou le chagrin des villes. France 3

13.30 On s'occupe de vous. TV 5

13.30 Envoyé spécial. Les années 90. Le récit d'Éric. Histoire

14.00 20 h Paris Première. Invité : John Turturro. Paris Première

14.30 La Cinquième rencontre... justice, société. La Cinquième

16.10 et 21.10 Le Talk Show. Invité : Anthony Kavanagh. LCI

16.10 Le Vrai Journal. Interview de Bernard-Henry Lévy. Les nationalistes albanais et le soutien à l'UCK. Portrait de Slobodan Milosevic. Enquête sur la MINEF. Les élections algériennes. Vues de France. Philippe Seguin : sa vie en mille.

16.55 Zapping Zone. Disney Channel

18.00 Stars en stock. Robert de Niro. Greta Garbo. Paris Première

20.00 20 h Paris Première. Marcel Bleustein. Paris Première

20.55 Direct. Invité : Charles Pasqua. France 2

21.05 Pulsations. Le diabète. TV 5

22.40 Pasquisme. Visions du réel. Invité : Robert Francis. TSR

23.05 Courts particuliers. Alain Bellet. Paris Première

23.15 La Preuve par trois. La chasse. Trésor de chasse. Butin en Solange. Terrain d'enfer. Nouvelle cible. France 3

23.15 Si l'ose écrire. La femme de l'ombre et la femme de la lumière. Invités : Michèle Costar, Maxime Bonch-Jaquin. RTBF 1

## DOCUMENTAIRES

0.30 Des racines et des ailes. Le patrimoine mondial. Pompidu : opération survie. L'empreinte des pharaons. Une merveille de canal. France 3

## DOCUMENTAIRES

17.15 Un autre futur. L'Espagne rouge et noire. (4/4). Contre vents et marées. Planète

17.15 Trois grands peintres. (2/3) Goya (1746-1808), les deux regards. Odyssée

17.30 Conférences de presse. 9 septembre 1968 (1/3). Histoire

18.15 Les Splendeurs naturelles de l'Afrique. (1/3). Planète

18.30 Le Monde des animaux. Tony et les manchots. La Cinquième

19.30 Le Grand Piano du Petit Louis. Muzik

19.40 Pays d'octobre. (2/4). «Choses vues» dans le Mississippi : la religion. Planète

20.15 La Vie en feuilleton. A l'ombre des arbres. (4/4). Arte

20.35 Cinq colonnes à la une. 20.40 Thémis. Le blanc et le noir : la Belgique après Drouot.

20.40 Etre un homme. Canal +

20.45 La Chine, dragon millénaire. La rivière des perles. Odyssée

21.15 Les Derniers Sanjaim. Corda, les ombres du futur. Odyssée

21.40 1918, de la guerre à la mer. Planète

22.35 Une fille contre la Mafia. Planète

0.05 L'Autre Algérie. Les oiseaux chantent toujours la liberté, échos des études. Planète

0.35 Miles Davis. Planète

## SPORTS EN DIRECT

18.00 Equitation. Coupe du monde FEI à Göteborg. Eurosport

18.30 Basket. Final four. Euroleague. Match pour la 3<sup>e</sup> place. 21.00 Finale. All Sports

## DANSE

18.30 A Folk Tale. Musique d'Agnus Boumoune. Par le Royal Danish Ballet et le Danish Radio Concert Orchestra, dir. Harry Damskjold. Mezzo

20.45 Julie Lescaut. Crédit revolve. RTBF 1

22.30 Profil. Planète Impact. Modus operandi. M 6

23.45 The Nat «Kings» Cole Show 11. 13 août 1957. Muzik



## Trois lycéens américains ont tué 25 personnes dans un établissement scolaire près de Denver

Après le drame survenu au Colorado, Bill Clinton appelle l'Amérique à « se réveiller »

WASHINGTON  
de notre correspondant

Vingt-cinq personnes ont été tuées et une vingtaine d'autres ont été blessées au cours d'une fusillade à Littleton, dans la banlieue de Denver (Colorado), mardi 20 avril. Trois lycéens armés de fusils, d'armes automatiques, de bombes artisanales et peut-être même de grenades ont ouvert le feu sur leurs camarades et leurs professeurs pendant l'heure du déjeuner à l'école Columbine, dans une banlieue aisée. Deux étaient masqués et vêtus de noir, le troisième en blanc. Au terme de la fusillade, deux des agresseurs se sont donnés la mort. Plusieurs complices auraient été identifiés puis arrêtés.

Les Américains ont été tenus en haleine pendant une partie de la journée par ce nouvel épisode dramatique de la violence en milieu scolaire qui s'ajoute à une longue série. Ils ont été informés par la télévision, mais aussi par des élèves qui ont appelé leur famille ou même CNN avec leur téléphone portable alors qu'ils

étaient enfermés dans des classes. Ils ont raconté comment les membres de ce « Gang des trench coats », qui portaient en classe de long manteaux noirs, se sont livrés à un véritable massacre, visant en particulier les minorités ethniques - Noirs et Hispaniques - et les membres des équipes de sport.

Des centaines de policiers et des unités d'élite sont intervenus pour ramener le calme. En fin de journée, ils continuaient de fouiller les locaux à la recherche d'autres victimes et d'éventuels explosifs piégés.

### UN VÉRITABLE ARSENAL

Selon certains étudiants, ce groupe, qui était répété sur lui-même et fanatique du provocateur chanteur de rock Marilyn Manson, se vantait de posséder un véritable arsenal et d'avoir acheté de nouvelles armes tout récemment. Il avait même réalisé une vidéo à l'école sur ce thème. Un élève a raconté qu'un des tueurs a tiré à bout portant dans le dos d'un autre lycéen : « Il

marrait tranquillement, il n'était pas pressé. » Après quoi, ils ont visité la cafétéria, la bibliothèque et des salles de classe, tirant sur tout ce qui bougeait.

### « DES MOTS, PAS DES ARMES »

Une fois de plus, l'Amérique s'interroge sur les causes du drame, sur les motivations de ces jeunes tueurs, sur la facilité pour tous, y compris les adolescents et les enfants, de posséder et d'utiliser des armes à feu en vertu du 2<sup>e</sup> amendement de la Constitution. En deux ans, la violence à l'école a fait 76 morts.

Intervenant en direct à la télévision, Bill Clinton, lui-même favorable à une réglementation plus stricte, a déclaré : « Peut-être que l'Amérique se réveillera après un tel drame, qui peut se produire dans un endroit comme Littleton (...) Nous savons que nous devons faire plus pour garder le contact avec nos enfants, leur apprendre à exprimer leur colère et à résoudre leurs conflits avec des mots, pas avec des armes. » Le président de l'Association des psychologues

scolaires a ajouté que « l'accès aux armes à feu est critique dans un tel cas », estimant qu'il n'est pas possible de « tuer ou blesser une quinzaine de personnes à coups de couteau ».

L'opinion américaine est sans doute plus traumatisée par ce qui vient de se produire dans cette banlieue plus éduquée que le reste du pays, où la moitié des adultes possèdent un diplôme, que par les bombardements en Serbie et au Kosovo. Nul doute que le pays va s'interroger à nouveau sur cette société qui, aux dires d'un élève rescapé, est responsable de ce qui s'est passé. Curieux États-Unis où la vente libre d'armes à feu permet à des milliers de se massacrer sans que - comme ce fut le cas il y a deux ans en Grande-Bretagne après le drame de Dunblane - on prenne des mesures restrictives, mais où beaucoup frémissent à l'idée qu'un seul militaire américain puisse être tué en ex-Yougoslavie.

Patrice de Beer

## Le parquet de Paris s'intéresse aux conditions de location d'un logement à M. Léotard

LE PARQUET de Paris a ouvert, vendredi 2 avril, une enquête préliminaire sur la gestion de l'Association des républicains indépendants libéraux européens et sociaux (Ariles) financée, entre 1992 et 1995, par l'ex-Parti républicain, alors présidé par François Léotard. La justice semble s'intéresser aux conditions dans lesquelles cette association a pris à sa charge, pour plus de 13 millions de francs, des frais du PR et de M. Léotard, dont la location d'un appartement parisien mis à la disposition de l'ancien ministre.

Révisée par Le Canard enchaîné, dans son édition du 21 avril, cette enquête intervient en marge de l'instruction menée par les juges d'instruction parisiens Laurence Vichnievsky et Eva Joly sur un emprunt fictif de 5 millions de francs contracté, en 1996, par le PR auprès d'une coopérative financière. Les magistrats ont découvert des documents, ayant trait à la location de l'appartement occupé par M. Léotard.

Le parquet a décidé de dis-

joindre ces faits de l'affaire principale dans laquelle François Léotard a déjà été mis en examen pour « blanchiment d'argent » et « infraction à la législation sur le financement des partis politiques ».

Par ailleurs, les policiers désignés pour conduire les investigations préliminaires paraissent également rechercher des éléments sur la prise en charge par Ariles des salaires de personnes qui auraient, en fait, été affectées à d'autres fonctions. Enfin, ils semblent examiner les frais de déplacement assumés par Ariles pour le compte de dirigeants du Parti républicain.

L'entourage de M. Léotard affirme que l'appartement en question était mis à la disposition du parti afin d'organiser des réunions. Considérant qu'il s'agissait d'un logement de fonction, les proches de l'ancien ministre ajoutent que les comptes de l'association ont toujours été publiés au Journal officiel.

Jacques Follorou

### AS/400e = Mise en œuvre rapide

Vous souhaitez faire décoller rapidement votre entreprise ? Démarrer à plein régime avec le serveur AS/400e. Il est entièrement intégré, testé et configuré pour fonctionner dans quasiment tous les environnements existants. Qu'il s'agisse de fabriquer des vélos ou de bâtir votre entreprise, le plus court chemin vers la réussite passe aussi par l'AS/400e. Pour en savoir plus, consultez [www.as400.ibm.com/rapide](http://www.as400.ibm.com/rapide)



Il nous fallait un serveur qui démarre aussi vite que nous !



IBM

## Nouvelle mise en examen du président du conseil général de Saône-et-Loire

LE PRÉSIDENT du conseil général de Saône-et-Loire, René Beaumont, a été mis en examen pour « abus de confiance, complicité et recel d'abus de confiance ». Datant du 22 février, cette décision vient d'être connue. Il avait déjà mis en examen, le 18 novembre 1998, pour « concussion ». Ces deux mesures font suite à un rapport de la chambre régionale des comptes révélant certaines irrégularités dans la gestion du conseil général. Cette nouvelle mise en examen semble concerner, d'une part, l'attribution annuelle d'une somme de 150 000 F au club de football de Louhans-Coteaux (qui évolue en championnat National) par le biais de l'association de promotion touristique et économique du département, Saône-et-Loire Promotion, aujourd'hui dissoute, et, d'autre part, l'utilisation d'une somme de 198 000 F à des fins de prospection d'entreprises aux États-Unis. Une troisième instruction est en cours. (corresp.)

## Des troubles font 33 morts à Timor-Orient et à Banda

INDONÉSIE : trente personnes ont été tuées, mardi 20 avril, à Héira, dans la banlieue de Dili, capitale du territoire de Timor-Orient, par des milices pro-indonésiennes, a affirmé l'Union démocratique de Timor-Est (UDT), mouvement indépendantiste cité par l'agence portugaise Lusa. Le général Wiranto, commandant en chef de l'armée et ministre de la défense indonésien, est arrivé en fin de journée, mardi à Dili. D'autre part, une foule de musulmans a tué, mercredi 21 avril, un couple de chrétiens d'Amboine d'ascendance néerlandaise et leur enfant, à Banda Neira, principale île de l'archipel de Banda, a rapporté la police indonésienne. Depuis le début de la semaine, quarante-sept bâtiments, dont deux églises, une crèche et un presbytère ont été incendiés à Banda Neira. (AFP Reuters.)

### DÉPÊCHES

■ CAMBODGE : Nuon Paet, un ancien commandant khmer rouge arrêté pour l'enlèvement et l'assassinat de trois jeunes touristes occidentaux au Cambodge en 1994, sera traduit en justice la semaine prochaine à Phnom Penh, ont indiqué, mardi 30 avril, des sources judiciaires cambodgiennes citées par l'AFP. Il risque entre trois ans d'emprisonnement et la perpétuité. Il avait été arrêté en août dernier. (AFP)

■ ISRAËL : les islamistes de Nazareth ont rejeté mardi 20 avril une décision d'Israël de construire une petite mosquée près de la basilique de l'Annonciation et ont réclamé un lieu de culte plus grand. Le gouvernement israélien avait autorisé lundi la construction d'une mosquée de 504 m² sur une partie d'un terrain où le maire chrétien de Nazareth, Ramiz Jerad, voulait construire un parvis pour accueillir les pèlerins attendus pour l'an 2000. (AFP)

■ PATRIMOINE : le Comité international du Bouclier bleu (ICBS) demande à toute les parties impliquées dans l'actuel conflit des Balkans de respecter les accords internationaux pour la protection des biens culturels (Convention de La Haye de 1954), notamment les musées, archives, monuments et bibliothèques. L'ICBS a été fondé en 1996 par quatre organisations non gouvernementales : le Conseil international des archives, le Conseil international des musées, le Conseil international des monuments et des sites, la Fédération internationale des associations de bibliothécaires et des bibliothèques.

■ ÉCONOMIE : la banque Paribas a annoncé mercredi 21 avril avoir vendu la société Fichtel-Bauché au suédois Guinneo.

■ AUTOMOBILISME : l'équipage britannique de la Ford Focus, Colin McRae-Nicky Grist, a indiqué, mardi 20 avril, qu'il ne prendrait pas, mercredi matin, le départ de la troisième et dernière étape du Rallye de Catalogne, mercredi 21 avril. Dix-huitième à près d'un quart d'heure des leaders, les Français Philippe Bugalski et Jean-Paul Chiaroni (Citroën Xara), ils ont considéré qu'ils n'avaient plus aucune chance de bien figurer après leur victoire au Kenya et au Portugal.

■ BASKET-BALL : la finale de l'Euroleague masculine devait opposer, jeudi 22 avril, à Munich (Allemagne) les Italiens du Kinder Bologna, tenants du trophée, aux Libanais du Zalgiris Kaunas, vainqueurs respectivement, mardi 20 avril, de TeamSystem Bologna (62-57) et des Grecs d'Olympiakos Le Pirée (87-77).